

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°33

janvier-mars 2024

Social 2 Palestine-Israël



Humour de Siné mensuel

Table des matières

Bombardements israéliens : un mépris flagrant pour la vie des Palestiniens	3
Palestine. Lettre de démission de Craig Mokhiber du Haut-Commissariat aux droits humains de l'ONU.....	8
La prochaine mauvaise surprise d'Israël viendra de Cisjordanie	12
Barbares et civilisés.....	14
Europe. Le droit de manifester doit être respecté.....	28
Manifestation : Gaza – STOP aux massacres, STOP à l'impunité !	29
Guerre Israël – Gaza : à Bruxelles, la manifestation de soutien à Gaza a rassemblé 12 000 personnes selon la police, 40 000 selon les organisateurs	31
Discours de l'Union des Juifs progressistes de Belgique	32
Un dangereux amalgame - Lettre ouverte d'écrivains juifs (nplusonemag).....	36
Comment la terre d'Israël fut inventée, selon Shlomo Sand.....	38
Ni « ensemble », ni « nous gagnerons ».....	42
En Israël, la gauche anti-apartheid tient le cap malgré la peur et la douleur	44
Humour de Philippe Geluck	46
Gideon Levy, journaliste israélien : « L'occupation ne cessera pas tant qu'Israël n'en paiera pas le prix »	47
Pourquoi tant de Juifs dénoncent-ils la guerre d'Israël contre Gaza ?	50
Roger Waters répond aux accusations d'antisémitisme dans un nouveau documentaire	52
Israël, Gaza : il faut un cessez-le-feu immédiat de toutes les parties pour mettre un terme aux souffrances de la population civile	54
GAZA. Extermination au phosphore blanc	56
La censure militaire israélienne vous cache la vérité.....	58
Le 11-Septembre du Moyen-Orient.....	64
Humour de Kroll.....	65
Un avion de chasse israélien a largué une bombe à déflagration aérienne dans la cour de l'hôpital al-Ahli...	66
Guerre à Gaza : Pour un cessez-le-feu et une paix juste, contre la violence coloniale et l'apartheid	74

Bombardements israéliens : un mépris flagrant pour la vie des Palestiniens



Les *forces israéliennes* ont fait preuve – une fois de plus – d’une indifférence glaçante face au bilan catastrophique pour les civil·e·s des *bombardements incessants* qu’elles mènent dans la bande de *Gaza occupée*. Dans le cadre de son enquête en cours sur les atteintes aux lois de la guerre, Amnesty International a recueilli des informations sur deux cas représentatifs dans lesquels les frappes israéliennes ont tué 46 civils, dont 20 enfants. La victime la plus âgée était une femme de 80 ans et la plus jeune un bébé de trois mois. Ces attaques doivent faire l’objet d’une enquête en tant que crimes de guerre.

Ces attaques, qui ont eu lieu les 19 et 20 octobre, ont frappé un édifice religieux où des centaines de civil·e·s déplacés avaient trouvé refuge, dans la ville de Gaza, ainsi qu’une maison du camp de réfugié·e·s de Nuseirat, dans le centre de la bande de Gaza.

Sur la base de ses recherches approfondies sur ces événements, Amnesty International a conclu que ces frappes étaient des attaques menées sans discrimination ou des attaques directes contre des civil·e·s ou des biens de caractère civil, qui doivent donner lieu à une enquête en tant que crimes de guerre.

« Ces attaques meurtrières et illégales s’inscrivent dans des pratiques établies caractérisées par le mépris à l’égard des civil·e·s palestiniens, et illustrent l’impact dévastateur de l’assaut sans précédent mené par l’armée israélienne, en raison duquel aucun endroit n’est sûr à Gaza, quel que soit le lieu où les civil·e·s vivent ou cherchent à se mettre à l’abri », a déclaré Erika Guevara-Rosas, directrice de la recherche, du plaidoyer et des politiques au niveau mondial à Amnesty International.

« Nous exhortons le procureur de la Cour pénale internationale à prendre immédiatement des mesures concrètes pour accélérer l’enquête sur les crimes de guerre et autres crimes de droit international ouverte en 2021.

Les récits déchirants de rescapé·e·s et de proches de victimes décrivant le bilan humain dévastateur de ces bombardements donnent un aperçu des énormes souffrances infligées chaque jour aux civil·e·s de Gaza par les attaques incessantes de l’armée israélienne, et soulignent la nécessité urgente d’un cessez-le-feu immédiat. »

Amnesty International s’est rendue sur les lieux des frappes, a pris des photos des impacts de chaque attaque et a recueilli les propos de 14 personnes en tout, dont neuf rescapé·e·s, deux autres témoins, un parent de victime et deux responsables ecclésiastiques. Le Laboratoire de preuves du programme Réaction aux crises d’Amnesty International a analysé des images satellite et des documents audiovisuels en source ouverte, afin de géolocaliser et de confirmer les attaques.

L’organisation a également examiné les déclarations pertinentes de l’armée israélienne et a envoyé des questions à l’unité des porte-paroles de l’armée israélienne le 30 octobre concernant l’attaque de l’église et l’attaque du camp de Nuseirat. Au moment de la publication du présent document, nous n’avons pas encore reçu de réponse.

Les autorités israéliennes n’ont présenté aucune preuve crédible pour justifier ces frappes, notamment en ce qui concerne les objectifs militaires qui seraient présents. Dans le cas du bombardement du bâtiment de

l'église, l'armée israélienne a en revanche publié des informations contradictoires, notamment une vidéo qu'elle a retirée par la suite et une déclaration qu'elle n'a pas étayée. Les recherches d'Amnesty International n'ont pas livré d'éléments indiquant que les bâtiments touchés pouvaient être considérés comme des objectifs militaires ou qu'ils étaient utilisés par des combattants.

Ces conclusions font écho à des informations précédemment rendues publiques par Amnesty International sur des frappes israéliennes illégales dans le cadre de l'intensification actuelle, et à un schéma similaire de frappes illégales au cours de précédents cas d'opérations israéliennes dans la bande de Gaza. Le bombardement actuel est sans précédent à Gaza, du fait de son intensité, du nombre de civils tués et du degré de destruction des habitations, des écoles, des hôpitaux et d'autres infrastructures civiles.



Des personnes assistent à la cérémonie funéraire pour les victimes qui ont perdu la vie lors de l'attaque israélienne sur l'église de Saint Porphyrius dans la ville de Gaza, à Gaza, le 20 octobre 2023.

« L'organisation a constaté le mépris flagrant des forces israéliennes pour le droit international humanitaire lors d'opérations militaires antérieures, mais l'intensité et la cruauté du bombardement actuel sont sans précédent », a déclaré Erika Guevara-Rosas.

« Le bilan effroyable à Gaza - plus de 11 000 Palestiniens tués, dont plus de 4 600 enfants, en à peine six semaines – montre à lui seul à quel point les vies palestiniennes sont négligeables aux yeux des forces israéliennes qui ordonnent et exécutent ces attaques. »

« Mon cœur est mort avec mes enfants »

Le 19 octobre, une frappe aérienne israélienne a détruit un bâtiment dans l'enceinte de l'église orthodoxe grecque Saint-Porphyre, dans le cœur de la vieille ville de Gaza, où s'abritaient environ 450 personnes déplacées issues de la petite communauté chrétienne de Gaza. Cette frappe a tué 18 civils et en a blessé au moins 12 autres.

Ramez al Sury, qui a perdu ses trois enfants et dix autres membres de sa famille dans l'attaque, a déclaré à Amnesty International : « Mon cœur est mort avec mes enfants ce soir-là. Tous mes enfants ont été tués : Majid, 11 ans, Julie, 12 ans et Suhail, 14 ans. Il ne me reste rien. J'aurais dû mourir avec mes enfants.

« Je les avais quittés à peine deux minutes plus tôt. Ma sœur m'a appelé pour que je descende au sous-sol afin d'aider mon père [qui est] alité depuis qu'il a eu un accident vasculaire cérébral [...] mes enfants sont restés dans la pièce avec mes cousins, leurs femmes et leurs enfants. C'est à ce moment-là que la frappe a eu lieu et qu'elle a tué tout le monde.

« Nous avons quitté nos maisons et sommes venus loger à l'église parce que nous pensions que nous serions protégés ici. Nous n'avons nulle part où aller [...] L'église était remplie de gens pacifiques, uniquement de gens pacifiques [...] On n'est en sécurité nulle part à Gaza pendant cette guerre. Des bombardements partout, jour et nuit. Chaque jour, de plus en plus de civils sont tués. Nous prions pour la paix, mais nos cœurs sont brisés. »

Sami Tarazi a indiqué à Amnesty International que ses parents, Marwan et Nahed, avaient été tués, ainsi que sa nièce de six mois, Joelle, et une autre femme de sa famille, Elaine, 80 ans.

L'un des responsables de l'église a déclaré à Amnesty International : « Nous ne savons pas pourquoi ce bombardement [a été lancé] contre notre église ; personne n'a fourni d'explication sur ce qui a motivé une telle tragédie. C'est une église, un lieu de paix, d'amour et de prière [...] Il n'y a de sécurité nulle part à Gaza à l'heure actuelle. »



Localisation de la frappe sur l'enceinte de l'Église orthodoxe grecque Saint Porphyre dans la ville de Gaza. La carte montre la zone estimée affectée (en rouge) par la frappe de l'armée israélienne.

Le 20 octobre, l'armée israélienne a diffusé sur les réseaux sociaux une vidéo de drone, examinée et archivée par Amnesty International, montrant le moment de la frappe aérienne sur un bâtiment situé dans l'enceinte de l'église. Plusieurs médias ont ensuite cité [1] une déclaration de l'armée israélienne indiquant que « des avions de combat des Forces de défense d'Israël ont frappé le centre de commandement et de contrôle appartenant à un terroriste du Hamas impliqué dans le lancement de roquettes et de mortiers en direction d'Israël », reconnaissant qu'« un mur d'une église de la zone a été endommagé » du fait de cette frappe, et assurant que « cet incident fait l'objet d'un examen ».

La vidéo de l'armée israélienne montrant la frappe a cependant été supprimée depuis lors, et aucune information n'a été fournie par l'armée ni par les autorités israéliennes pour étayer l'affirmation selon laquelle le bâtiment détruit était un « centre de commandement et de contrôle » du Hamas, ni aucune autre information sur le prétendu examen de la frappe.

Le Laboratoire de preuves d'Amnesty International a examiné, vérifié et géolocalisé des vidéos et des images publiées sur les réseaux sociaux donnant à voir les répercussions immédiates de la frappe, et analysé des images satellite de la zone, avant et après la frappe ; toutes confirment la destruction d'un bâtiment et la destruction partielle d'un autre dans l'enceinte de l'église.

L'expert en armement d'Amnesty International a également examiné la vidéo de l'armée et d'autres images, et a conclu qu'une munition aérienne de grande taille avait directement frappé le bâtiment où s'abritaient les personnes tuées et blessées.

Des représentants de l'Église avaient déclaré publiquement que des centaines de civils s'y étaient réfugiés avant la frappe, et l'armée israélienne aurait donc eu connaissance de leur présence. La décision de l'armée israélienne de procéder à une frappe contre un lieu connu comme une église et un site de civils déplacés était inconsidérée et constitue donc un crime de guerre, même si l'on croyait qu'il y avait un objectif militaire à proximité.

« Je vivrai avec cette culpabilité jusqu'à la fin de mes jours »

Le 20 octobre vers 14 heures, heure locale, 28 civils – dont 12 enfants – ont été tués par une frappe israélienne, qui a détruit la maison de la famille al Aydi et gravement endommagé deux maisons voisines, dans le camp de réfugiés de Nuseirat, dans le centre de la bande de Gaza, soit la zone où l'armée israélienne avait ordonné aux habitants du nord de la bande de Gaza de se rendre.

Rami al Aydi, sa femme Ranin et leurs trois enfants – Ghina, 10 ans, Maya, 8 ans, et Iyad, 6 ans – ont été tués. Zeina Abu Shehada et ses deux enfants, Amir al Aydi, 4 ans, et Rakan al Aydi, 3 ans, ont également été tués, ainsi que les deux sœurs et la mère de Zeina.

Hani al Aydi, qui a survécu à la frappe, a déclaré à Amnesty International : « Nous étions assis dedans, il y avait plein de monde, d'enfants, de membres de la famille. Soudain, sans aucun avertissement, tout s'est effondré sur nos têtes. Tous mes frères sont morts, mes neveux, mes nièces [...] Ma mère est morte, mes sœurs sont mortes, notre maison n'existe plus [...] Il n'y a rien ici, et maintenant il ne nous reste plus rien et nous sommes déplacés. Je ne sais pas à quel point les choses vont encore empirer. Est-ce que cela pourrait être pire ? »

La femme et les trois filles d'Hazem Abu Shehada font partie des victimes. Elles avaient quitté le camp de réfugiés d'al Maghazi, à proximité, afin de se mettre en sécurité. Il a déclaré à Amnesty International : « Je vivrai avec cette culpabilité jusqu'à la fin de ma vie. C'est moi qui ai suggéré qu'elles s'installent sur place temporairement. Je voudrais ne pas l'avoir fait, j'aimerais pouvoir revenir en arrière. J'aurais préféré qu'on meure tous ensemble plutôt que perdre ma famille. »

La frappe a également causé d'importants dégâts et la destruction quasi-totale des maisons voisines des familles al Ashram et Abu Zarqa. Six personnes ont été tuées dans la maison des Abu Zarqa, dont quatre enfants : les sœurs Sondos, 12 ans, et Areej, 11 ans, et leurs cousins Yara, 10 ans, et Khamis Abu Tahoun, 12 ans.

L'enquête d'Amnesty International a déterminé que toutes les personnes qui étaient présentes dans la maison des al Aydi, qui a été directement touchée, ainsi que dans les deux maisons voisines, étaient des civils. Deux membres de la famille al Aydi avaient un permis de travail en Israël, ce qui implique des contrôles de sécurité rigoureux de la part des autorités israéliennes, visant ceux qui obtiennent le permis et leur famille élargie.

Des images satellite de la zone confirment la destruction – correspondant à une frappe aérienne – entre le 20 octobre à 11 h 19 TU et le 21 octobre à 8 h 22 TU. La zone et de nombreuses structures semblent avoir subi des dégâts importants.



Des images satellite montrent la zone le 18 octobre 2023, avant la frappe, et le 21 octobre 2023, après la frappe. La zone et de nombreuses structures semblent avoir subi d'importantes destructions.

Droit international humanitaire

L'ensemble des parties à un conflit armé sont tenues de faire à tout moment la distinction entre civils et combattants, ainsi qu'entre biens civils et objectifs militaires. Les attaques menées directement contre des civils et des biens de caractère civil sont interdites, de même que les attaques menées sans discrimination. Lorsqu'elles attaquent un objectif militaire, les autorités israéliennes ont l'obligation de prendre toutes les précautions possibles afin d'éviter et, dans tous les cas, de limiter au maximum les pertes humaines au sein de la population civile et les dommages aux biens de caractère civil. Ces précautions consistent notamment à : faire tout ce qui est possible pour s'assurer qu'une cible est un objectif militaire ; choisir des moyens et des méthodes d'attaque qui réduisent le plus possible les dommages aux civils ; évaluer si une attaque serait disproportionnée ; avertir suffisamment à l'avance lorsque cela est possible ; et à annuler une attaque s'il devient manifeste qu'elle serait illégale.

Amnesty International n'a trouvé aucun élément indiquant que des objectifs militaires étaient présents sur le site des deux frappes ou que les personnes se trouvant dans les bâtiments en question étaient des cibles

militaires, ce qui fait craindre que ces frappes ne soient des attaques directes contre des civils ou des biens de caractère civil.

« Les frappes aveugles qui tuent ou blessent des civils constituent des crimes de guerre »

Même s'il y avait eu un objectif militaire légitime à proximité de l'un des bâtiments touchés, ces frappes n'ont pas fait la distinction entre objectifs militaires et biens de caractère civil. Les éléments recueillis par Amnesty International indiquent également que l'armée israélienne n'a pas pris les précautions nécessaires pour réduire le plus possible les dommages causés aux civils et aux biens civils, notamment en s'abstenant d'avertir – au moins les personnes vivant dans les lieux qui ont été frappés – avant de lancer les attaques.

Les frappes aveugles qui tuent ou blessent des civils constituent des crimes de guerre. Les frappes inconsidérées qui touchent des biens civils, qu'Amnesty International a recensées tout au long des attaques menées actuellement par Israël, ainsi que lors des conflits de 2008-2009 [2], de 2014 [3] et de 2021, peuvent constituer des attaques dirigées contre des civils et des biens de caractère civil, également un crime de guerre.

La densité de population extrêmement élevée à Gaza pose des problèmes supplémentaires à toutes les parties impliquées dans le conflit. Le Hamas et les autres groupes armés sont tenus, en vertu du droit international humanitaire, de prendre toutes les précautions possibles pour protéger les civils des effets des attaques. Il s'agit notamment, dans la mesure du possible, d'éviter de placer des objectifs militaires à l'intérieur ou à proximité de zones densément peuplées.

Toutefois, même si les groupes armés ne remplissent pas leurs obligations, Israël reste lié par le droit international humanitaire, notamment par l'interdiction des attaques menées sans discrimination et disproportionnées.

Complément d'information

Amnesty International appelle toutes les parties à un cessez-le-feu immédiat afin d'éviter de nouvelles pertes humaines et de garantir l'accès à l'aide pour la population de Gaza, qui se trouve confrontée à une catastrophe humanitaire sans précédent.

Les recherches d'Amnesty International montrent que, le 7 octobre 2023, le Hamas et d'autres groupes armés ont procédé à des tirs de roquettes aveugles sur Israël et envoyé des combattants, qui ont commis des crimes de guerre tels que des massacres de civils et des prises d'otages. Selon les autorités israéliennes, au moins 239 personnes, dont 33 enfants, sont toujours otages du Hamas et d'autres groupes armés à Gaza.

L'organisation a aussi recueilli des preuves accablantes de crimes de guerre perpétrés par les forces israéliennes dans le cadre de leur offensive contre Gaza, notamment d'autres attaques menées sans discrimination, qui ont fait de très nombreuses victimes parmi la population civile, décimé des familles entières et détruit des quartiers résidentiels.

AMNESTY INTERNATIONAL, 27 novembre 2023

Notes

[1] https://edition.cnn.com/middleeast/live-news/israel-hamas-war-gaza-news-10-20-23/h_144c4c17944bdd881e21ef361491235c

[2] <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde15/015/2009/fr/>

[3] <https://blackfriday.amnesty.org/>

Un texte bouleversant d'intelligence politique et d'humanité

Palestine. Lettre de démission de Craig Mokhiber du Haut-Commissariat aux droits humains de l'ONU



Voici la lettre de démission d'un haut fonctionnaire de l'ONU, le Directeur du Bureau de New York du Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU, Craig Mokhiber.

LGS

Monsieur le Haut-Commissaire,

Ceci est ma dernière communication officielle en tant que directeur du bureau de New York du Haut-Commissaire aux droits de l'homme. Je vous écris à un moment de grande angoisse pour le monde, y compris pour beaucoup de nos collègues. Une fois de plus, nous assistons à un génocide qui se déroule sous nos yeux, et l'Organisation que nous servons semble impuissante à l'arrêter. En tant que personne ayant enquêté sur les droits de l'homme en Palestine depuis les années 1980, ayant vécu à Gaza en tant que conseiller des Nations unies pour les droits de l'homme dans les années 1990, et ayant effectué plusieurs missions de défense des droits de l'homme dans le pays avant et depuis, cette situation m'est profondément personnelle. J'ai également travaillé dans ces salles lors des génocides contre les Tutsis, les musulmans bosniaques, les Yazidis et les Rohingyas. Dans chaque cas, lorsque la poussière est retombée sur les horreurs perpétrées contre des populations civiles sans défense, il est devenu douloureusement clair que nous avons manqué à notre devoir de répondre aux impératifs de prévention des atrocités de masse, de protection des personnes vulnérables et d'obligation de rendre des comptes aux auteurs de ces actes. Il en a été de même avec les vagues successives de meurtres et de persécutions à l'encontre des Palestiniens tout au long de l'existence des Nations unies.

Monsieur le Haut-Commissaire, nous échouons à nouveau.

En tant qu'avocat spécialisé dans les droits de l'homme, avec plus de trente ans d'expérience dans ce domaine, je sais bien que le concept de génocide a souvent fait l'objet d'abus politiques. Mais le massacre actuel du peuple palestinien, ancré dans une idéologie coloniale ethno-nationaliste, dans la continuité de décennies de persécution et d'épuration systématiques, entièrement fondées sur leur statut d'Arabes, et associé à des déclarations d'intention explicites de la part des dirigeants du gouvernement et de l'armée israéliens, ne laisse aucune place au doute ou au débat. À Gaza, les maisons civiles, les écoles, les églises, les mosquées et les établissements médicaux sont attaqués sans raison et des milliers de civils sont massacrés. En Cisjordanie, y compris à Jérusalem occupée, les maisons sont saisies et réaffectées en fonction de la race, et de violents

pogroms de colons sont accompagnés par des unités militaires israéliennes. Partout dans le monde, l'apartheid règne.

Il s'agit d'un cas typique de génocide. Le projet colonial européen, ethno-nationaliste, de colonisation en Palestine est entré dans sa phase finale, vers la destruction accélérée des derniers vestiges de la vie palestinienne indigène en Palestine. Qui plus est, les gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni et d'une grande partie de l'Europe sont totalement complices de cet horrible assaut. Non seulement ces gouvernements refusent de remplir leurs obligations conventionnelles « d'assurer le respect » des conventions de Genève, mais ils arment en fait activement l'assaut, fournissent un soutien économique et des renseignements, et couvrent politiquement et diplomatiquement les atrocités commises par Israël.

De concert avec cela, les médias corporatifs occidentaux, de plus en plus captifs et proches de l'État, sont en violation ouverte de l'article 20 du PIDCP, déshumanisant continuellement les Palestiniens pour faciliter le génocide, et diffusant de la propagande pour la guerre et l'appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité et à la violence. Les entreprises de médias sociaux basées aux États-Unis étouffent les voix des défenseurs des droits de l'homme tout en amplifiant la propagande pro-israélienne. Les contrôleurs en ligne du lobby israélien et les GONGOS harcèlent et salissent les défenseurs des droits de l'homme, et les universités et employeurs occidentaux collaborent avec eux pour punir ceux qui osent s'élever contre les atrocités. À la suite de ce génocide, ces acteurs doivent également rendre des comptes, comme ce fut le cas pour la radio des Mille Collines au Rwanda.

Dans de telles circonstances, notre organisation est plus que jamais appelée à agir de manière efficace et fondée sur des principes. Mais nous n'avons pas relevé le défi. Le pouvoir de protection du Conseil de sécurité a de nouveau été bloqué par l'intransigeance des États-Unis, le SG est attaqué pour les protestations les plus légères, et nos mécanismes de défense des droits de l'homme font l'objet d'attaques calomnieuses soutenues de la part d'un réseau organisé d'impunité en ligne.

Des décennies de distraction par les promesses illusoire et largement décevantes d'Oslo ont détourné l'Organisation de son devoir essentiel de défense du droit international, des droits de l'homme internationaux et de la Charte elle-même. Le mantra de la « solution à deux États » est devenu une plaisanterie ouverte dans les couloirs des Nations unies, à la fois pour son impossibilité absolue dans les faits et pour son incapacité totale à prendre en compte les droits de l'homme inaliénables du peuple palestinien. Le soi-disant « Quartet » n'est plus qu'une feuille de vigne pour l'inaction et la soumission à un statu quo brutal. La déférence (écrite par les États-Unis) à l'égard des « accords entre les parties elles-mêmes » (au lieu du droit international) a toujours été une légèreté transparente, destinée à renforcer le pouvoir d'Israël sur les droits des Palestiniens occupés et dépossédés de leurs biens.

Monsieur le Haut-Commissaire, je suis venu à cette Organisation dans les années 1980, parce que j'y ai trouvé une institution fondée sur des principes et des normes qui était résolument du côté des droits de l'homme, y compris dans les cas où les puissants États-Unis, le Royaume-Uni et l'Europe n'étaient pas de notre côté. Alors que mon propre gouvernement, ses institutions de subsidiarité et une grande partie des médias américains soutenaient ou justifiaient encore l'apartheid sud-africain, l'oppression israélienne et les escadrons de la mort d'Amérique centrale, les Nations unies défendaient les peuples opprimés de ces pays. Nous avons le droit international de notre côté. Nous avons les droits de l'homme de notre côté. Nous avons les principes de notre côté. Notre autorité était ancrée dans notre intégrité. Mais pas plus.

Au cours des dernières décennies, des éléments clés de l'ONU ont cédé au pouvoir des États-Unis et à la peur du lobby israélien, pour abandonner ces principes et se retirer du droit international lui-même. Nous avons beaucoup perdu dans cet abandon, notamment notre propre crédibilité mondiale. Mais c'est le peuple palestinien qui a subi les plus grandes pertes à cause de nos échecs. L'ironie de l'histoire veut que la Déclaration universelle des droits de l'homme ait été adoptée l'année même où la Nakba a été perpétrée contre le peuple palestinien. Alors que nous commémorons le 75e anniversaire de la DUDH, nous ferions bien d'abandonner le vieux cliché selon lequel la DUDH est née des atrocités qui l'ont précédée, et d'admettre qu'elle est née en même temps que l'un des génocides les plus atroces du XXe siècle, celui de la destruction de la Palestine. D'une certaine manière, les auteurs de la Constitution promettaient les droits de l'homme à tout le monde, sauf au peuple palestinien. N'oublions pas non plus que les Nations unies ont commis le péché originel de faciliter la dépossession du peuple palestinien en ratifiant le projet colonial européen qui s'est emparé des terres palestiniennes et les a remises aux colons. Nous avons beaucoup de choses à nous faire pardonner.

Mais la voie de l'expiation est claire. Nous avons beaucoup à apprendre de la position de principe adoptée ces derniers jours dans des villes du monde entier, où des masses de personnes s'élèvent contre le génocide, même au risque d'être battues et arrêtées. Les Palestiniens et leurs alliés, les défenseurs des droits de

l'homme de tous bords, les organisations chrétiennes et musulmanes et les voix juives progressistes qui disent « Pas en notre nom », montrent tous la voie. Il ne nous reste plus qu'à les suivre.

Hier, à quelques rues d'ici, la gare Grand Central de New York a été complètement envahie par des milliers de défenseurs juifs des droits de l'homme, solidaires du peuple palestinien et exigeant la fin de la tyrannie israélienne (beaucoup d'entre eux risquant d'être arrêtés). Ce faisant, ils ont éliminé en un instant l'argument de propagande de la hasbara israélienne (et le vieux trope antisémite) selon lequel Israël représente en quelque sorte le peuple juif. Ce n'est pas le cas. Et, en tant que tel, Israël est seul responsable de ses crimes. Sur ce point, il convient de répéter, malgré les calomnies du lobby israélien, que la critique des violations des droits de l'homme par Israël n'est pas antisémite, pas plus que la critique des violations saoudiennes n'est islamophobe, la critique des violations du Myanmar n'est anti-bouddhiste, ou la critique des violations indiennes n'est anti-hindouiste. Lorsqu'ils cherchent à nous faire taire par des calomnies, nous devons élever la voix, et non la baisser. J'espère que vous conviendrez, Monsieur le Haut-Commissaire, qu'il s'agit là de l'essence même de l'expression de la vérité au pouvoir.

Mais je trouve également de l'espoir dans les parties des Nations Unies qui ont refusé de compromettre les principes de l'Organisation en matière de droits de l'homme, en dépit des énormes pressions exercées en ce sens. Nos rapporteurs spéciaux indépendants, nos commissions d'enquête et nos experts des organes de traités, ainsi que la plupart des membres de notre personnel, ont continué à défendre les droits de l'homme du peuple palestinien, alors même que d'autres parties des Nations unies (même au plus haut niveau) ont honteusement courbé l'échine devant le pouvoir. En tant que gardien des normes et standards en matière de droits de l'homme, le HCDH a le devoir particulier de défendre ces normes. Notre tâche, je crois, est de faire entendre notre voix, du Secrétaire général à la dernière recrue de l'ONU, et horizontalement dans l'ensemble du système des Nations unies, en insistant sur le fait que les droits de l'homme du peuple palestinien ne font l'objet d'aucun débat, négociation ou compromis, où que ce soit sous le drapeau bleu.

À quoi ressemblerait alors une position fondée sur les normes des Nations unies ? À quoi travaillerions-nous si nous étions fidèles à nos admonestations rhétoriques sur les droits de l'homme et l'égalité pour tous, la responsabilité pour les auteurs, la réparation pour les victimes, la protection des personnes vulnérables et l'autonomisation des détenteurs de droits, le tout dans le cadre de l'État de droit ? La réponse, je crois, est simple : si nous avons la lucidité de voir au-delà des écrans de fumée propagandistes qui déforment la vision de la justice pour laquelle nous avons prêté serment, le courage d'abandonner la peur et la déférence à l'égard des États puissants, et la volonté d'embrasser véritablement la bannière des droits de l'homme et de la paix. Certes, il s'agit d'un projet à long terme et d'une montée en flèche. Mais nous devons commencer maintenant ou nous abandonner à une horreur indicible. Je vois dix points essentiels :

1 — Une action légitime : Tout d'abord, nous devons, au sein des Nations unies, abandonner le paradigme d'Oslo, qui a échoué (et qui est en grande partie fallacieux), sa solution illusoire à deux États, son Quartet impuissant et complice, et son assujettissement du droit international aux diktats de l'opportunisme politique présumé. Nos positions doivent être fondées sans équivoque sur les droits de l'homme et le droit international.

2 — Une vision claire : Nous devons cesser de prétendre qu'il s'agit simplement d'un conflit territorial ou religieux entre deux parties belligérantes et admettre la réalité de la situation dans laquelle un État au pouvoir disproportionné colonise, persécute et dépossède une population indigène sur la base de son appartenance ethnique.

3 — Un État unique fondé sur les droits de l'homme : Nous devons soutenir l'établissement d'un État unique, démocratique et laïque dans toute la Palestine historique, avec des droits égaux pour les chrétiens, les musulmans et les juifs, et, par conséquent, le démantèlement du projet colonialiste profondément raciste et la fin de l'apartheid sur tout le territoire.

4 — Lutte contre l'apartheid : Nous devons réorienter tous les efforts et toutes les ressources des Nations unies vers la lutte contre l'apartheid, comme nous l'avons fait pour l'Afrique du Sud dans les années 1970, 1980 et au début des années 1990.

5 — Retour et indemnisation : Nous devons réaffirmer et insister sur le droit au retour et à l'indemnisation complète de tous les Palestiniens et de leurs familles qui vivent actuellement dans les territoires occupés, au Liban, en Jordanie, en Syrie et dans la diaspora à travers le monde.

6 — Vérité et justice : Nous devons appeler à un processus de justice transitionnelle, utilisant pleinement les décennies d'enquêtes, d'investigations et de rapports accumulés par les Nations Unies, afin de documenter la vérité et de garantir la responsabilité de tous les auteurs, la réparation de toutes les victimes et les remèdes aux injustices documentées.

7 — La protection : Nous devons insister sur le déploiement d'une force de protection de l'ONU dotée de ressources suffisantes et d'un mandat solide pour protéger les civils de la rivière à la mer.

8 — Désarmement : Nous devons plaider pour le retrait et la destruction des stocks massifs d'armes nucléaires, chimiques et biologiques d'Israël, de peur que le conflit ne conduise à la destruction totale de la région et, éventuellement, au-delà.

9 — La médiation : Nous devons reconnaître que les États-Unis et les autres puissances occidentales ne sont pas des médiateurs crédibles, mais plutôt des parties au conflit qui sont complices d'Israël dans la violation des droits des Palestiniens, et nous devons les engager en tant que tels.

10 — Solidarité : Nous devons ouvrir grand nos portes (et celles du SG) aux légions de défenseurs des droits de l'homme palestiniens, israéliens, juifs, musulmans et chrétiens qui sont solidaires du peuple de Palestine et de ses droits de l'homme, et mettre un terme au flux incontrôlé de lobbyistes israéliens vers les bureaux des dirigeants de l'ONU, où ils prônent la poursuite de la guerre, de la persécution, de l'apartheid et de l'impunité, et dénigrent nos défenseurs des droits de l'homme pour leur défense de principe des droits des Palestiniens. Il faudra des années pour y parvenir et les puissances occidentales nous combattront à chaque étape du processus, c'est pourquoi nous devons faire preuve de fermeté. Dans l'immédiat, nous devons œuvrer en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et de la fin du siège de Gaza, nous opposer au nettoyage ethnique de Gaza, de Jérusalem et de la Cisjordanie (et d'ailleurs), documenter l'assaut génocidaire à Gaza, contribuer à l'acheminement d'une aide humanitaire massive et à la reconstruction des Palestiniens, prendre soin de nos collègues traumatisés et de leurs familles, et nous battre comme des diables pour une approche fondée sur des principes dans les bureaux politiques de l'ONU. L'échec de l'ONU en Palestine jusqu'à présent n'est pas une raison pour nous de nous retirer. Au contraire, il devrait nous donner le courage d'abandonner le paradigme du passé, qui a échoué, et de nous engager pleinement dans une voie plus fondée sur des principes. En tant que HCDH, rejoignons avec audace et fierté le mouvement anti-apartheid qui se développe dans le monde entier, en ajoutant notre logo à la bannière de l'égalité et des droits de l'homme pour le peuple palestinien. Le monde nous observe. Nous devons tous rendre compte de notre position à ce moment crucial de l'histoire. Prenons le parti de la justice.

Je vous remercie, Monsieur le Haut-Commissaire Volker, d'entendre ce dernier appel de mon bureau. Dans quelques jours, je quitterai le Bureau pour la dernière fois, après plus de trois décennies de service. Mais n'hésitez pas à me contacter si je peux vous être utile à l'avenir.

Craig MOKHIBER
28 octobre 2023.

Version originale en anglais : <https://webmail.pt.lu/webmail/redirect?u=https%3A%2F%2Fs3.documentclou...>

<https://blogs.mediapart.fr/zap-pow/blog/011123/lettre-de-demission-de-...>

URL de cet article 39077 : <https://www.legrandsoir.info/palestine-lettre-de-demission-de-craig-mokhiber-du-haut-commissariat-aux-droits-humains-de-l-onu.html>

La prochaine mauvaise surprise d'Israël viendra de Cisjordanie

Dans ce texte Gideon Levy se préoccupe de l'explosion à venir en Cisjordanie, en se demandant combien de temps encore les Palestiniens peuvent-ils supporter les exactions de l'occupant ?



Des colons juifs entraînent de forcer la porte de maisons palestiniennes à Hébron. Capture d'écran de la vidéo La prochaine surprise ne sera pas une surprise. Elle sera peut-être moins meurtrière que la précédente, le 7 octobre, mais son prix sera élevé. Lorsqu'elle nous tombera dessus, nous laissant abasourdis par la brutalité de l'ennemi, personne ne pourra prétendre qu'il ne savait pas qu'elle allait arriver. L'armée ne pourra pas le faire, parce qu'elle a constamment lancé des avertissements, mais n'a pas bougé le petit doigt pour l'empêcher. La responsabilité des forces de défense israéliennes sera donc tout aussi grande que lors du massacre dans le sud, et tout aussi importante que celle des colons et des politiciens qui les empêchent prétendument d'agir.

La prochaine cocotte-minute qui va nous exploser à la figure est en train de bouillir en Cisjordanie. L'FDI (Force de Défense d'Israël) le sait ; ses commandants ne cessent de nous mettre en garde à ce sujet. Il s'agit d'avertissements hypocrites et moralisateurs destinés à couvrir les arrières de l'armée. Ces avertissements sont éhontés, car les FDI, avec leurs propres mains et leurs propres soldats, attisent le feu tout autant que les colons.

Prétendre que nous pourrions nous retrouver à nous battre sur un autre front uniquement à cause des colons est un manque de sincérité et de duplicité. Si les FDI l'avaient voulu, elles auraient pu agir immédiatement pour apaiser les tensions. Si elle l'avait voulu, elle aurait agi contre les colons, comme une armée normale est tenue de le faire à l'égard des milices locales et des groupes armés.

Les colons font partie des ennemis d'Israël en Cisjordanie, et l'armée israélienne ne fait rien pour les arrêter. Ses soldats participent activement aux pogroms, abusant honteusement des résidents – les photographiant et les humiliant, les tuant et les arrêtant, détruisant les mémoriaux, comme celui de Yasser Arafat à Tulkarm, et arrachant des milliers de personnes à leur lit. Tout cela jette de l'huile sur le feu et fait monter la tension. Des soldats revanchards, envieux de leurs compatriotes de Gaza, se déchaînent dans les territoires occupés, le doigt léger et enthousiaste sur la gâchette. Près de 200 Palestiniens y ont été tués depuis le début de la guerre, et personne ne les arrête. Aucun commandant régional, commandant de division ou commandant sur le terrain n'arrête le déchaînement. Il est difficile de croire qu'ils sont également paralysés par la peur des colons. Après tout, ils sont considérés comme courageux.

Les colons sont en extase. L'odeur du sang et de la destruction qui monte de Gaza les incite à se déchaîner comme jamais auparavant. Plus besoin de contes de fées sur les loups solitaires ou les mauvaises graines.

L'entreprise de colonisation, avec son cortège de fonctionnaires politiques et de financements, ne se bat pas contre les pogroms qui en émanent. La guerre est leur jour de paie, leur grande chance. Sous le couvert de la guerre et de la brutalité du Hamas, ils ont saisi l'occasion de chasser autant de Palestiniens que possible de leurs villages – en particulier les plus pauvres et les plus petits – avant la grande expulsion qui aura lieu après la prochaine guerre, ou celle qui suivra.



© Moti Milrod. Des soldats de Tsahal et des colons israéliens à Huwara . (Mars 2023)

Cette semaine, j'ai visité le no man's land dans le sud des collines d'Hébron. Les choses n'ont jamais ressemblé à cela auparavant. Chaque colon est désormais membre d'une « équipe de sécurité ». Chaque « équipe de sécurité » est une milice armée et sauvage qui a le droit de maltraiter les éleveurs de bétail et les agriculteurs et de les expulser.

Seize villages de Cisjordanie ont déjà été abandonnés et l'expulsion se poursuit à plein régime. Pour l'essentiel, Tsahal n'existe pas. Israël, qui ne s'est jamais intéressé à ce qui se passe en Cisjordanie, n'en entendra certainement plus parler. Les médias internationaux s'y intéressent de près et comprennent où cela mène. Derrière tout cela se cache la même arrogance israélienne qui a permis la surprise du 7 octobre.

La vie des Palestiniens est considérée comme un déchet. S'occuper de leur sort et de l'occupation est perçu comme une nuisance obsessionnelle. L'idée dominante est que si nous l'ignorons, les étoiles s'aligneront d'une manière ou d'une autre.

Ce qui se passe en Cisjordanie reflète un état de fait incroyable. Même après le 7 octobre, Israël n'a rien appris. Si le désastre actuel dans le sud nous est tombé dessus après des années de siège, de déni et d'indifférence, le prochain tombera parce qu'après son prédécesseur, Israël n'a pas pris au sérieux les avertissements, les menaces et la gravité de la situation.

La Cisjordanie crie de douleur et personne en Israël n'entend son appel à l'aide. Les colons se déchaînent et personne en Israël n'essaie de les arrêter. Jusqu'où les Palestiniens peuvent-ils aller ? Israël devra payer la facture quoi qu'il arrive. Ce sera froid ou chaud, mais très sanglant dans tous les cas.

Gideon LEVY
arretsurinfo.ch
17 novembre 2023

Source : Haaretz - 16 novembre 2023

Traduction : Arretsurinfo.ch

Dossier Israël-Palestine : l'embrasement, et après ?

Barbares et civilisés

Qui ne serait indigné devant les assassinats du Hamas ? Et devant le déluge de bombes ordonné par le gouvernement israélien ? Le premier est qualifié de « terroriste » – pas le second. Au fil de l'histoire, cette notion a beaucoup varié.

Que peut-il y avoir de plus dévastateur pour une mère, pour un père, que la perte d'un enfant ? Tant d'espoirs partis en fumée, tant de rêves transformés en cauchemars, tant de projets engloutis. Nul ne peut vraiment mesurer cette tragédie s'il ne l'a pas vécue. Et chaque parent tremble à l'idée de recevoir un appel téléphonique l'informant d'un tel drame. Cette calamité peut résulter d'une maladie, on ne peut blâmer alors que le « destin » ; d'un accident, on peut accuser le chauffard, s'il est responsable ; d'un acte « terroriste », qui frappe ici une école, ailleurs un supermarché, là un simple passant. Qui blâmer alors ? Le terroriste, naturellement, qui d'autre ?

Et pourtant... Nous sommes le 4 septembre 1997, rue Ben-Yéhouda, en plein centre de Jérusalem. Trois kamikazes du Hamas se font exploser, tuant cinq personnes, dont une jeune fille de 14 ans prénommée Smadar, sortie de chez elle pour acheter un livre. Elle porte un nom prestigieux en Israël. Son grand-père, le général Mattityahou Peler, a été l'un des artisans de la victoire de juin 1967, avant de devenir une « colombe » et l'un des protagonistes de ce que l'on a appelé les « conversations de Paris », premières rencontres secrètes entre des responsables de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et des Israéliens « sionistes ». En cette année 1997, M. Benyamin Netanyahou était déjà premier ministre et avait promis de détruire l'accord d'Oslo signé en 1993, ce qu'il réussira à faire. Il connaît aussi la mère de Smadar, Nourit, une camarade d'école et une amie de jeunesse. Quand il l'appelle pour lui présenter ses condoléances, elle lui rétorque : « Bibi qu'as-tu fait ? », le tenant pour responsable de la mort de sa fille (1).

« Pour moi, il n'y a pas de différence entre le terroriste qui a tué ma fille et le soldat israélien qui, en plein bouclage des territoires, n'a pas laissé une Palestinienne enceinte franchir un barrage pour se rendre à l'hôpital, si bien qu'elle a finalement perdu son enfant. Je suis persuadée que si les Palestiniens nous avaient traités comme "nous" les traitons, "nous" aurions semé chez eux une terreur cent fois pire. » Dans son texte, Nourit termine en qualifiant M. Netanyahou d'« homme du passé » ; elle s'est malheureusement trompée puisqu'il demeure le visage de la politique israélienne. Malgré les critiques qui le visaient depuis des mois en raison de son projet de réforme de la justice, la grande majorité de la société s'est regroupée derrière lui pour justifier la politique criminelle – selon le droit international – qu'il mène à Gaza (*lire « Fragile union sacrée en Israël »*). Dans les décombres fumants de cette enclave grandit la prochaine génération de combattants palestiniens, plus déterminée que la précédente, le cœur rempli de rage et d'une inextinguible haine.

L'action des commandos-suicides des années 1990 et 2000 comme l'assaut du 7 octobre du Hamas allié aux autres organisations palestiniennes sont constitutifs d'un crime de guerre, comme le sont le blocus et les bombardements de Gaza. Ils posent une nouvelle fois la question du terrorisme et de sa définition. C'est un exercice laborieux tant les groupes rassemblés sous la rubrique « terrorisme » sont hétérogènes (2). Peut-on ranger sous le même label la milice américaine d'extrême droite qui a commis l'attentat d'Oklahoma City, le 19 avril 1995, Al-Qaïda, l'Armée républicaine irlandaise (IRA) ou encore le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ? Cette incrimination implique de considérer ces mouvements comme l'incarnation du Mal absolu, avec qui tout compromis est impossible et contre laquelle la seule stratégie serait l'éradication pour assurer la victoire du Bien. Pourtant, l'histoire a souvent prouvé, que ce soit en Irlande ou en Algérie, que les « terroristes d'hier » sont les dirigeants de demain.

Quand des journalistes somment quiconque intervient sur Gaza de dénoncer le Hamas comme « organisation terroriste » (*lire Clara Menais, « En direct des chaînes d'information en continu »*), ils oublient que cette désignation, entérinée principalement par l'Union européenne et les États-Unis, n'est adoptée ni par les Nations unies, ni par de nombreux États qui maintiennent des canaux de communication avec cette organisation. Même Israël a, pendant des années, entretenu des contacts avec elle et autorisé le Qatar à convoier des centaines de millions de dollars vers Gaza en espérant ainsi « acheter » le mouvement. Peut-on croire qu'une formation qui a recueilli environ 44 % des suffrages parmi les Palestiniens lors des élections législatives de 2006 peut être purement et simplement éradiquée ?

L'inscription du Hamas sur la liste des organisations terroristes par l'Union européenne au début des années 2000 à la suite de la seconde Intifada avait suscité bien des débats. La France, convaincue qu'il valait

mieux pouvoir échanger avec le mouvement islamiste, souhaitait le dissocier des Brigades Izz Al-Din Al-Qassam, qui figuraient déjà sur la liste, comme les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa avaient été distinguées du Fatah, la principale branche de l'OLP. Paris a finalement cédé à la pression de ses partenaires mais rejette toujours l'inscription du Hezbollah sur cette liste, le mouvement étant un parti politique présent au Parlement libanais et un acteur majeur de la politique intérieure du pays du Cèdre (3).

Le cas du PKK condense les contradictions des politiques occidentales. Il figure sur les listes des organisations terroristes établies par l'Europe et les États-Unis, et il est ainsi possible d'être inculpé d'apologie du terrorisme si on le soutient verbalement. Pourtant, en 2014-2015, les Occidentaux lui ont transféré des armes pour arrêter l'offensive de l'Organisation de l'État islamique (OEI) en Irak et défendre la ville syrienne de Kobané avec un héroïsme qui fut largement salué à travers le monde (4).

On peut tomber d'accord sur le fait qu'il existe des « actes terroristes », ceux qui visent ou qui touchent principalement des civils. Cette méthode de lutte a été utilisée par nombre de mouvements de libération, à une échelle plus ou moins grande selon les circonstances. Avant de s'en indigner, il faut rappeler qu'ils affrontaient des armées modernes, dotées d'avions, de chars, de missiles, dans un combat totalement inégal. Et que la terreur quotidienne, invisible pour les colonisateurs, parfois exterminatrice, frappait depuis des décennies les populations sous occupation, créant colère, frustration et rage.

« Il est facile de ne pas remarquer la terreur, notait l'écrivain Manès Sperber. Elle se cache sous l'indifférence de ceux qui ne sont pas concernés, c'est-à-dire l'écrasante majorité (5). » Il parlait de la terreur fasciste dans l'Europe des années 1930, mais la terreur coloniale restait encore plus invisible pour l'écrasante majorité des populations des pays colonisateurs, qui s'étonnaient de la « barbarie » en retour des colonisés.

La lutte sud-africaine ne se réduit pas à un « pacifisme » bien intentionné

Le terrorisme n'a pas occupé la même place dans tous les mouvements de libération et certains ont réussi à en limiter l'usage. Le cas sud-africain est exemplaire, même si sa lutte ne se réduit pas, comme beaucoup le croient en Occident, à un « pacifisme » bien intentionné. Le Congrès national africain (ANC) a aussi utilisé la violence et, de manière ponctuelle, le terrorisme. Les conditions de sa lutte ont facilité un choix de modération. L'ANC disposait d'alliés solides à l'échelle internationale, engagés concrètement avec lui dans son combat. Il pouvait compter sur le soutien de l'URSS et de ses pays affiliés, d'un mouvement des non-alignés déterminé et du puissant mouvement de boycott en Occident – que personne ne songeait à criminaliser et qui ébranla l'apartheid et les soutiens du capitalisme sud-africain. Enfin, l'intervention militaire cubaine en Angola, et notamment la bataille de Cuito Cuanavale en janvier 1988, quand l'armée de Fidel Castro porta un coup fatal à la machine de guerre de Pretoria, constitua, selon Nelson Mandela, « un tournant dans la libération de notre continent et de mon peuple (6) ». Dans ce contexte, il était possible d'éviter le recours au terrorisme. Au contraire, aujourd'hui, ce sont les Palestiniens qui sont abandonnés à leur sort, y compris par plusieurs gouvernements arabes (lire Hasni Abidi et Angélique Mounier-Kuhn, « Riyad - Tel-Aviv, coup de frein à la normalisation »), et c'est Israël qui dispose du soutien inconditionnel des Occidentaux. La position de ces derniers ne sera même pas affectée par l'arrivée au pouvoir à Tel-Aviv de ministres fascistes, « suprémacistes juifs » (7).

Pour comprendre les dilemmes propres à l'OLP et à ses composantes, il faut revenir sur la lutte palestinienne qui a suivi l'occupation de 1967. Après une période d'euphorie marquée par l'extension de l'action des fedayin (combattants) palestiniens, ceux-ci furent expulsés de Jordanie en 1970-1971 (8), tandis que s'affermissait le contrôle israélien sur les territoires occupés. C'est alors l'existence même de la lutte palestinienne qui était en danger et avec elle tout espoir de libération. On assista ainsi à une multiplication d'actions violentes transnationales, avec la création de l'organisation Septembre noir, qui s'illustra dans la prise d'otages d'une partie de la délégation israélienne aux Jeux olympiques de Munich de 1972. Comme l'expliquera Abou Iyad, ancien numéro deux de l'OLP, « l'organisation a agi en auxiliaire de la résistance, à un moment où cette dernière n'était pas en mesure d'assumer pleinement ses tâches militaires et politiques. (...) Ses membres traduisaient bien les profonds sentiments de frustration et d'indignation qui animaient tout le peuple palestinien face aux tueries de Jordanie et aux complicités qui les ont rendues possibles (9) ». Parallèlement, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), dirigé par le Palestinien chrétien Georges Habache, multipliait les détournements d'avion et organisa, avec l'Armée rouge japonaise, l'attaque contre l'aéroport de Lod (Tel-Aviv) le 30 mai 1972.

Qu'est-ce qui amena l'OLP à arrêter ses « opérations extérieures » ? D'abord une reconnaissance croissante des pays non alignés et des pays socialistes, ce qui lui permit d'accéder à une légitimité internationale et se traduisit par l'invitation de Yasser Arafat à l'Organisation des Nations unies (ONU) en 1974. Elle commença à être associée au jeu diplomatique et ouvrit ses premières représentations officielles en Europe, notamment à Paris en 1974. La France, qui condamnait évidemment le terrorisme, joua un rôle majeur pour persuader

ses partenaires que la clé de la solution du conflit était la fin de l'occupation israélienne et qu'elle passait par la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination ainsi que par la négociation avec l'OLP (déclaration européenne de Venise de 1980). À l'époque, le premier ministre israélien Menahem Begin accusa les Européens de vouloir le forcer à négocier avec le Fatah, dont « *les textes résonnent comme le Mein Kampf de Hitler* ». Un parallèle que reprend M. Netanyahou pour stigmatiser le Hamas. Cette avancée européenne ouvrit une fenêtre diplomatique et amorça un processus politique. Un court moment, les Palestiniens purent espérer concrétiser leur rêve d'un État, et ils parièrent sur la paix.

Des combattants criant « Ceci c'est pour mon fils ! »

Il n'est pas question ici de refaire l'histoire de l'échec du processus d'Oslo, mais il est incontestable qu'il joua un rôle dans la victoire électorale de 2006 du Hamas. Ce qui va, pendant des décennies, continuer à nourrir la violence, c'est la situation concrète des Palestiniens, l'extension de la colonisation, la répression de toute activité politique, l'emprisonnement de masse et la violation systématique du droit international. En Cisjordanie, où l'activité du Hamas est réduite, l'action israélienne est-elle plus « modérée » ?

Israël applique cette maxime d'un expert allemand de la fin du XIX^e siècle : « *Le droit international ne devient plus que des phrases si l'on veut également en appliquer ses principes aux peuples barbares. Pour punir une tribu nègre, il faut brûler ses villages, on n'accomplira rien sans faire d'exemples de la sorte* (10). » Cette terreur, souvent invisible pour les Occidentaux, qui ne s'émeuvent que quand meurent des Israéliens, est le sort quotidien des Palestiniens. Elle est marquée dans leur chair. Des vidéos circulant après le 7 octobre ont montré des combattants criant « *Ceci c'est pour mon fils ! [que vous avez tué]* », « *Ceci c'est pour mon père ! [que vous avez tué]* » (11).

« *Cent trois Européens ont été assassinés, plusieurs femmes, dont une de 84 ans, ont été violées. Les cadavres, dans la plupart des cas, ont été mutilés. Les parties sexuelles coupées et placées dans la bouche, les seins des femmes arrachés, et les émeutiers s'acharnaient sur les cadavres pour les larder de coups de couteau.* » Une commission d'enquête française dressait ainsi le bilan des événements du 8 mai 1945 dans l'Est algérien. À Sétif, durant une manifestation indépendantiste, un jeune manifestant fut tué par la police, déclenchant des émeutes et ces massacres. Un livre remarquable de Mehana Amrani (12) revient sur les réactions en France à cet événement annonciateur du soulèvement de 1954 (13).

Cette « barbarie » des colonisés, comment l'expliquer ? Un analyste écrit à l'époque que « *l'appel à la violence fait surgir des montagnes une sorte de génie du mal, un Caliban berbère, sauvage et cruel, dont les mouvements ne peuvent guère être arrêtés que par une force plus grande que la sienne. Telle est l'explication historique et sociale des événements survenus à Sétif le jour même de la célébration de la victoire* ». Le quotidien *Le Monde* n'était pas en reste, notant que « *les troubles se sont produits dans les régions où les institutions françaises, politiques, scolaires, sociales, sont le moins développées* ». Sous-entendu, plus de colonisation permettrait de sortir ces populations de leur « barbarie ». Et si c'était, au contraire, la colonisation qui les y avait plongées ?

Il faudra plusieurs décennies pour que soit reconnue l'ampleur de la répression contre les populations dites « indigènes » qui suivit le soulèvement de Sétif en 1945 : des dizaines de milliers de morts, longtemps ensevelis sous la bonne conscience de ceux qui ne voulaient pas voir ces « massacres civilisés » que la France avait commis.

Alain GRESH (Monde diplomatique, novembre 2023)

Directeur du journal en ligne *Orient XXI*, coauteur (avec Hélène Aldeguer) d'*Un chant d'amour. Israël-Palestine, une histoire française*, Libertalia, Montreuil, 2023 (nouvelle édition mise à jour).

(1) Lire Nourit Peled-Elhanan, « Bibi qu'as-tu fait ? », *Le Monde diplomatique*, octobre 1997.

(2) Lire l'éditorial de Dominique Vidal dans *Manière de voir*, n° 140, « Vous avez dit terrorisme ? », avril-mai 2015.

(3) Nathalie Janne d'Othée, « Liste des organisations terroristes. Quand l'Union européenne s'emmêle », *Orient XXI*, 10 janvier 2022.

(4) Lire Dora Serwud, « Les héros de Kobané », dans *Manière de voir*, n° 169, « 1920-2020, le combat kurde », février-mars 2020.

(5) Manès Sperber, *Et le buisson devint cendre*, Odile Jacob, Paris, 1990.

(6) Lire « L'Évangile selon Mandela », *Le Monde diplomatique*, juillet 2010.

(7) Lire Charles Enderlin, « Israël, le coup d'État identitaire », *Le Monde diplomatique*, février 2023.

(8) Lire « Mémoire d'un septembre noir », *Le Monde diplomatique*, septembre 2020.

(9) Abou Iyad, *Palestinien sans patrie* (entretiens avec Éric Rouleau), Fayolle, Paris, 1978.

(10) Sven Lindqvist, *Exterminez toutes ces brutes !*, Le Serpent à plumes, Paris, 1999.

(11) Ramzy Baroud, « A day to remember : How "Al-Quds Flood" altered the relationship between Palestine and Israel forever », *The Palestine Chronicle*, 10 octobre 2023.

(12) Mehana Amrani, *Le 8 Mai 1945 en Algérie. Les discours français sur les massacres de Sétif, Kherrata et Guelma*, L'Harmattan, Paris, 2010.

(13) Lire Mohammed Harbi, « La guerre d'Algérie a commencé à Sétif », *Le Monde diplomatique*, mai 2005.

L'engrenage guerrier

En menant, le 7 octobre à l'aube, une attaque militaire surprise de grande ampleur sur le sol israélien à partir de Gaza, le Hamas a provoqué une riposte dévastatrice pour les populations civiles et les infrastructures de l'enclave. S'il revendique désormais le rôle de champion de la résistance palestinienne, ses exactions commises lors de l'offensive obèrent son avenir politique.

« Le Proche-Orient est plus calme aujourd'hui qu'il ne l'a été depuis vingt ans. » Lorsqu'il intervient, le 29 septembre, à la conférence annuelle du site The Atlantic (1), M. Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, veut voir dans la normalisation de la relation entre Israël et plusieurs pays arabes le signe de l'apaisement dans la région. Plus calme ? La même semaine, des heurts à la frontière de Gaza opposent pourtant les forces de sécurité israéliennes et des Palestiniens venus clamer leur droit de revenir sur la terre de leurs aïeux, faisant écho aux « marches du retour » de 2018 et 2019 lors desquelles 200 manifestants avaient perdu la vie sous les balles des snipers israéliens. Plus calme, vraiment ? Le 26 septembre, le coordonnateur spécial pour le processus de paix au Proche-Orient, M. Tor Wennesland, informe le Conseil de sécurité des Nations unies de la poursuite illégale, au regard du droit international, de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Établi à la fin du mois d'août par plusieurs organisations israéliennes de défense des droits humains, un bilan pointe de son côté la persistance des violences dans les territoires occupés : entre le 1^{er} janvier et la fin août, 220 Palestiniens y ont été tués par l'armée de Tel-Aviv ou par des colons (2). Tout cela ne semble donc guère émouvoir M. Sullivan. Après tout, comme l'affirme une noukta (« blague ») souvent entendue dans le monde arabe, la situation au Proche-Orient n'est considérée comme inquiétante que lorsque les Palestiniens ne sont plus les seuls à subir la violence.

Une semaine plus tard, la donne change de manière dramatique. Le « Déluge d'Al-Aqsa » – nom de code de l'attaque surprise menée en Israël le 7 octobre par plusieurs organisations armées palestiniennes sous l'égide du Hamas et de sa branche militaire, les brigades Izz Al-Din Al-Qassam – fait entrer la région dans une ère de grande incertitude. Le nombre élevé de victimes israéliennes (1 400 morts, dont une majorité de civils massacrés), l'importance du traumatisme au sein de la population, dont une grande partie rend le gouvernement de M. Benyamin Netanyahu responsable du désastre, la réponse radicale de Tel-Aviv, qui a déclenché l'opération « Glaive de fer », une campagne de bombardements aériens massifs qui ont fait – selon un décompte arrêté au 23 octobre – plus de 5 000 morts et des milliers de blessés civils, rendent impossibles tout retour à la situation antérieure.

Chercher à expliquer n'est pas justifier : pourquoi donc le Hamas et ses alliés ont-ils déclenché cette attaque, dont ils ne pouvaient ignorer qu'elle appellerait une telle réponse terrible pour la population civile de l'enclave ? Comme le relève la chercheuse Sophie Pommier, la stratégie du parti islamiste se veut en premier lieu une réponse au maintien du blocus infligé à Gaza depuis 2007 par Israël mais aussi l'Égypte (3). Autre motif invoqué par le chef du bureau politique du Hamas (4) : l'aggravation de la politique d'occupation et de colonisation, la multiplication d'incidents sur l'esplanade des Mosquées ainsi que les provocations incessantes de M. Itamar Ben-Gvir, ministre de la sécurité intérieure israélien, qui a durci les conditions de détention de quelque six mille prisonniers palestiniens. L'attaque par des colons de la petite ville palestinienne de Huwara en Cisjordanie, le 26 février dernier, a beaucoup marqué les Palestiniens de Gaza, persuadant nombre d'entre eux que le gouvernement d'extrême droite dirigé par M. Netanyahu était décidé à user de la manière forte pour expulser une partie de la population de ces territoires. « Je pense que Huwara devrait être anéantie », avait ainsi déclaré le ministre des finances israélien, M. Bezalel Smotrich, alors que le général israélien chargé des troupes déployées en Cisjordanie, M. Yehuda Fuchs, n'hésitait pas à qualifier ces violences de « pogrom » dirigé contre les Palestiniens. À la suite de ces événements, les discours eschatologiques se sont multipliés sur les réseaux sociaux palestiniens, et une rumeur tenace s'y est propagée : Tel-Aviv préparerait l'envoi de deux millions de colons pour submerger la population palestinienne de Cisjordanie.

Avec son attaque, le Hamas se targue d'être le porte-drapeau de la résistance palestinienne (5). L'Autorité palestinienne, elle, en est réduite depuis des années à endosser le rôle de supplétif de Tel-Aviv pour les questions de sécurité et de maintien de l'ordre (lire « L'échec de la solution à deux États »). Sa décision de tirer à balles réelles à Jénine et à Ramallah sur les manifestants qui réclamaient le départ du très impopulaire président Mahmoud Abbas, 87 ans, après le bombardement de l'hôpital Al-Ahli (17 octobre) ne manquera pas de renforcer l'ascendant politique du Hamas. Ce dernier revendique aussi d'avoir démontré au monde

entier qu'aucune manœuvre diplomatique ne saurait faire disparaître la centralité de la question palestinienne. Au cours des dernières années, la normalisation entre plusieurs pays arabes (Émirats arabes unis, Bahreïn, Maroc, Soudan) et Israël a relégué le sort des Palestiniens au second plan. Il est encore trop tôt pour savoir si la nouvelle guerre de Gaza sonne le glas des accords Abraham de 2020, qui ont permis ce rapprochement sous la houlette de l'administration de M. Donald Trump. Il est tout aussi prématuré de dire que c'en serait fini des discussions entre Tel-Aviv et Riyad (*lire « Riyad - Tel-Aviv, coup de frein à la normalisation »*), mais une chose est certaine : ce processus est enrayé. Même si les régimes arabes concernés ne se préoccupent guère de ce que pensent leurs opinions publiques, ils ne pourront pas faire abstraction de la persistance d'un fort attachement à la cause palestinienne, comme en avaient d'ailleurs déjà témoigné les signes de solidarité de nombre de joueurs et supporters du Maghreb et du Machrek lors de la Coupe du monde de football au Qatar (6).

Dans sa propagande ayant suivi l'attaque, le Hamas entend capitaliser sur ce qu'il présente comme des victoires militaires : franchissement en une trentaine d'endroits de la barrière de sécurité réputée hermétique, sites stratégiques (poste-frontière d'Erez, quartier général de la division chargée de Gaza, etc.) investis pendant plusieurs jours et capture de plusieurs dizaines de soldats transférés comme prisonniers de guerre dans l'enclave. Alors que les chancelleries et les médias occidentaux, notamment en France (*lire « En direct des chaînes d'information en continu »*), ont surtout retenu les exactions à l'encontre des populations civiles, le Hamas insiste sur le fait qu'il a pénétré en profondeur le territoire israélien (chose que le Hezbollah libanais n'a jamais réalisée). Un discours qui fait mouche dans un monde arabe résigné depuis longtemps à l'idée d'une écrasante suprématie de l'armée israélienne, notamment grâce à son aviation et aux équipements de pointe fournis par les États-Unis.

Mais le Hamas devra aussi assumer toutes les conséquences de son attaque. Les cadavres de Gazaouis et les destructions ne se comptent plus, et l'on se demande comment cette terre – qui a déjà subi six guerres en dix-sept ans – se relèvera de tant de dévastations. L'attention du monde se porte sur Gaza, mais en Cisjordanie la colonisation reprend de plus belle. Déchaînés, les colons, protégés par l'armée, cherchent tous les jours à en découdre avec une population terrifiée et abandonnée à son sort (7). Sont particulièrement visés les Bédouins des villages isolés en zone rurale. Entre le 7 et le 17 octobre, cinquante-huit Palestiniens ont été tués par l'armée et plusieurs centaines emprisonnés.

Mais ce dont devra surtout répondre le Hamas, c'est du massacre de civils israéliens désarmés, dont plusieurs dizaines de jeunes réunis pour une rave party dans le désert à proximité de Gaza, et des tueries commises dans le kibboutz de Kfar Aza (*lire « Barbares et civilisés »*). Ces exactions qui entrent dans la catégorie des crimes de guerre ont aussi choqué des sympathisants de la cause palestinienne à travers le monde, sans compter le fait qu'elles ont révolté une grande partie du camp de la paix en Israël. Comme le recours à la prise de civils en otage, contraire au droit de la guerre, de tels actes amènent nécessairement à se poser la question de l'avenir politique du Hamas et de sa participation à d'éventuelles négociations de paix. Qui, en Israël, y compris à gauche, acceptera désormais de dialoguer avec lui ? L'un des enjeux de la guerre est d'ailleurs de savoir jusqu'où ira la vengeance de Tel-Aviv. Plusieurs de ses responsables ont appelé à l'éradication du parti islamiste – chose impossible – ou, tout du moins, à son élimination de Gaza. Cette seconde option repose sur un scénario qui s'est dessiné dès les premiers jours ayant suivi l'attaque du 7 octobre. En exigeant des populations civiles qu'elles se regroupent dans le sud de l'enclave, Israël a donné l'impression de préparer leur expulsion définitive vers le Sinaï égyptien. Toutefois, Le Caire ne veut pas entendre parler de camps de réfugiés palestiniens sur son sol, et l'administration américaine semble hostile à un tel déplacement, synonyme d'une nouvelle *nakba* (« catastrophe »).

« Il ne faut plus se contenter de tondre le gazon (8) », appelaient plusieurs messages rageurs d'internautes israéliens sur le réseau X (ex-Twitter). Pour eux, Israël ne doit pas se contenter de reproduire le scénario des guerres précédentes, à savoir la réplique militaire, la négociation via le Qatar et l'Égypte, puis le retour au statu quo précaire avec un Hamas continuant de gérer l'enclave en attendant un nouvel embrasement. À entendre les déclarations des membres du gouvernement de M. Netanyahu, mais aussi de responsables militaires, il s'agirait de « reconfigurer Gaza » pour ensuite transmettre les clés à un nouvel acteur. Lequel ? Mystère. À ce stade, ni l'Égypte ni l'Autorité palestinienne ne semblent capables de jouer un tel rôle. Quant à M. Netanyahu, il devra, dans la double hypothèse de son maintien au pouvoir et d'un affaiblissement majeur du Hamas, se trouver un ennemi de rechange aussi utile que le premier, qui permet de conférer un caractère religieux à un conflit de décolonisation. Le chef de l'exécutif ne déclarait-il pas en mars 2019 devant des parlementaires de son parti, le Likoud : « *Quiconque veut contrecarrer la création d'un État palestinien doit soutenir notre politique de renforcement du Hamas et du transfert d'argent au Hamas. Cela participe de notre stratégie : isoler les Palestiniens de Gaza de ceux de Cisjordanie (9) »* ? À moins que la guerre ne débouche sur une initiative de

paix comparable à celle de Madrid en 1991, l'un des rares moments où les États-Unis avaient forcé Israël à s'installer à la table des négociations.

Akram BELKAÏD (Monde diplomatique, novembre 2023)

- (1) « How democracy can move forward, with Jake Sullivan and Will Hurd. The Atlantic Festival 2023 », 29 septembre 2023.
- (2) Radio France Internationale, 28 août 2023.
- (3) Sophie Pommier, « La stratégie à quitte ou double du Hamas », *Orient XXI*, 16 octobre 2023.
- (4) *Ibid.*
- (5) Lire Alain Gresh, « Qu'est-ce que le Hamas ? », *Nouvelles d'Orient*, 27 janvier 2009.
- (6) « Coupe du monde de football, un moment palestinien », *Orient XXI*, 8 décembre 2022.
- (7) Julie Connan, « En Cisjordanie, la vengeance débridée des colons », *La Croix*, Paris, 16 octobre 2023.
- (8) Sagi Refael, « "Gaza : Tonte de la pelouse" par l'artiste Jaime Scholnick », *The Markaz Review*, 14 juillet 2021.
- (9) Benjamin Barthe, « Gaza. La fabrique d'une poudrière », *Le Monde*, 15 octobre 2023.

Un renoncement français

Le 23 octobre 1996, au lendemain d'une altercation qui deviendra célèbre avec la police israélienne à Jérusalem, Jacques Chirac rencontre le dirigeant palestinien Yasser Arafat à Gaza. Devant une foule enthousiaste, les deux présidents inaugurent la rue Charles-de-Gaulle. Une décennie plus tard, en avril 2007, le nouveau président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, se trouve à Paris quand il annonce la création prochaine d'une rue Jacques-Chirac à Ramallah. Il n'y aura pas de rue Emmanuel-Macron à Naplouse. Le président français est détesté dans les pays arabes : quand les habitants de Tunis ou de Beyrouth descendent dans la rue pour protester contre la riposte israélienne aux attaques perpétrées par le Hamas et ses alliés le 7 octobre, c'est devant l'ambassade de France qu'ils se rendent, aux cris de « Macron assassin ». *« Il ne peut jamais y avoir de "oui mais". (...) Israël a le droit de se défendre »*, a martelé le président français le 12 octobre, dans un alignement parfait de plus avec Washington. Quelques jours plus tôt, M. Joseph Biden avait donné le ton : *« Israël a le droit de répondre, il a même le devoir de répondre à ces terribles attaques. (...) Il n'y a aucune justification au terrorisme, il n'y a aucune excuse. »* Comme lors des opérations « Plomb durci » (2008-2009), « Pilier de défense » (2012), « Bordure protectrice » (2014), « Gardiens des murailles » (2021), « Aube naissante » (2022), le gouvernement israélien a le champ libre pour conduire son projet « Glaive de fer ». Coupures d'électricité et d'eau, déplacements de populations, bombardements sans discrimination : il peut agir à sa guise, sans retenue, sans risquer aucune remontrance de ses alliés. Si ce n'est des déclarations symboliques et sans conséquences, dont M. Macron n'est jamais avare.

On peine aujourd'hui à le croire, mais la France a longtemps été réputée amie du peuple palestinien. Pendant des décennies, ses dirigeants n'hésitaient pas à dénoncer la colonisation, l'occupation, les expulsions, les humiliations, tous ces « oui mais » aujourd'hui bannis du vocabulaire officiel. Le général de Gaulle s'est ainsi opposé avec virulence à l'offensive israélienne de juin 1967, décrétant même un embargo sur les ventes d'armes. Quelques mois plus tard, il déclarait lors d'une conférence de presse (27 novembre) : *« Maintenant, Israël organise sur les territoires qu'il a pris l'occupation qui ne peut pas aller sans oppression, répression, expulsion, et il s'y manifeste contre lui une résistance qu'il qualifie de terrorisme »*.

Depuis, chaque président (jusqu'à l'élection de M. Nicolas Sarkozy) a eu ses coups d'éclat, ses gestes symboliques, ses décisions diplomatiques, irritant bien souvent Tel-Aviv et Washington. Georges Pompidou, quand il a développé les exportations d'armes françaises aux pays arabes ; Valéry Giscard d'Estaing, pour avoir entamé le dialogue avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et poussé à l'adoption par la Communauté économique européenne de la déclaration de Venise, qui affirme le droit du peuple palestinien à l'autodétermination ; François Mitterrand, quand il a prononcé les mots « OLP » et « État palestinien » dans un discours à la Knesset en 1982, puis reçu Yasser Arafat à l'Élysée en 1989. Quant à Jacques Chirac, il reste dans la mémoire de nombreux Palestiniens, non seulement pour l'accrochage de 1996, mais aussi pour son opposition farouche à la guerre en Irak de 2003, puis pour avoir accueilli Yasser Arafat malade et avoir été le premier chef d'État à lui rendre hommage après son décès.

Ce « non-alignement » français s'inscrivait dans le cadre plus vaste d'une « politique arabe » voulue par de Gaulle à partir de 1967, à une époque où les relations de Paris avec le Maghreb et le Proche-Orient étaient pour le moins tempétueuses. Et pour cause : la France avait participé, aux côtés des Israéliens et des Britanniques, à l'expédition militaire de Suez en 1956, puis s'était accrochée avec la Tunisie sur la rétrocession

de la base navale de Bizerte en 1961, trois ans après avoir bombardé le village de Sakiet Sidi Youssef. Sans même parler de la guerre d'Algérie, qui laissait derrière elle des centaines de milliers de morts. Autant dire que Paris jouissait d'une image particulièrement dégradée.

De Gaulle avait compris toute l'importance du monde arabe, où la France avait des racines anciennes, héritées de la période coloniale et mandataire. Riche en pétrole, la région disposait d'un poids géostratégique grandissant, tout en restant relativement à l'écart des divisions de la guerre froide. Paris pouvait espérer y jouer autre chose qu'un rôle de figurant, en traçant une voie originale entre les deux blocs, en se servant des pays arabes comme d'un relais, une caisse de résonance en direction du tiers-monde. Désireux de maintenir une influence française après la fin de l'empire colonial, de Gaulle s'employait à dégager son pays de l'ombre américaine, en développant une force de dissuasion nucléaire indépendante, en quittant le commandement intégré de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), en critiquant l'engagement militaire américain au Vietnam lors du discours de Phnom Penh (1966)...

« *La France n'a pas de politique arabe, pas plus qu'elle n'a de politique chinoise, mais elle a une politique de ses intérêts en direction des pays arabes* », expliquait Michel Jobert, l'un des artisans de cette stratégie (1). Parfois, ces intérêts commandaient de se ranger derrière les Américains, comme lors de la guerre du Golfe de 1991 – une position vécue comme une trahison dans les pays arabes. Mais, souvent, ils impliquaient de s'en distinguer et cela garantissait à Paris une certaine popularité dans le monde. Après sa condamnation de l'invasion américaine en Irak en 2003, Jacques Chirac traversait Alger et Oran comme un héros, sous les acclamations de centaines de milliers de personnes ; il fut accueilli par une foule en liesse à Tombouctou. Depuis, la France a dû s'habituer aux protestations devant ses ambassades, du Niger au Liban, du Burkina Faso à la Tunisie, du Tchad à l'Iran.

Les présidents français se contentent désormais de suivre le chemin tracé par Washington sur le dossier israélo-palestinien, en soutenant Tel-Aviv et en traitant toujours davantage ce conflit territorial comme relevant de la « lutte contre le terrorisme ». En 2009, après trois semaines de bombardements intensifs sur Gaza, M. Nicolas Sarkozy indiquait que « *les Européens sont aux côtés d'Israël pour assurer son droit à la sécurité* ». Cinq ans plus tard, tandis que Gaza était à nouveau pilonné, M. François Hollande assurait sa pleine « *solidarité* » au gouvernement israélien, qu'il jugeait « *habilité à prendre toutes les mesures pour protéger sa population* ». Et maintenant, M. Macron...

Cet alignement atlantiste, outre qu'il contribue à ternir l'image de la France dans les pays du Sud, paraît absurde à plus d'un titre. En suivant scrupuleusement Washington sur tous les dossiers stratégiques, de l'Ukraine au Proche-Orient, Paris lie son destin à celui d'une puissance déclinante et contestée. À l'heure où de nombreux États aspirent à un ordre mondial multipolaire, la France devrait chercher de nouvelles alliances et renouer avec son statut de puissance médiatrice, plutôt que de se mettre à dos une bonne partie de la planète. La nouvelle guerre de Gaza illustre encore une fois l'hypocrisie des Occidentaux, qui brandissent le droit international pour justifier leur soutien à l'Ukraine, mais l'oublie au sujet des Palestiniens. Un « deux poids, deux mesures » que M. Vladimir Poutine, lui-même spécialiste en la matière, ne manque pas de dénoncer, avec un certain écho.

Non content d'abaisser le crédit international de la France en alignant Paris sur les États-Unis, M. Macron remet en cause sa réputation de défenseur des libertés publiques. Quand il s'exprime sur la politique étrangère, le président se drape dans les valeurs de la liberté, de la démocratie, de la tolérance, pour mieux fustiger les régimes autoritaires. Des valeurs hissées au rang de nouvelle religion séculaire, dont la mise en cause, ou même la discussion, relèverait de l'hérésie. Ainsi, pour défendre sa politique étrangère « libérale », M. Macron en vient à multiplier les mesures liberticides. La France est – avec la Hongrie de M. Viktor Orbán – le seul État européen à avoir interdit, à l'échelle nationale, les rassemblements de solidarité avec les Palestiniens. À Bruxelles, à Barcelone, à Copenhague ou à Vienne, on pouvait lire sur des pancartes « Boycott Israël ». En France, une telle inscription serait aussitôt taxée d'antisémitisme et, encouragés par des journalistes, des ministres se relaieraient sur les plateaux de télévision pour réclamer des poursuites.

Souvent sur demande du ministère de l'intérieur, des enquêtes pour « apologie du terrorisme » ont été ouvertes contre le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), qui a exprimé son « *soutien aux Palestiniens et aux Palestiniennes et aux moyens de lutte qu'ils et elles ont choisi pour résister* » ; contre la députée de La France insoumise (LFI) Danièle Obono, qui a maladroitement qualifié le Hamas de « *mouvement de résistance qui se définit comme tel* » ; contre le Parti des Indigènes de la République. Mais aussi contre un joueur de football niçois, deux syndicalistes, un élu socialiste d'Échirolles... M. Gérard Darmanin a également annoncé le lancement de « *procédures de dissolution* » contre « *plusieurs collectifs relayant et parfois finançant de manière officieuse et cachée le Hamas ou des mouvements autour du Hamas* ».

La chasse aux sorcières vire au ridicule quand un restaurant de Valence est menacé par des policiers municipaux de fermeture administrative s'il n'éteint pas son enseigne lumineuse : à cause de quelques ampoules grillées, le « Chamas Tacos » était devenu le « Hamas Tacos ». On en sourirait si le ridicule ne prenait pas parfois un visage inquiétant, comme aux États-Unis, où des étudiants de Harvard paient cher une lettre ouverte soulignant les responsabilités d'Israël dans l'attaque du Hamas. Le document initial ne mentionnait pas leurs noms, mais ceux-ci sont rapidement apparus sur les réseaux sociaux. Aussitôt, des cadres de Wall Street ont établi une « liste noire », pour empêcher leur embauche. Financé par un groupe de pression conservateur, un camion doté d'un écran géant sillonne les alentours du campus, en faisant défiler les noms et les visages des « antisémites notoires de Harvard » (2). Après s'être alignée diplomatiquement sur les États-Unis, la France est-elle en train d'en importer les pires travers, y compris ceux de la paranoïa et du maccarthysme, au nom de la guerre des civilisations ?

Benoît BRÉVILLE (Monde diplomatique, novembre 2023)

(1) Cf. Ignace Dalle, « Les relations entre la France et le monde arabe », *Confluences Méditerranée*, vol. 96, n° 1, Paris, 2016.

(2) Anemona Hartocollis, « After writing an anti-Israel letter, Harvard students are doxxed », *The New York Times*, 18 octobre 2023.

L'échec de la solution à deux États

La question palestinienne avait pu sembler soldée par la signature d'accords de normalisation entre Israël et plusieurs États arabes. L'attaque perpétrée par le Hamas l'a ramenée au premier plan, rappelant combien la réalité qui s'est imposée sur le terrain empêche toutes paix et sécurité durables.

Avant l'attaque du Hamas contre Israël, le 7 octobre dernier, il n'existait ni négociations ni « processus de paix » entre Israéliens et Palestiniens. Si les accords d'Oslo, signés il y a trente ans, prétendaient permettre une convergence des intérêts des deux parties, ils ont surtout renforcé la colonisation et l'occupation. Un mois avant le déclenchement de cette nouvelle guerre, une enquête d'opinion du Palestinian Center for Policy and Survey Research (PSR) révélait que près de deux tiers des Palestiniens considèrent leur situation actuelle comme pire qu'avant 1993 (1). Or, du point de vue israélien, le « processus de paix » et son pourrissement n'apparaissent pas nécessairement comme un échec.

Au contraire, comme l'explique la journaliste Amira Hass, du quotidien *Haaretz* (2), la création d'enclaves palestiniennes constitue l'« aboutissement d'un compromis interne à l'establishment israélien » : redéfinir les contours de l'occupation afin de faire disparaître politiquement les Palestiniens, les effacer du paysage israélien sans avoir à les expulser, voire sans annexer formellement la Cisjordanie a ainsi permis de réconcilier partisans de la négociation et opposants (3). La perspective d'un État palestinien pleinement souverain n'a donc jamais été à l'ordre du jour. Pour l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et son leader, Yasser Arafat, l'abandon de la revendication d'une libération totale de la Palestine au profit d'un État réduit à seulement 22 % du territoire attribué par le plan de partage onusien de 1947 constituait une concession historique. Pour Israël, au contraire, tout restait encore à « négocier », sous l'égide du partial arbitre américain.

Dans une autre enquête d'opinion, le PSR établissait au début de l'année que jamais le soutien à une solution à deux États n'a été aussi faible dans les deux sociétés (4). Côté palestinien, 33 % des sondés défendaient ce projet, contre 43 % en 2020. Côté israélien, 39 % (34 % parmi les seuls Juifs) y étaient favorables. Des données à relativiser dans leur interprétation : les Palestiniens ne se détournent pas de cette solution parce qu'ils n'en veulent plus, mais parce qu'ils la jugent désormais irréalisable. D'ailleurs, les solutions alternatives ne bénéficient d'aucun plébiscite : un État démocratique avec des droits égaux pour Israéliens et Palestiniens n'est soutenu que par 20 % des premiers, tandis que 23 % des seconds le pensent possible.

En trente ans, au moins quatre phénomènes expliquent que les populations palestiniennes ont cessé de croire à la solution à deux États, et abandonné tout espoir d'accéder ainsi à une souveraineté. En premier lieu, la colonisation des territoires occupés n'a jamais montré le moindre signe de ralentissement, et l'interdépendance entre les deux sociétés s'est renforcée. Si les Palestiniens dépendent de l'économie israélienne, les territoires occupés constituent un terrain d'expérimentation pour le complexe militaro-industriel israélien. C'est aussi une manne financière non négligeable pour le capitalisme foncier, qui spéculé à sa guise sur les ressources spoliées aux populations locales.

Deuxièmement, l'Autorité palestinienne, censée jouer le rôle de proto-État, endosse bien plus souvent celui de supplétif de l'occupation en raison de sa coordination sécuritaire avec les forces israéliennes dans un contexte de dérive autoritaire de la présidence de M. Mahmoud Abbas. Cette dernière se montre par ailleurs complètement impuissante face aux ambitions annexionnistes du gouvernement d'extrême droite dirigé par M. Benyamin Netanyahu. Les succès diplomatiques de l'Autorité – admission de l'État de Palestine à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) en 2011, entrée à l'Organisation des Nations unies (ONU) en tant qu'observateur en 2012, puis reconnaissance, officiellement comme État partie, à la Cour pénale internationale en 2015 – n'y ont rien changé.

Une partie de la population exclue des processus politiques

Troisièmement, à la fragmentation des Palestiniens dans des enclaves isolées en Cisjordanie, et la séparation de celle-ci d'avec la bande de Gaza, s'ajoute la division de son leadership. La gestion autocratique de la Cisjordanie par le Fatah aggrave l'oppression des Palestiniens, au même titre que le régime autoritaire du Hamas dans la bande de Gaza. Au sein de cette dernière, le blocus israélo-égyptien interdit toute souveraineté : les Palestiniens n'y contrôlent ni les espaces aérien et maritime, ni les entrées et les sorties de personnes ou de marchandises. Le ministre de la défense israélien, M. Yoav Galant, a ainsi pu ordonner, au lendemain de l'attaque du Hamas, d'y couper l'électricité et l'acheminement d'eau et de nourriture. De quoi aggraver les difficultés d'une population dont le taux de chômage des moins de 29 ans atteint 75 %, alors que 80 % des 2,2 millions de Gazaouis dépendent de l'aide humanitaire.

Enfin, le « processus de paix », censé déboucher sur l'établissement d'un État palestinien, a essentiellement permis aux dirigeants israéliens de gagner du temps pour renforcer leur emprise sur les territoires occupés. Surtout, les États engagés à soutenir financièrement et diplomatiquement les accords d'Oslo se sont toujours refusés à y voir autre chose qu'un conflit entre deux nations constituées, pour se dérober à l'adoption de sanctions envers la partie qui malmène le droit international.

Considérer Israël pour ce qu'il est, à savoir une puissance coloniale qui n'a jamais respecté la moindre résolution onusienne depuis sa création, impliquerait d'exercer une pression suffisante pour contraindre ses dirigeants à juger les droits des Palestiniens comme un enjeu vital pour la pérennité de leur propre État. Au sein du Parlement israélien (Knesset), au moins une centaine de députés sur cent vingt défendent la poursuite de la colonisation, voire, pour une majorité, l'annexion de tout ou partie de la Cisjordanie.

Dans l'ensemble comprenant Israël et les territoires palestiniens, les populations arabe et juive comptent respectivement 7,1 et 7 millions d'individus. Sur ce même espace, n'existe qu'une seule frontière réelle (gérée par les autorités israéliennes), tandis que le shekel domine les échanges. Si des éléments matériels et institutionnels visent à séparer ces populations, la réalité demeure la suivante : de facto, un État unique existe déjà (5).

Le mur érigé par Israël ne suit la ligne de séparation en vigueur en 1967 (« ligne verte ») que sur 20 % de son tracé et ne peut, dès lors, jouer le rôle d'hypothétique frontière : 10 % de la Cisjordanie se trouvent ainsi du côté israélien. De plus, près de 700 000 citoyens juifs israéliens résident au sein de colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, partageant certains lieux du quotidien avec la population palestinienne, commerces et routes notamment. Chaque jour, autour de 150 000 Palestiniens de Cisjordanie et 17 000 Gazaouis entrent en Israël pour travailler.

Dans les faits, les institutions et le Parlement israéliens organisent tout ou partie du quotidien de l'ensemble de leur population comme de celle des territoires occupés. À cette différence près que les habitants de ces derniers, soit plus de cinq millions d'individus, n'ont aucune possibilité d'agir sur les décisions prises par Tel-Aviv. Ils sont soumis dans un même espace à des lois et des tribunaux différents, en fonction de leur lieu de résidence et de leur appartenance nationale, tandis que seule la population juive bénéficie de la plénitude de ses droits, devenus dès lors privilèges. C'est sur cette base que de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) israéliennes, palestiniennes et internationales qualifient le régime de Tel-Aviv d'apartheid.

Au sein de cet État unique, les Palestiniens ne bénéficient d'aucune protection contre les décisions de l'armée d'occupation et les exactions des colons, alimentant la tentation d'une révolte armée au sein d'une partie de la jeunesse palestinienne (6) : en témoigne l'apparition récente des « Lions » de Jénine ou de Naplouse. La société israélienne s'était habituée à cette situation qu'elle percevait comme un statu quo, tant les politiques mises en place au lendemain de la seconde Intifada (2000-2005) ont permis d'invisibiliser les Palestiniens. L'embrasement du 7 octobre a remis au premier plan une population étouffée par l'oppression et qui ne bénéficie d'aucune perspective politique.

L'éloignement d'un État palestinien réellement indépendant avait ouvert la voie à des initiatives au sein des deux sociétés pour penser une nouvelle approche. À titre d'exemple, A Land for All (« Une terre pour tous ») plaide depuis 2012 pour une solution confédérale et biétatique garantissant la démocratie, la liberté de mouvement et d'installation, la souveraineté partagée des deux peuples, notamment sur Jérusalem et les ressources naturelles, l'accès égal à la justice ou à la sécurité. Mentionnons également One Democratic State Campaign (« Campagne pour un seul État démocratique »), lancée en 2018 depuis la ville arabo-juive israélienne de Haïfa autour d'un programme en dix points censé constituer une base pour un projet politique commun entre les deux sociétés.

Nul doute que ces structures militantes vont perdurer, mais leur capacité d'influence risque fortement de s'effriter au vu du choc provoqué par l'attaque du 7 octobre au sein de la société israélienne. Pour mémoire, l'opposition populaire au projet de réforme judiciaire de M. Netanyahu s'est mobilisée durant quarante semaines sans que le bloc hostile à la colonisation parvienne à faire entendre aux manifestants que le sort des Palestiniens devait être une priorité et qu'aucune démocratie ne peut coexister avec l'apartheid et l'occupation (Z).

Dès le 7 octobre, l'ensemble du champ politique israélien, à l'exception de la gauche anticoloniale et de quelques intellectuels, plaide pour une opération de grande ampleur afin de « remporter la guerre » contre le Hamas. Si tant est que l'élimination d'une organisation considérée comme un membre à part entière du mouvement national palestinien soit possible, on peut s'interroger sur ce que fera M. Netanyahu s'il reste au pouvoir. Et s'il vient à le quitter, est-ce que le gouvernement de son successeur sera en mesure de définir une autre approche de la question palestinienne en assurant à tous les citoyens vivant entre la mer Méditerranée et le fleuve Jourdain des droits égaux, individuels et collectifs, quelles que soient leur origine et leur religion ?

Thomas VESCOVI (Monde diplomatique, novembre 2023)
Chercheur indépendant, spécialiste d'Israël et des territoires palestiniens.

(1) « Public opinion poll n° 89 », Palestinian Center for Policy and Survey Research, 3 septembre 2023.

(2) Amira Hass, « For Israel, the Oslo accords were a resounding success », *Haaretz*, Tel-Aviv, 12 septembre 2023.

(3) Lire Dominique Vidal, « Cisjordanie, de la colonisation à l'annexion », *Le Monde diplomatique*, février 2017.

(4) « The Palestine/Israeli pulse, a joint poll summary report », Palestinian Center for Policy and Survey Research, janvier 2023.

(5) Michael Barnett, Nathan Brown, Marc Lynch et Shibley Telhami, « Israel's one-state reality », *Foreign Affairs*, vol. 102, n° 3, New York, avril-mai 2023.

(6) Lire Akram Belkaïd et Olivier Pironet, « La jeunesse palestinienne ne s'avoue pas vaincue », *Le Monde diplomatique*, février 2018.

(7) Lire Charles Enderlin, « Fronde historique en Israël », *Le Monde diplomatique*, octobre 2023.

Grand écart égyptien

Le cas de l'Égypte est emblématique des contradictions qui caractérisent le traitement de la question palestinienne par nombre de capitales arabes. Dans ce pays, les manifestations, quelles qu'en soient les raisons, sont strictement interdites. Depuis son accession au pouvoir par le biais d'un coup d'État en 2013, le président Abdel Fatah Al-Sissi ne tolère aucune opposition, à commencer par celle de la confrérie des Frères musulmans. Mais, dès les premiers bombardements israéliens de Gaza, les autorités ont donné leur feu vert à quelques rassemblements populaires sur des emplacements décidés par le ministère de l'intérieur. De tels regroupements ont été présentés comme destinés à « donner mandat » à M. Al-Sissi pour défendre au mieux les intérêts des Palestiniens lors d'un « sommet pour la paix » organisé à la hâte au Caire (20 octobre).

D'importantes forces de l'ordre ont été déployées, le régime se méfiant d'éventuels débordements qui pourraient le mettre en difficulté dans un contexte de graves tensions économiques. Les dirigeants égyptiens préfèrent aussi prévenir les accusations de trahison par une rue qui demeure très hostile aux accords de paix conclus avec Tel-Aviv en 1978 et 1979. Malgré la vigilance des forces de sécurité, plusieurs défilés sauvages ont pu avoir lieu avec pour mot d'ordre « Paix, liberté, Palestine arabe », ce slogan rappelant ceux hostiles au président Hosni Moubarak en 2011. Au Caire, plusieurs centaines de protestataires ont même brisé le cordon sécuritaire pour investir une partie de l'emblématique place Tahrir (1) aux cris de « On ne donne mandat à personne, ici, c'est une vraie manifestation » et « Liberté, démocratie, Palestine ».

Akram BELKAÏD (Monde diplomatique, novembre 2023)

(1) Lire Martin Roux, « Place Tahrir, un symbole assiégé », *Le Monde diplomatique*, février 2021.

Fragile union sacrée en Israël

À la tête d'un gouvernement d'urgence élargi, M. Benjamin Netanyahu n'a concédé aucune responsabilité dans les défaillances mises en lumière lors de l'attaque perpétrée par le Hamas contre ses concitoyens. Une éventuelle recomposition de la scène politique israélienne attendra la fin de la guerre, avec la très probable mise en place d'une commission d'enquête.

Après l'attaque du Hamas, la population israélienne a éprouvé le besoin de serrer les rangs, en multipliant les actes de solidarité et d'entraide. Les dirigeants politiques, au-delà de leurs déclarations martiales, ont eux cherché à faire bonne figure tout en restant très discrets sur la scène publique. Des rescapés des tueries ou des familles d'otages ont d'ailleurs réservé un accueil très hostile aux rares ministres, élus ou officiels venus à leur rencontre. Il aura fallu cinq jours pour que le premier ministre Benjamin Netanyahu élargisse son gouvernement en y faisant entrer son principal rival, le centriste et ancien chef d'état-major Benjamin (« Benny ») Gantz, et quatre autres membres du Parti de l'unité nationale. Il s'y est résigné sous la pression d'une opinion publique qui n'a pas attendu la fin des combats pour réclamer des comptes, voire exiger sa démission. Dans les journaux, y compris de droite, à la télévision ou tout simplement dans la rue, nombreux ont été ceux qui ont dénoncé un gouvernement ayant fait preuve d'une incompetence criante avant, pendant et après l'offensive sanglante du Hamas.

Les critiques portent aussi bien sur la faillite des services de renseignement, incapables de prévenir l'attaque, que sur le retard pris par l'armée pour venir en aide aux civils rescapés des massacres, sans oublier le silence officiel concernant le sort des dizaines d'otages enlevés par les assaillants. Autre grief, de nombreux Israéliens ne comprennent pas que les ministères continuent à travailler selon la routine et les horaires habituels, y compris en fermant pendant le shabbat, quand tant de personnes ont besoin d'aide. C'est donc la population qui s'est mobilisée pour prendre à sa charge des tâches qui devraient incomber à l'État, comme, par exemple, le fait d'aider et de reconforter les familles touchées par les tueries.

La droite et l'extrême droite toujours à la manœuvre

Cible principale des critiques, le chef du gouvernement est accusé d'avoir une responsabilité écrasante dans la tragédie pour n'avoir rien vu venir, obnubilé par son projet de réforme judiciaire destiné entre autres à mettre fin aux poursuites à son encontre. Un dossier qui a polarisé la société, poussant des dizaines de milliers d'Israéliens à manifester tous les samedis depuis le mois de janvier tandis que des réservistes refusaient de rejoindre leurs unités. M. Netanyahu est mis aussi en cause pour s'être enferré dans la conviction que le Hamas n'oserait pas défier la puissance militaire israélienne et se contenterait de garder son pouvoir sur la bande de Gaza sans se préoccuper de la poursuite de la colonisation en Cisjordanie.

Dans les jours ayant suivi l'attaque, seul le commandement de l'armée a reconnu son échec à prévenir l'infiltration des commandos palestiniens en territoire israélien pour attaquer des objectifs militaires et commettre des exactions contre les populations civiles. *« Tsahal est responsable de la sécurité du pays et de ses citoyens. Samedi matin, dans la zone entourant la bande de Gaza, nous n'avons pas été à la hauteur. Nous allons en tirer des leçons, nous allons enquêter, mais pour l'heure, nous sommes en guerre »*, a ainsi déclaré le 12 octobre le chef d'état-major, le général Herzl Halevi, depuis le sud d'Israël.

En revanche, à l'heure où nous mettons sous presse, M. Netanyahu avait refusé de rendre des comptes sur la cascade de défaillances qui ont permis la première offensive d'envergure sur le sol israélien depuis 1948. Tout au contraire, le bureau du premier ministre a laissé entendre que l'armée en portait la responsabilité en soulignant que M. Netanyahu n'avait été informé que bien trop tard de l'attaque.

Dans son discours du 13 octobre à la Knesset (Parlement israélien), lors du vote sur l'élargissement du gouvernement « d'urgence nationale » et sur la création d'un comité de guerre restreint, le premier ministre, habillé en noir, visiblement ébranlé par la tournure des événements, a préféré exalter le courage dont ont fait preuve civils et militaires, proclamer que *« le peuple et sa direction sont unis »*, lier les massacres aux horreurs de la Shoah, assimiler le Hamas à l'Organisation de l'État islamique (OEI), et promettre que la guerre contre l'organisation islamiste palestinienne se terminerait par son anéantissement. *« Dans son discours, il y avait tout ce qu'il fallait sauf une prise de responsabilité, sauf un mot ; pas un mot d'excuse. Comme s'il n'avait pas été là, mais à vrai dire, il n'était pas là »*, commentait le lendemain le journal à grand tirage *Yediot Aharonot*.

Deux sondages réalisés juste avant l'annonce de l'élargissement du gouvernement indiquent que la cote de popularité du leader du Likoud (droite), déjà en baisse ces derniers mois, est en chute libre. Selon une enquête d'opinion au sein de la population juive publiée par le quotidien en langue anglaise *Jerusalem Post*, 86 % des personnes interrogées mettent en cause la « direction du pays », une courte majorité (56 %) estimant que le premier ministre devra démissionner au terme de la contre-offensive israélienne baptisée « Glaive de fer ». Selon un sondage publié par le quotidien de droite *Maariv*, en cas d'élections législatives, le Likoud au pouvoir

tomberait à 18 sièges (contre 32 aujourd'hui), alors que le parti de M. Gantz grimperait à 41 députés (contre 12 actuellement). En tout, l'actuelle opposition disposerait de 78 députés sur 120.

Si la guerre à Gaza concentre l'attention, il est indéniable que l'avenir politique de M. Netanyahu est en suspens, même si rien n'est encore joué. Malgré le choc énorme provoqué par l'attaque du Hamas, les divisions politiques demeurent. Le chef de l'opposition, le député Yaïr Lapid, numéro un du parti Yesh Atid (centre), a refusé de voir dans l'équipe ministérielle élargie « *un véritable gouvernement d'union nationale* » : les prérogatives de M. Gantz et de l'ancien chef d'état-major Gadi Eizenkot restent des plus floues, même s'ils font partie du cabinet de guerre aux côtés du premier ministre, du ministre de la défense Yoav Galant (Likoud) et du ministre des affaires stratégiques Ron Dermer (Likoud). Certes, ce cabinet élargi prend des décisions, mais, sur le plan légal, son rôle demeure consultatif. Ses avis doivent être entérinés par une instance où la droite et l'extrême droite détiennent une large majorité, qui est composée par le cabinet de défense et d'autres ministres.

Quoi qu'il en soit, l'inclusion de MM. Gantz et Eizenkot, deux anciens chefs de l'armée forts d'une expérience militaire faisant défaut à d'autres ministres – certains n'ont pas accompli leur service militaire –, devrait permettre à M. Netanyahu de contrebalancer les exigences des personnalités les plus extrémistes de son gouvernement ; parmi lesquels MM. Itamar Ben-Gvir (sécurité publique) et Bezalel Smotrich (finances). Ce rééquilibrage contribue aussi à donner une image plus modérée du gouvernement aussi bien sur le plan interne que sur la scène internationale.

Reste à savoir si cette équipe élargie pourra mener Israël à la victoire. Certes, le but donné à l'armée est plus modeste que les promesses faites à la population. Il ne s'agit pas d'éradiquer le Hamas, seulement de détruire sa branche armée. Atteindre ce seul objectif demandera toutefois du temps. Un temps qui presse pour Israël – du fait de l'impact de sa réponse militaire sur les opinions publiques mondiales – mais qui offre un répit politique à M. Netanyahu.

En attendant, la volonté du premier ministre d'annihiler le Hamas s'appuie sur un très large consensus en Israël. S'y mêlent la soif de vengeance et la crainte d'un retour en force d'un ennemi implacable pour les centaines de milliers d'Israéliens vivant près de la bande de Gaza.

Marius SCHATTNER
Journaliste. (Monde diplomatique, novembre 2023)

Réfugiés, intifada, apartheid...

Réfugiés

Sur les 2,2 millions d'habitants de la bande de Gaza (1), près des trois quarts (1,6 million) sont des réfugiés au sens des Nations unies (2) : « *personnes [et descendants] dont le lieu normal était la Palestine en juin 1946 et mai 1948 et qui ont perdu leur maison* ». Votée par l'Assemblée générale des Nations unies le 11 décembre 1948, la résolution 194 prévoit un « droit au retour » : « *Il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins (...). Des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers.* » Cette résolution n'a jamais été appliquée.

Intifada

Le 8 décembre 1987, quatre ouvriers palestiniens sont tués par un camion israélien près du point de passage d'Erez, principale entrée de la bande de Gaza. Beaucoup de leurs compatriotes sont persuadés qu'il s'agit d'un attentat. Le lendemain, durant les funérailles, les jeunes caillassent un poste de l'armée israélienne dans le camp de réfugiés de Jabaliya. C'est le début de la « révolte des pierres », la première Intifada, qui embrase tous les territoires occupés. Le 22 décembre 1987, la résolution 605 du Conseil de sécurité déplore vivement les pratiques d'Israël « *qui violent les droits du peuple palestinien* » et souligne « *qu'il faut d'urgence parvenir à un règlement juste, durable et pacifique du conflit arabo-israélien* ». Le soulèvement ne prendra réellement fin qu'avec l'accord d'Oslo, en 1993.

Apartheid

« *Lorsque, dans le même territoire, deux personnes sont jugées dans deux systèmes judiciaires différents, c'est un état d'apartheid (...). Israël doit décider ce qu'il veut. Un pays sans délimitations n'a pas de frontières.* »

Tamir Pardo, chef du service du renseignement extérieur israélien (Mossad) de 2011 à 2016 (Associated Press, 6 septembre 2023).

Non-violence

En mars 2018, soixante-dix ans après leur exode forcé, les réfugiés palestiniens de Gaza organisent une « grande marche » réclamant la levée du blocus israélien et leur « droit au retour ». Pacifiques au départ, les manifestations hebdomadaires se heurtent à une forte répression dès qu'elles approchent de la frontière de l'enclave. En six mois, plus de cent cinquante Palestiniens ont été tués et plusieurs milliers blessés (un mort et un blessé côté israélien). Le 3 mars 2021, le procureur de la Cour pénale internationale annonçait l'ouverture d'une enquête sur la situation en Palestine, mais Tel-Aviv ne reconnaît pas cette instance.

Élections

Le Hamas est sorti vainqueur des dernières élections libres organisées dans les territoires palestiniens en janvier 2006. Avec 44,4 % des suffrages, cette organisation avait gagné 74 sièges de député sur les 132 du Conseil législatif. Dès la désignation du chef du Hamas, M. Ismaïl Haniyeh, comme premier ministre, des affrontements ont opposé les militants islamistes à leurs rivaux du Fatah. Plusieurs députés et ministres ainsi que le président du Parlement Abdel Aziz Dweik ont été arrêtés par Israël lors de l'opération « Pluie d'été », déclenchée le 28 juin en représailles au raid de la branche armée du Hamas et à l'enlèvement du soldat Gilad Shalit, trois jours plus tôt.

(1) Palestinian Central Bureau of Statistics, 2023.

(2) UNRWA in Action, 2023.

Un lexique épineux

En 2007, Radio France dote ses journalistes d'un « Micro-guide » pour veiller à la « *qualité exemplaire du français qu'elle met sur les ondes* » mais aussi pour « *employer le mot juste* » avec le « *bon son* ». Extraits :

Hamas (acronyme en arabe de Harakat Al-Mouqawama Al-Islamiya, Mouvement de la résistance islamique). Faites simple, dites amasse. (L'usage du H aspiré est également acceptable) (mais pas ramasse ou kamasse).

Tsahal (acronyme de Tsva Ha-Haganah Le-Israel, armée de défense d'Israël). À acquis une connotation familière synonyme d'attachement très fort pour les Israéliens, qui s'en servent comme on le fait d'un diminutif chargé d'affection dans le sens « notre armée ». Conclusion : ne pas utiliser.

Terroriste. Est « *terroriste* » tout groupe humain qui recourt à la violence, à la terreur, et crée un climat d'insécurité à des fins politiques (...). Une formation d'opposition peut être « *terroriste* », tout comme il peut exister un « *terrorisme d'État* » (actes de guerre, répression au mépris des lois et des droits de l'homme).

En direct des chaînes d'information en continu

« *C'est un peu notre 11-Septembre, notre 13-Novembre à nous. (...) Il faut imaginer deux cents Salah Abdeslam, deux cents Mohamed Merah qui débarquent en France et qui commencent à attaquer les civils français.* » Le 7 octobre, sur la chaîne BFM TV basculée en édition spéciale, en direct de Tel-Aviv, Julien Bahloul, « *spécialiste de la société israélienne* », raconte les bunkers, les disparus, la panique dans les rues. Ce Franco-Israélien très présent sur X (ex-Twitter) est en réalité un ancien journaliste de la chaîne i24News basée à Tel-Aviv, un temps communiquant au sein de l'armée israélienne. Ses propos seront recueillis pas moins de cinq fois dans la journée par la chaîne d'information en continu.

Dans les premières heures qui ont suivi l'offensive lancée par le Hamas contre Israël, au petit matin du samedi 7 octobre, l'ensemble du monde médiatique français prend la mesure de l'événement et place le sujet en priorité absolue, jusqu'à saturer tous les espaces. BFM TV consacre plus de quarante-cinq heures au sujet dans les premières soixante-douze heures de la crise. Elle profite de sa commune appartenance au groupe Altice avec i24News pour inviter les éditorialistes de cette chaîne à commenter la situation en plateau, entre deux interventions d'officiels israéliens. C'est d'ailleurs d'i24News que partira la fausse information des « quarante bébés décapités » : mardi 10 octobre, sa correspondante en duplex depuis le kibboutz de Kfar Aza, où l'armée israélienne a convié les journalistes, rapporte qu'une « *quarantaine de bébés ont été transportés sur des brancards* ». Quelques heures plus tard, elle ajoute le détail macabre des têtes coupées. La nouvelle suscite une vague d'indignation de la part de responsables politiques, dont le président américain Joseph

Biden. Le lendemain, un porte-parole du ministère des affaires étrangères israélien, interrogé par l'Agence France-Presse (AFP), admet qu'il « n'est pas en mesure de confirmer le nombre de quarante bébés assassinés ». Parmi les angles qu'on retrouve en boucle ces jours-là : la surprise, la défaillance des services de sécurité israéliens, les otages civils. Alors que les marques de solidarité avec Israël s'enchaînent, une polémique enfle à propos des personnalités qui ne condamnent pas assez vivement l'attaque. Dans son émission « Le 20h de Ruquier », le mercredi 11 octobre, l'animateur dresse une liste de « ces stars que l'on entend moins » sur Israël. Avant de lire un texte accusateur publié par l'animateur Arthur sur son compte Instagram : « votre silence les tue une seconde fois ». La tension se cristallise notamment autour du terme « terrorisme ». Lors d'une conférence de presse, des journalistes prennent à partie Mme Mathilde Panot, cheffe du groupe La France insoumise (LFI) à l'Assemblée : ils n'ont visiblement pas apprécié que le communiqué des Insoumis préfère l'expression « crimes de guerre », reconnue par les instances pénales internationales. « Vous avez un double langage ! », lui lance-t-on.

« Est-ce que vous dites “Je suis israélien” comme on disait “Je suis Charlie” ? »

Ailleurs pourtant, la nuance existe. Le chef du service international de la British Broadcasting Corporation (BBC) explique : « “Terrorisme” est un mot chargé, que les gens utilisent pour désigner un groupe qu'ils désapprouvent moralement. Ce n'est tout simplement pas le rôle de la BBC de dire aux gens qui soutenir et qui condamner – qui sont les bons et qui sont les méchants (1). » En France, les rédactions ont moins de pudeur à jouer les arbitres, n'hésitant pas à faire vibrer les émotions nationales. Dans « Télématin » (France 2), Thomas Sotto reçoit M. Manuel Bompard, coordinateur de LFI (9 octobre) : « Est-ce que vous dites ce matin “Je suis israélien” comme on disait “Je suis Charlie” ? » En bas de l'écran, le bandeau enfonce le clou : « Attaques terroristes : le “11-Septembre” israélien ? » Autre séquence, le 12 octobre, sur Public Sénat cette fois : le présentateur Thomas Hugues tente d'imposer le terme à son invitée – une universitaire de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Stéphanie Latte-Abdallah. « Vos propos me troublent », lâche-t-il, visiblement choqué par son obstination à différencier le Hamas de l'Organisation de l'État islamique (OEI). « Je ne suis pas dans la morale », tente l'historienne. « C'est bien ça le problème », réplique Éléonore Weil, journaliste au quotidien israélien *Haaretz*. Cette fixation sémantique peut paraître à première vue indécente compte tenu de l'ampleur des massacres de civils commis par les assaillants et du flot d'images particulièrement effrayant qui inonde les réseaux. Mais les journalistes ne sortent-ils pas de leur rôle en interdisant la nuance, eux qui d'ordinaire l'opposent comme une exigence absolue à tout discours radical ? C'est peut-être parce qu'ils savent ce que l'étiquette « terroriste » permet, non seulement sur le plan moral, politique, judiciaire, mais aussi comme instrument de recadrage. Interrompant un quotidien tranquille, l'« attaque des terroristes du Hamas » semble sans lien avec les soixante-quinze ans d'histoire du conflit israélo-palestinien, le blocus de Gaza depuis dix-sept ans, l'intensification de la colonisation. Comment expliquer une telle asymétrie de traitement entre Israéliens et Palestiniens ? Pour le chroniqueur Raphaël Enthoven, pas de doute : « Il y a une différence à faire entre des gens qui sont des civils, qui sont assassinés dans la rue par des commandos islamistes et les victimes collatérales de bombardements consécutifs à cette attaque. Il faut marquer cette différence, c'est même très important de la faire » (BFM TV, 10 octobre). Les médias la font depuis longtemps. La presse française soupçonne régulièrement d'antisémitisme les mouvements pour la Palestine et colle la même étiquette à toute critique de la politique israélienne, pourtant dominée par l'extrême droite. Malgré les condamnations répétées des associations humanitaires, Israël conserve aux yeux des rédactions son image de « seule démocratie de la région ». En somme, un voisin qui nous ressemble, pour lequel on pare la tour Eiffel des couleurs israéliennes un soir de deuil. En fin de semaine, à l'heure de la riposte aérienne et du massacre des Palestiniens de Gaza, l'Organisation des Nations unies (ONU) parle de « catastrophe humanitaire » (13 octobre), mais l'événement ne justifie pas d'édition spéciale. Le conflit a repris une place plus raisonnable dans le fil de l'actualité, et BFM passe son week-end à jauger les manquements d'un autre appareil sécuritaire, celui de la France cette fois, au sujet de l'attentat d'Arras. Un terrorisme en chasse un autre.

Clara MENAIS (Monde diplomatique, novembre 2023)

Europe. Le droit de manifester doit être respecté



Des restrictions croissantes sont imposées dans plusieurs pays européens pour les *manifestations* en faveur de la *défense des droits humains des Palestiniens et Palestiniennes*.

« Les conséquences dévastatrices des bombardements israéliens et du blocus illégal de la bande de Gaza incitent naturellement de nombreuses personnes en Europe à protester en faveur des droits de la population palestinienne. Pourtant, dans de nombreux pays européens, les autorités restreignent illégalement le droit de manifester. Les mesures imposées vont des restrictions ciblant certains chants et pancartes ou les drapeaux palestiniens, jusqu'à des arrestations de manifestants et des violences policières à leur encontre. Dans certains cas, ces manifestations ont été totalement interdites, a déclaré Esther Major, directrice adjointe des recherches pour l'Europe à Amnesty International.

« Ainsi, les autorités allemandes ont interdit la plupart des manifestations en faveur des droits de la population palestinienne, et en France, le Conseil d'État, plus haute juridiction administrative du pays, a rappelé mardi au gouvernement qu'il ne pouvait pas imposer une interdiction systématique de toutes les manifestations de soutien à la Palestine ».

Au Royaume-Uni, on craignait que des lettres envoyées par des ministres ne tentent d'influencer les responsables de la police, ou ne soient utilisées par des chefs d'établissements scolaires et universitaires, pour restreindre abusivement la liberté d'expression ou d'association. Amnesty International a appelé tous les responsables politiques à faire preuve de retenue et à éviter les propos de nature à semer la division.

« En Suisse, toutes les manifestations liées au conflit qui étaient prévues ce week-end ont été interdites à Zurich, tandis que dans le canton de Bâle-Ville et à Berne, des interdictions ont été prononcées pour l'ensemble des manifestations.

Les États ont l'obligation juridique de permettre aux personnes d'exprimer pacifiquement leur peine, leurs inquiétudes et leur solidarité. Alors qu'un certain nombre de manifestations sont prévues pour ce week-end, nous appelons les autorités de tous les pays d'Europe à protéger et faciliter l'exercice du droit de s'exprimer et de se rassembler pacifiquement pour tout le monde. »

En vertu du droit international, une interdiction de manifester ne peut être envisagée qu'en dernier recours. Les autorités devraient toujours chercher à protéger et faciliter les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique en premier lieu. Une interdiction ne peut être légale que si elle est motivée par une menace spécifique et s'il est démontré qu'aucune autre mesure moins restrictive ne pourrait permettre de garantir l'ordre public.

AMNESTY INTERNATIONAL

Manifestation : Gaza – STOP aux massacres, STOP à l'impunité !



Soumis depuis 16 ans à un blocus israélien responsable d'une catastrophe humanitaire majeure, les habitants de la bande de Gaza font actuellement face à l'offensive la plus meurtrière de leur histoire.

Nous condamnons sans équivoque toutes les attaques contre les populations civiles, y compris celles perpétrées par le Hamas depuis le 7 octobre contre des civils israéliens qui ont fait des centaines de morts. Aucune attaque subie ne peut justifier toutefois de s'affranchir des lois de la guerre.

En quelques jours, plus de 6 000 tonnes de bombes ont pourtant été déversées sur des zones civiles densément peuplées, occasionnant en une semaine plus de 2 750 morts, dont un tiers d'enfants (situation au 17 octobre à mi-journée). À cela s'ajoute un siège total décrété par Israël contre la bande de Gaza, dont l'approvisionnement en eau, électricité, nourriture et carburants a été coupé, de même que son accès à l'aide humanitaire. Human Rights Watch rapporte également que l'armée israélienne a fait usage du phosphore blanc, une arme dont l'emploi est interdit dans les zones densément peuplées.

Constitutives de crimes de guerre, voire de crimes contre l'humanité, ces actions doivent être perçues à la lumière de déclarations alarmantes d'officiels israéliens témoignant d'une volonté de s'en prendre non pas au Hamas, mais à la population gazaouie dans son ensemble. Le 9 octobre, le ministre de la Défense israélien Yoav Gallant a qualifié les Gazaouis « d'animaux humains à traiter comme tels ». « C'est une nation entière qui est responsable », a quant à lui affirmé le président israélien Isaac Herzog le 14 octobre. Cette volonté de punir collectivement l'ensemble de la population gazaouie fait craindre le pire.

Depuis le 13 octobre, dans le cadre de la guerre lancée contre Gaza, Israël a lancé un ordre d'évacuation aux 1,1 million d'habitants du nord de la bande de Gaza, leur intimant de se rendre dans le sud du territoire, décision annonciatrice d'une catastrophe humanitaire majeure, équivalant à une « condamnation à mort » selon l'OMS. La Fédération internationale des droits humains (FIDH) dénonce ces ordres comme une tentative de déplacement forcé et illégal de civils pouvant refléter une intention génocidaire. La Rapporteuse spéciale des Nations-Unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, Francesca Albanese, quant à elle, appelé la communauté internationale à prévenir le danger de nettoyage ethnique, faisant ainsi écho aux déplacements forcés de centaines de milliers de personnes lors de la Nakba de 1948 et de la Naksa de 1967. De fait, les colons, qui redoublent de violence en Cisjordanie et, qui avec l'armée israélienne, ont tué plus d'une cinquantaine personnes en Cisjordanie et à Jérusalem depuis le 7 octobre, et leurs relais politiques n'ont jamais abandonné leur rêve de « reconquérir » et recoloniser Gaza. En refusant systématiquement d'obliger toutes les parties à respecter le droit international et en laissant les violations impunies, la communauté internationale porte une responsabilité écrasante dans la situation désespérée que nous connaissons aujourd'hui.

Face au drame qui se déroule sous nos yeux, la boussole de la Belgique et de l'Union européenne doit plus que jamais rester le droit international et la protection de la vie, de la dignité et des droits humains. Une large

coalition de la société civile manifester ce dimanche 22 octobre à partir de 14h devant le siège de la Commission européenne pour exiger de l'UE et de la Belgique :

- qu'elles mettent tout en œuvre pour obtenir un cessez-le-feu, la protection de toutes les populations civiles, et un accès à l'aide internationale pour la population gazaouie actuellement en urgence humanitaire absolue ;
- qu'elles appellent au respect des droits de tous, conformément au droit humanitaire international et au droit international des droits humains, y compris la libération de tous ceux qui ont été illégalement privés de leur liberté, y compris les civils retenus en otages et les prisonniers politiques ;
- qu'elles exigent d'Israël la levée du siège de Gaza dans la perspective de la levée du blocus et de sa reconnexion avec le reste du territoire palestinien occupé ;
- qu'elles apportent un soutien politique et financier à l'enquête en cours de la Cour pénale internationale sur la situation en Palestine et encouragent le procureur de la Cour pénale à en faire une priorité afin que tous les criminels de guerre soient rapidement tenus responsables ;
- qu'elles s'attaquent aux causes structurelles du présent conflit en adoptant des mesures contraignantes contre Israël afin qu'il mette fin à l'occupation, à la colonisation et à l'apartheid contre le peuple palestinien, en commençant par la fin du commerce avec les colonies israéliennes.

Les organisateurs appellent les participants à respecter ces mots d'ordre et à manifester pacifiquement. Toute apologie de crimes de guerre, d'attaques contre des civils, ou toute manifestation d'antisémitisme ou de toute autre forme de racisme entraînera une exclusion du rassemblement.

Cet appel à manifester a été publié lundi 16 octobre. La rapidité à laquelle la situation évolue risque sans doute de rendre certains éléments dépassés d'ici au dimanche 22 octobre.

Liste provisoire des signataires : 11.11.11., Association belgo-palestinienne, ARCI, Les Ambassadeurs d'expression, Amitié Sans Frontières, Agir pour la paix, AWSA-Be (Arab Women's Solidarity Association – Belgium), BA4P, Bite Back, Broederlijk Delen, CEPAG, CIRé, CNAPD, Comité belge de soutien au peuple sahraoui, CNCD-11.11.11., De-Colonizer, Een Andere Joodse Stem, Entraide & Fraternité, Fédération internationale des droits humains (FIDH), FGTB, FGTB Centrale Générale, FGTB wallonne, FOS, Intal, Jeunes CSC, Jeunes FGTB, Laïcité et Humanisme en Afrique Central (LHAC), Palestina Solidariteit Pax Christie Vlanderen, Union des progressistes juifs de Belgique (UPJB), Présences et actions culturelles (PAC), Réseau Wallon de lutte contre la pauvreté, Solsoc, Soralia, Soutien belge Overseas, Viva Salud, Vrede

Ce rassemblement est autorisé.

Le cortège fera le parcours suivant, à partir du rond-point Schuman :

Rue Froissard,
Rue Belliard,
Place Jean Rey,
Avenue d'Auderghem,
Rond-point Schuman.

https://www.association-belgo-palestinienne.be/%C3%A9v%C3%A8nement/manifestation-gaza-stop-aux-massacres-stop-a-limpunite/?instance_id=920

Guerre Israël – Gaza : à Bruxelles, la manifestation de soutien à Gaza a rassemblé 12 000 personnes selon la police, 40 000 selon les organisateurs



© Belga

Plusieurs milliers de personnes ont participé après-midi dans les rues de Bruxelles à une manifestation en soutien aux habitants de la bande de Gaza. Ils étaient près de 12 000 selon la police et plus de 40 000 selon les organisateurs. L'événement, organisé par une coalition d'organisations de la société civile, de syndicats et d'ONG dont l'Association belgo-palestinienne, a pour but de réclamer la fin des actions violentes à l'égard de la population vivant dans la bande de Gaza.

La manifestation « Gaza, stop aux massacres ! Stop à l'impunité ! » a débuté dimanche vers 14h00 au rond-point Schuman à Bruxelles. Les participants à l'action appellent l'Union européenne à tout mettre en œuvre pour obtenir un cessez-le-feu dans la bande de Gaza ainsi que la protection de toutes les populations civiles et un accès à l'aide internationale pour celles-ci.

Ils attendent par ailleurs que l'Union européenne exige de l'État d'Israël qu'il lève le siège de Gaza et le blocus de la région, permettant ainsi sa reconnexion avec le reste du territoire palestinien. Ils requièrent aussi que les autorités européennes apportent un soutien politique et financier à l'enquête de la Cour pénale internationale sur la situation en Palestine. Les participants souhaitent encore qu'elles s'attaquent aux causes structurelles du conflit actuel, en adoptant des mesures contraignantes contre Israël « afin qu'il mette fin à l'occupation, à la colonisation et à l'apartheid contre le peuple palestinien ».

Depuis l'attaque terroriste du Hamas contre des Israéliens le 7 octobre dernier, l'armée israélienne a frappé la bande de Gaza où le Hamas est au pouvoir. En quelques jours, des bombes ont été lâchées sur des zones densément peuplées dans la bande de Gaza, causant la mort de milliers de civils. Par ailleurs, Israël a décrété un siège total de cette région en cessant l'approvisionnement en eau, en électricité, en nourriture et en carburant.

LA RÉDACTION INFO DE LA RTBF.BE AVEC BELGA

Discours de l'Union des Juifs progressistes de Belgique

Cher·es ami·es, cher·es membres,

Samedi 11 novembre 2023, l'Union des Progressistes Juifs de Belgique a manifesté à Bruxelles pour un cessez-le-feu immédiat, la libération de tous les otages et une paix juste en Israël/Palestine, main dans la main avec Een Andere Joodse Stem - Another Jewish Voice, Shabbes 24/7 Collective et De-Colonizer, research and art laboratory for a social change.

Des dizaines de milliers de manifestant.es ont protesté pacifiquement pour un cessez-le-feu immédiat (45 000 selon les organisateurs). Nous y étions au sein d'un "bloc juif" constitué pour l'occasion. C'est historique à Bruxelles, toutes manifestations confondues.

Les réactions face à notre présence commune, juive, étaient très majoritairement positives. Nous avons reçu et donné beaucoup de force lors de cette marche. De nombreux.ses manifestant.es sont venu.es discuter avec nous et nous ont largement soutenu.es lors de notre prise de parole.

<https://youtu.be/XgLIztl6XZU>

Malheureusement, nous avons aussi fait face à de l'antisémitisme. Nous nous y étions cependant mieux préparé.es. Ainsi, l'un de nos membres a participé au briefing de sécurité de la manifestation, lors duquel il a pu exprimer ses attentes sur la gestion des démonstrations d'antisémitisme pendant la marche. Tout au long de l'après-midi, nous étions en contact direct avec le service d'ordre afin de faire enlever toutes pancartes antisémites et pour leur communiquer tout acte ou parole antisémite. Nous en avons vu peu ce samedi 11 novembre, moins que lors du 22 octobre, notamment celles qui mobilisent des analogies avec le nazisme. Nous sommes reconnaissant·es du travail effectué par le service d'ordre et les organisations à l'initiative et sommes convaincu.es que le travail que nous effectuons participe activement à la lutte contre l'antisémitisme.

Un fait qui mérite qu'on s'y arrête : alors qu'une de nos membres prenait des photos, elle s'est fait agresser verbalement et menacer parce que juive. Nous lui exprimons tout particulièrement notre solidarité. Le travail contre l'antisémitisme est un travail continu et de longue haleine. Nous pensons que notre présence en tant que Juif·ves, qui amène à confronter les personnes portant ces messages de haine, fait partie de ce travail. Nous continuerons à militer pour que ces espaces de manifestation soient hostiles aux antisémites, et non aux Juif·ves.

Nous sommes aussi conscient·es que notre parole juive de paix, de justice, et d'égalité pour tous·tes, sera parfois instrumentalisée comme "joker antisémitisme". Or l'antisémitisme doit être combattu partout, d'où qu'il vienne. Sur les réseaux sociaux, quelques personnes nous désignent comme de "bons juifs", ou que "c'est ça le vrai judaïsme". A nous d'être explicites sur notre lutte contre l'antisémitisme afin de combattre toute récupération.

Nous continuerons à nous mobiliser dans les prochaines semaines pour un cessez-le-feu immédiat, la libération de tous les otages et une paix juste en Israël/Palestine. Et nous resterons évidemment vigilants à la présence d'antisémitisme au sein du mouvement de soutien aux Palestiniens.

[...]

Notre discours :

Merci à toutes et tous d'être venus aujourd'hui. Merci aux organisatrices et organisateurs de donner la parole à notre association, l'Union des Progressistes Juifs de Belgique.

Nous tenons à affirmer qu'une autre voix juive existe. Une voix juive qui soutient les droits et la justice pour les Palestiniens. La Belgique et l'Union Européenne doivent l'entendre. Nous ne nous exprimons pas ici malgré que nous soyons Juifs, mais parce que nous sommes Juifs. Notre histoire, notre judaïsme, est une histoire de lutte contre l'oppression. Nous sommes nombreux dans les communautés juives à travers le monde à tenter de faire entendre notre voix. Vous avez pu voir les images impressionnantes de centaines de militants juifs américains envahir le Sénat, le métro à New York et même la statue de la Liberté pour exiger un cessez-le-feu à Gaza, pour tenter d'empêcher une deuxième Nakba.

CEASE FIRE NOW, CEASE FIRE NOW, CEASE FIRE NOW

Cette voix juive existe aussi chez nous en Europe. Nous condamnons depuis bien longtemps la politique coloniale raciste et meurtrière des gouvernements israéliens.

Nous condamnons le régime d'apartheid israélien.

Nous affirmons que critiquer Israël n'est pas antisémite.

Condamner les crimes du gouvernement israélien n'est pas antisémite.

S'insurger contre le nettoyage ethnique en Palestine n'est pas antisémite.

Continuer à défendre les droits des Palestiniens n'est pas antisémite.

Exiger un cessez-le-feu à Gaza n'est pas antisémite.

Ceux qui affirment le contraire font du tort aux Juifs du monde entier et aux Palestiniens. La lutte pour la libération du peuple palestinien n'a pas besoin de l'antisémitisme pour gagner, au contraire. Il ne s'agit pas d'un conflit entre Juifs et Arabes ou Musulmans. Il s'agit d'une lutte contre la colonisation, contre l'occupation, contre l'apartheid.

Il s'agit d'une lutte pour la justice, une lutte qui dure depuis plus de 75 ans !

On ne peut pas comprendre ce qu'il se passe se contentant d'isoler une offensive pour lui attribuer la fonction de déclencheur d'une autre offensive. Si on souhaite comprendre, et un jour arriver à une paix juste, il est insuffisant de regarder jusqu'à un mois en arrière, il faut remonter au moins de 75 ans dans le passé.

Ces décennies d'oppression ne sont pas justifiables. Les massacres des civils, de tous les civils, ne sont pas justifiables.

Le bombardement de Gaza n'est pas justifiable. Le blocus total de Gaza n'est pas justifiable.

Comment est-ce possible que demander un cessez-le-feu soit devenu inaudible ?

CEASE FIRE NOW, CEASE FIRE NOW, CEASE FIRE NOW

Nous appelons à la protection de tous les civils. Les Palestiniens à Gaza et les otages civils israéliens ont droit à la sécurité et à la liberté, les prisonniers politiques palestiniens ont droit à la sécurité et à la liberté, les Palestiniens en Cisjordanie, ont le droit à la sécurité et à la liberté. Les Palestiniens partout dans le monde ont le droit à la sécurité et à la liberté.

Mais un cessez-le-feu ne suffira pas. Il ne peut y avoir de paix sans justice.

Nous continuerons à défendre les droits des Palestiniens à l'auto-détermination. Nous défendrons toujours la Justice et l'Égalité pour tous les habitants de la Palestine historique, qu'ils soient musulmans, juifs ou chrétiens. Des vies dignes libérées de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid.

No one is free until everyone is free ! Save Gaza ! Free Palestine







© Photos : M. Abramowicz, S. Geczynski.

Un dangereux amalgame - Lettre ouverte d'écrivains juifs (nplusonemag)

Un groupe d'artistes juifs a rédigé cette lettre après avoir constaté qu'un vieil argument gagnait en puissance : l'affirmation selon laquelle critiquer Israël est antisémite. Les rédacteurs d'un grand magazine étaient prêts à publier la lettre, mais leurs avocats leur ont déconseillé de le faire. Les auteurs partagent cette lettre en solidarité avec ceux qui continuent à s'exprimer en faveur de la liberté des Palestiniens.

Nous sommes des écrivains, des artistes et des militants juifs qui souhaitent désavouer l'idée largement répandue selon laquelle toute critique d'Israël est intrinsèquement antisémite. Israël et ses défenseurs ont longtemps utilisé cette tactique rhétorique pour protéger Israël de toute responsabilité, conférer de la dignité à l'investissement de plusieurs milliards de dollars des États-Unis dans l'armée israélienne, occulter la réalité mortelle de l'occupation et nier la souveraineté palestinienne. Aujourd'hui, ce bâillon insidieux de la liberté d'expression est utilisé pour justifier les bombardements militaires israéliens en cours sur Gaza et pour faire taire les critiques de la communauté internationale.

Nous condamnons les récentes attaques contre des civils israéliens et palestiniens et déplorons ces pertes de vies humaines. Dans notre douleur, nous sommes horrifiés de voir la lutte contre l'antisémitisme utilisée comme prétexte à des crimes de guerre avec une intention génocidaire déclarée (<https://jewishcurrents.org/a-textbook-case-of-genocide>).

L'antisémitisme est un aspect terriblement douloureux du passé et du présent de notre communauté. Nos familles ont échappé aux guerres, au harcèlement, aux pogroms et aux camps de concentration. Nous avons étudié la longue histoire de la persécution et de la violence contre les Juifs et nous prenons au sérieux l'antisémitisme actuel qui met en péril la sécurité des Juifs dans le monde entier. Ce mois d'octobre a marqué le cinquième anniversaire de la pire attaque antisémite jamais commise aux États-Unis : les onze fidèles de *Tree of Life - Or L'Simcha* à Pittsburgh ont été assassinés par un homme armé qui a épousé des théories conspirationnistes imputant aux Juifs l'arrivée de migrants d'Amérique centrale et qui, ce faisant, a déshumanisé les deux groupes. Nous rejetons l'antisémitisme sous toutes ses formes, y compris lorsqu'il se présente comme une critique du sionisme ou de la politique d'Israël. Nous reconnaissons également que, comme l'a écrit le journaliste Peter Beinart en 2019, « l'antisionisme n'est pas intrinsèquement antisémite – et prétendre qu'il l'est utilise la souffrance juive pour effacer la réalité palestinienne ».

Nous estimons que cette tactique rhétorique est contraire aux valeurs juives, qui nous enseignent à réparer le monde, à remettre en question l'autorité et à défendre l'opprimé contre l'opresseur. C'est précisément en raison de l'histoire douloureuse de l'antisémitisme et des leçons des textes juifs que nous défendons la dignité et la souveraineté du peuple palestinien. Nous refusons le faux choix entre la sécurité juive et la liberté palestinienne, entre l'identité juive et la fin de l'oppression des Palestiniens. En fait, nous pensons que les droits des Juifs et des Palestiniens vont de pair. La sécurité de chaque peuple dépend de celle de l'autre. Nous ne sommes certainement pas les premiers à le dire et nous admirons ceux qui ont adopté cette ligne de pensée à la suite de tant de violence.

Nous comprenons comment l'antisémitisme et la critique d'Israël ou du sionisme ont été confondus. Pendant des années, des dizaines de pays ont soutenu la définition générale de l'antisémitisme de l'*Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste* (International Holocaust Remembrance Alliance). La plupart de ses onze exemples d'antisémitisme concernent des commentaires sur l'État d'Israël, certains d'entre eux étant suffisamment ouverts à l'interprétation pour limiter la portée d'une critique recevable. De plus, l'*Anti-Defamation League* classe l'antisionisme dans la catégorie de l'antisémitisme, malgré les doutes de nombre de ses propres experts. Ces définitions ont permis au gouvernement israélien d'approfondir ses relations avec les forces politiques d'extrême droite et antisémites, de la Hongrie à la Pologne en passant par les États-Unis et au-delà, mettant ainsi en danger les Juifs de la diaspora. Pour contrer ces définitions générales, un groupe de spécialistes de l'antisémitisme a publié en 2020 la Déclaration de Jérusalem (<https://jerusalemdeclaration.org/>), qui propose des lignes directrices plus spécifiques pour identifier l'antisémitisme et le distinguer de la critique et du débat autour d'Israël et du sionisme.

Les accusations d'antisémitisme à la moindre objection à la politique israélienne ont longtemps permis à Israël de maintenir un régime que les groupes de défense des droits de l'homme, les universitaires, les juristes et les organisations palestiniennes et israéliennes ont qualifié d'apartheid. Ces accusations continuent de jeter un froid sur nos politiques. Cela s'est traduit par une répression politique à Gaza et en Cisjordanie, où le gouvernement israélien fait l'amalgame entre l'existence même du peuple palestinien et la haine des Juifs dans le monde entier. Dans sa propagande destinée à ses propres citoyens et à l'Occident, le gouvernement israélien affirme que les griefs des Palestiniens ne portent pas sur la terre, la mobilité, les droits ou la liberté, mais sur l'antisémitisme. Ces dernières semaines, les dirigeants israéliens ont continué à instrumentaliser l'histoire du traumatisme juif pour déshumaniser les Palestiniens. Pendant ce temps, des Israéliens sont arrêtés ou licenciés pour avoir publié sur les réseaux sociaux des messages défendant Gaza. Les journalistes israéliens craignent les conséquences d'une critique de leur gouvernement.

En qualifiant d'antisémite toute critique à l'égard d'Israël, on fait également l'amalgame entre Israël et l'ensemble du peuple juif dans l'imaginaire populaire. Au cours des deux dernières semaines, nous avons vu des Démocrates et des Républicains verrouiller l'identité juive sur la base du soutien à Israël. Une lettre vague signée par des dizaines de personnalités et publiée le 23 octobre reprenait le positionnement du président Biden, qui se présente comme un défenseur du peuple juif sur la base de son soutien à Israël. Lorsque 92NY a reporté un événement avec l'auteur Viet Thanh Nguyen, qui avait récemment signé une lettre appelant à la fin des attaques israéliennes sur Gaza, sa déclaration a commencé par mettre en avant son identité en tant qu'« institution juive ». Comme d'autres l'ont fait remarquer, les outils permettant d'historiciser les attaques du 7 octobre sont considérés comme une répudiation de la souffrance juive plutôt que comme nécessaires pour comprendre et mettre fin à cette violence.

L'idée que toute critique d'Israël est antisémite induit une vision des Palestiniens, des Arabes et des Musulmans comme intrinsèquement suspects, agents de l'antisémitisme jusqu'à ce qu'ils disent explicitement le contraire. Depuis le 7 octobre, les journalistes palestiniens sont confrontés à une élimination sans précédent. Un citoyen palestinien d'Israël a été licencié de son emploi dans un hôpital israélien pour un post Facebook datant de 2022 qui citait le premier pilier de l'islam. Les dirigeants européens ont interdit les manifestations en faveur de la Palestine et criminalisé l'affichage du drapeau palestinien. À Londres, un hôpital a récemment retiré des œuvres d'art réalisées par des enfants de Gaza après qu'un groupe pro-israélien a affirmé que ces œuvres donnaient aux patients juifs le sentiment d'être « vulnérables, harcelés et victimisés ». Bizarrement, même les œuvres d'art réalisées par des enfants palestiniens sont accompagnées d'une hallucination de violence.

Les dirigeants américains se sont réjouis de cette occasion d'associer encore davantage la sécurité des Juifs au financement militaire inconditionnel et inébranlable d'Israël, qui n'a aucune intention de faire la paix. Le 13 octobre, le département d'État américain a diffusé une note interne invitant les fonctionnaires à ne pas utiliser le langage de la « désescalade/du cessez-le-feu », de la « fin de la violence/de l'effusion de sang » ou du « rétablissement du calme ». Le 25 octobre, M. Biden a mis en doute le nombre de morts palestiniens et l'a qualifié de « prix » de la guerre menée par Israël. Cette logique cruelle continuera à alimenter l'antisémitisme et l'islamophobie. Le département de la sécurité intérieure se prépare à une augmentation attendue des crimes haineux contre les juifs et les musulmans – qui a déjà commencé.

Pour chacun d'entre nous, l'identité juive n'est pas une arme à brandir dans une lutte pour le pouvoir étatique, mais une source de sagesse générationnelle qui dit : « La justice, la justice, tu poursuivras ». *Tzedek, tzedek, tirdof*. Nous nous opposons à l'exploitation de notre douleur et au musellement de nos alliés.

Nous appelons à un cessez-le-feu à Gaza, à une solution pour le retour en toute sécurité des otages à Gaza et des prisonniers palestiniens en Israël, et à la fin de l'occupation israélienne en cours. Nous appelons également les gouvernements et la société civile aux États-Unis et dans tout l'Occident à s'opposer à la répression du soutien à la Palestine.

Nous refusons que ces demandes urgentes et nécessaires soient réprimées en notre nom. Lorsque nous disons « Plus jamais ça », nous le pensons vraiment.

Liste des signataires en fin de l'article original. Signataires : | 820 noms

Traduction par Viktor Dedaj avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles

URL de cet article 39091 : <https://www.legrandsoir.info/un-dangereux-amalgame-lettre-ouverte-d-ecrivains-juifs-nplusonemag.html>

Comment la terre d'Israël fut inventée, selon Shlomo Sand

Comment la terre d'Israël fut inventée !

« Dans la guerre israélo-palestinienne, il y a un aspect qu'il ne faut jamais mésestimer. Le sionisme a opéré une gigantesque manipulation de l'histoire, de la mémoire et des identités juives. C'est cette manipulation qui permet l'adhésion majoritaire des Juifs (aussi bien en Israël que dans le reste du monde) à un projet colonialiste et militariste qui détruit chaque jour un peu plus la Palestine et généralise l'apartheid. »

Pierre Stambul, dans le texte ci-dessous, confirme et abonde les thèses de Shlomo Sand que j'évoquais récemment. Bien entendu, chacun peut partager ou non la totalité des thèses de Shlomo Sand rapportées par Pierre Stambul. (Michel Peyret)

Un mythe meurtrier, « Dieu a donné cette terre au peuple juif. »

Dans un ouvrage précédent (*Comment le peuple juif fut inventé*, Fayard, 2008), Shlomo Sand avait réduit à peu de choses deux mythes fondamentaux du sionisme : l'exil et le retour. Non, il n'y a pas eu d'exode massif des Juifs lors de la destruction du Temple par les troupes de Titus en 70 ap JC. Les Juifs d'aujourd'hui ne sont pas les descendants des Hébreux de l'Antiquité. Ils descendent majoritairement de convertis. L'idée sioniste qu'après des siècles d'exil, ils auraient fait leur retour sur la terre de leurs ancêtres est une fiction.

Cette fois-ci, Shlomo Sand s'attaque à un autre mythe meurtrier. Pour les membres du courant national-religieux, « Dieu a donné cette terre au peuple juif » et au nom de ces conceptions intégristes, les Palestiniens sont des intrus. Mais les sionistes « laïques » partagent cette même conception. Ils ont fait de la Bible un livre de conquête coloniale en affirmant que les Juifs ont toujours eu un attachement indéfectible à « la terre d'Israël », ce qui leur donne un droit de propriété exclusif. C'est ce mythe de la terre qu'il passe à la moulinette avec un style agréable et de très nombreuses références historiques et bibliographiques. Bref, c'est un livre absolument indispensable.

Histoires personnelles

Dans *Comment le peuple juif fut inventé*, Shlomo Sand avait raconté quelques anecdotes personnelles. Son amitié ancienne avec le poète palestinien Mahmoud Darwish, banni de son propre pays et qui n'aura même pas pu être enterré dans son village d'origine (qui n'existe plus). L'histoire aussi de son beau-père, catalan et rescapé de la guerre d'Espagne qui finit par « atterrir » en Israël.

Là, Shlomo nous livre quelques touches de ses origines. Il est né dans un de ces camps de rescapés juifs du génocide nazi pour lesquels il n'y avait qu'une seule destination possible : Israël. Les Palestiniens ont payé pour un crime européen.

En 1967, Shlomo est soldat dans une armée qui fait la conquête sanglante de Jérusalem-Est. Il décrit la fièvre nationaliste des jeunes qui l'entourent, cette certitude de « revenir sur la terre de leurs ancêtres ». Il décrit aussi un crime de guerre gratuit : un vieux Palestinien torturé à mort par cette armée qui se dit morale. Son écriture s'empregne alors d'une grande émotion.

Shlomo Sand est professeur d'histoire à l'université de Tel-Aviv. Son université, située dans les faubourgs de la ville, a été construite sur un de ces nombreux villages (plusieurs centaines) rayés de la carte avec l'expulsion de la population palestinienne en 1948. Les habitants de ce village n'ont pas combattu et ont espéré jusqu'au bout qu'ils ne seraient pas expulsés. L'État d'Israël pratique un négationnisme total sur la vraie histoire de cette terre et notamment sur les Palestiniens. Shlomo évoque l'action de l'association israélienne anticolonialiste « Zochrot » qui fait revivre la mémoire de ces villages rayés de la carte.

Shlomo a milité dans le mouvement de l'extrême gauche antisioniste Matzpen dans les années 80. Il ne se définit plus comme antisioniste. Pourtant, encore plus que le précédent, son livre démolit avec beaucoup d'efficacité les mythes sionistes.

Il est partisan de deux États vivant côte à côte en Palestine qui seraient des États de tous leurs citoyens. Il écrit pourtant : « En apparence, l'occupation, entrée dans sa cinquième décennie, prépare au plan territorial, la constitution d'un État binational ».

Il est contre le droit au retour des réfugiés palestiniens. Il explique à titre de comparaison qu'on ne fera pas revenir les millions d'Allemands originaires des pays de l'Est descendants de ceux qui ont été chassés en 1945. Pourtant, il montre bien comment l'expulsion des Palestiniens de leur pays en 1948 a été criminelle, comment

Israël a rendu définitive leur expulsion. Son enquête sur le village détruit pour construire son université (et ses habitants) est précise et sans concession.

Il a espéré avant 1967 que son pays saurait se normaliser et faire une paix juste. Amèrement il écrit : « Je ne savais pas que je vivrais la majeure partie de mon existence à l'ombre d'un régime d'apartheid, alors que le monde "civilisé", du fait notamment de sa mauvaise conscience, se sentirait obligé de transiger avec lui, et même de lui apporter son soutien ». Le mot « apartheid » est souvent utilisé dans le livre pour qualifier la réalité actuelle.

Une terre habitée par de nombreux peuples et une religion venue de l'étranger

Dans *Comment le peuple juif fut inventé*, il y a un chapitre difficile pour un non-spécialiste sur la notion de « peuple ». Cette fois-ci, Shlomo examine les notions de patrie, de frontières, du droit du sol et de droit du sang. Chapitre ardu mais dont la conclusion est claire. La prétention des sionistes de retourner dans leur « patrie » au nom d'une histoire réécrite ne repose sur aucune des différentes constructions de patries que l'histoire a connue.

Comment la terre qui est aujourd'hui Israël/Palestine fut appelée dans l'histoire ? Quelle est l'importance de Jérusalem ?

La Bible parle de Canaan et affirme que les Hébreux sont venus de l'étranger. Les deux personnages centraux, Abraham et Moïse seraient venus, l'un de Mésopotamie, l'autre d'Égypte. Ces personnages sont légendaires. Le livre de Josué (qui est une véritable apologie du nettoyage ethnique et du génocide) évoque une terre habitée par de nombreux peuples qui restent toujours là malgré les massacres. Autrement dit la religion juive décrit un peuple venu de l'extérieur ayant une haine terrible pour les autochtones.

Dans la Bible dévoilée, les archéologues israéliens estimaient que la Bible avait été essentiellement écrite dans le royaume de Judée, peu avant la prise de Jérusalem par les Babyloniens (VIIe siècle av JC). Shlomo Sand va plus loin. Il pense que le texte a été écrit par les lettrés qui ont été autorisés par l'empereur perse Cyrus à retourner à Jérusalem, voire plus tard à l'époque hellénistique. Ces lettrés sont entourés de paysans restés majoritairement païens, ce qui explique tout le mal que la Bible dit des autochtones.

Dans le livre des livres, la promesse de la terre pour le peuple élu est toujours soumise à condition. Tout est conditionné par le degré d'intensité de la foi en Dieu. Quand les colons religieux actuels prétendent que « Dieu leur a donné cette terre », ils s'écartent beaucoup de leur texte fondateur. La région d'Israël/Palestine s'est appelée Canaan et la région de Jérusalem la Judée. Cette région avait un peuplement hétérogène et on y parlait des langues diverses. Ce n'est qu'à l'époque des Maccabées (IIe siècle av JC) que la religion s'est répandue dans de nouvelles régions (Samarie, Galilée, Néguev) puis plus loin dans l'empire romain. Il n'y a aucune référence à la « terre promise ». Le philosophe juif Philon d'Alexandrie a vécu à l'époque de Jésus-Christ et il est peu probable qu'il ait effectué un quelconque pèlerinage à Jérusalem pourtant toute proche. Contrairement au mythe enseigné aujourd'hui dans les écoles israéliennes (l'exode de plusieurs millions de Juifs quand les troupes de Titus détruisent le deuxième temple), il y a eu trois grandes révoltes juives aux premier et deuxième siècles après Jésus-Christ qui traduisent un antagonisme fondamental entre polythéistes et monothéistes. Mais aucun exode massif et encore moins un tel nombre. Après la dernière révolte juive (Bar Kokhba, 135 ap JC), la région prend le nom de Palestine et la population va se convertir au christianisme puis cinq siècles plus tard à l'islam. Il n'y a pas de trace du terme « Eretz Israel » (la terre d'Israël) à l'époque.

La religion juive et l'absence d'attachement à la terre

Le premier commandement du Talmud « interdit explicitement aux fidèles juifs de s'organiser pour émigrer dans le foyer saint avant la venue du messie ». Seule une dissidence du judaïsme, les karaïtes prôneront une immigration en Palestine. Malgré (comme les Juifs) une grande dispersion dans le monde, les karaïtes seront présents à Jérusalem lors de la prise de la ville par les Croisés et il y a toujours une synagogue karaïte à Jérusalem.

Les lettrés juifs qui visitent la région au Moyen-Âge cherchent surtout leurs coreligionnaires. L'un note d'ailleurs qu'il y a beaucoup plus de Juifs à Damas qu'à Jérusalem.

À la base du sionisme, il y a l'alyah, la « montée » en Israël. C'est une manipulation : l'alyah, c'était (dans la Kabbale) « l'ascension mystique de la personne qui se condense dans la formule : ascension de l'âme ». Du IVe au XIXe siècle, les chroniques ont répertorié seulement 30 pèlerinages juifs en Palestine alors qu'elles ont répertorié 3 500 comptes rendus de pèlerinages chrétiens. Il n'y a rien d'étonnant à cela. Le pèlerinage est une tradition chrétienne puis musulmane. La prière juive « l'an prochain à Jérusalem » évoque une

rédemption prochaine et pas une émigration. « La ville sainte est pour le juif religieux un souvenir qui nourrit la voix et pas un site géographique attractif ».

Et si le sionisme était une invention chrétienne ?

On connaît aujourd'hui les mouvements chrétiens sionistes. Ces mouvements évangélistes ont très puissamment aidé la colonisation de la Palestine financièrement et politiquement. Accessoirement, ces Chrétiens sionistes sont attachés à un « Juif irréel », pas aux Juifs réels. Pour eux, les Juifs doivent chasser de la terre sainte Armageddon (= le mal = les Arabes) puis se convertir à la « vraie foi », sinon ils disparaîtront car ce courant est millénariste (et antisémite). Ces Chrétiens sionistes ont identifié la colonisation de nouveaux territoires (Amérique du Nord, Afrique du Sud, Australie) à la conquête de Canaan par Josué.

Déjà Mohamed Taleb était allé plus loin dans l'idée que le sionisme a des origines chrétiennes. Les Chrétiens sionistes, ce sont les « dissidents » du protestantisme (évangélistes, puritains).

Shlomo Sand parle aussi des Anglicans et il accumule des faits sur l'histoire anglaise. Dès le XVI^e siècle avec la Réforme, la Bible est traduite. Le monde hébraïque antique, tel qu'il est décrit dans la Bible devient familier. Le « juif irréel » devient sympathique. Après plusieurs siècles d'interdiction de séjour, Cromwell (en 1656) autorise le retour des Juifs en Angleterre (des facteurs économiques jouent aussi. Les Juifs chassés d'Espagne et réfugiés aux Pays-Bas ont contribué à la prospérité de ce concurrent).

De nombreux personnages publics britanniques évoquent le « retour » des Juifs en Palestine (au XIX^e siècle, Shaftsbury, Palmerston et bien sûr Disraeli, Premier ministre). Les Britanniques manifestent un intérêt croissant vers la Palestine, pièce essentielle sur la route de l'Inde.

À partir des pogroms de 1881, des millions de Juifs de l'empire russe partent vers l'Ouest. Ils iront principalement vers les États-Unis car la Grande-Bretagne ferme ses portes. Premier ministre en 1905, Lord Balfour fait adopter en 1905 une loi très restrictive contre l'immigration, principalement celle des Juifs. Il tiendra publiquement des propos antisémites. Le même enverra à Rothschild la fameuse déclaration Balfour en 1917. Il n'y a pas contradiction. Pour Balfour, les Juifs sont « inassimilables » s'ils viennent en Europe mais ils deviennent des colons servant les intérêts de l'empire britannique s'ils vont s'installer en Palestine. Pour de nombreuses raisons, dont l'attachement à une lecture familière de la Bible, la déclaration Balfour a fait consensus chez les principaux hommes politiques britanniques.

On a donc eu au début du XX^e siècle la rencontre de trois phénomènes politiques qui ont rendu faisable le projet sioniste : une sensibilité chrétienne issue du monde protestant articulée avec une vision coloniale britannique, l'antisémitisme virulent en Europe de l'Est et l'apparition d'un nationalisme juif qui a tout inventé : l'histoire, la terre, la langue.

Le sionisme et la religion juive

On connaît les virulentes critiques contre le sionisme, venues des Juifs socialistes qui seront hégémoniques dans le monde juif européen jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Le Bund, parti ouvrier préconisant « l'autonomie culturelle » des Juifs sans territoire spécifique, était farouchement antisioniste. Et les partis ouvriers socialistes ou communistes dans lesquels militaient beaucoup de Juifs étaient aussi très critiques.

On connaît moins l'opposition radicale des Juifs religieux au sionisme. Le livre de Yacov Rabkin *Au nom de la Torah*, l'opposition juive au sionisme apporte de nombreux faits. On a souvent en tête l'attitude actuelle des religieux juifs. Depuis 1967, ils sont devenus majoritairement colonialistes, nationalistes et racistes à l'image d'Ovadia Yossef, fondateur du Shass ou du grand rabbin de la ville de Safed qui interdit de louer à des « Arabes ». Il n'en a pas toujours été ainsi et Shlomo Sand rappelle que, pour les religieux, la « terre sainte » n'a jamais été la patrie des Juifs. Le judaïsme réformateur était contre le sionisme car il craignait (à juste titre) que cela retarderait la marche vers l'égalité des droits. Les Juifs orthodoxes étaient encore plus durs. Citons certains de leurs propos : « Reçois la Torah dans le désert, sans pays, sans propriété terrienne », « Les sionistes n'aspirent qu'à secouer le joug de la Bible et des commandements pour n'en conserver que le national, voilà ce que sera leur judaïsme ».

Dans le sionisme, la terre remplace la Bible, et la prosternation devant le futur État prend la place de la ferveur envers Dieu.

Quand Theodor Herzl essaiera de rallier au sionisme les rabbins, l'immense majorité d'entre eux protestera et organisera même une résistance aux idées sionistes. Ils publieront à plusieurs en 1900 une brochure : « Livre éclairant, pour les honnêtes gens, contre le système sioniste ».

Le sionisme n'est pas seulement en contradiction avec les droits fondamentaux (refus du racisme, du colonialisme, des inégalités), il est aussi en contradiction avec la religion. Il a nationalisé le langage juif religieux et transformé la Bible en un livre de conquête coloniale.

Le sionisme et les Arabes

La question de la présence d'Arabes en Palestine au début du mouvement sioniste n'a quasiment jamais été soulevée. Comme la plupart des colonisateurs, les sionistes n'ont pas vu (ou pas voulu voir) le peuple autochtone.

Pourtant, alors que jusqu'en 1922, l'immigration des Juifs en Palestine est autorisée, ce pays reste arabe à 90% à cette époque. Et les Palestiniens formeront les 2/3 de la population quand la guerre de 1948 éclate.

Il y a eu chez les sionistes des humanistes qui imaginaient une coexistence pacifique avec les Palestiniens. Citons Ahad Haam ou plus tard Martin Buber. Mais ils ont vite été débordés par les partisans du « transfert », l'expulsion des Palestiniens.

Dans son film *La terre parle arabe*, la cinéaste franco-palestinienne Maryse Gargour montre que tous les dirigeants sionistes étaient favorables au « transfert » dès 1930. Ils ne divergeaient que sur la méthode pour y parvenir.

Dès 1930, la plupart des recherches sionistes sur le passé se sont efforcées de situer et de maintenir la terre d'Israël au centre de « l'être juif ». Ils sont parvenus à une conclusion insensée : « Les Arabes se sont emparés de la terre d'Israël en 634 et ils s'y sont maintenus depuis lors en tant qu'occupants étrangers ». Certains propagandistes vont même jusqu'à comparer avec la présence arabe en Espagne qui a duré plus de 7 siècles. En fait, au-delà de tous les textes d'autojustification, la colonisation sioniste n'a connu comme seul frein que les limites du rapport de force. C'est pourquoi le gouvernement israélien actuel qui est soutenu à bout de bras par l'Occident semble pouvoir tout se permettre.

Shlomo Sand analyse plusieurs mythes qui ont accompagné la conquête sioniste : celui du travail, celui des kibboutz qui, au-delà de l'idéal égalitaire, étaient avant tout des instruments de conquête de la terre réservés aux seuls Juifs, et celui du syndicat Histadrout, réservé lui aussi aux seuls Juifs. Les kibboutz ont systématiquement été installés dans les zones frontalières pour empêcher le retour des « infiltrés » (= les réfugiés palestiniens). Ils sont en déclin aujourd'hui parce qu'on est passé à une nouvelle forme de colonisation.

Depuis 1967

Le mythe de la terre a guidé la politique sioniste. Depuis 1967, il en est le centre.

La colonisation sioniste s'est faite sous l'égide imaginaire, dynamique et mobilisatrice de la « rédemption du sol ».

Shlomo Sand est très sévère pour la « gauche sioniste » qui a participé à toutes les conquêtes.

Il y a eu consensus pour le concept de « judaïsation de la terre » qui signifie bien sûr l'expulsion des Palestiniens. Les nationalistes les plus zélés sont venus de la gauche : Moshé Dayan, Yigal Allon.

Shlomo Sand pense que la guerre de 1967 n'était préméditée ni d'un côté, ni de l'autre. J'ai des doutes à partir d'un témoignage familial. Un cousin de mon père, général de l'armée de l'air israélienne, m'a affirmé dès juillet 1967, qu'Israël n'avait pas été menacé, que les projets de bombardements étaient prêts depuis des années et que la colonisation allait commencer.

Dès la fin de cette guerre, les intellectuels israéliens les plus éminents ont signé le « Manifeste pour le grand Israël », prélude à la colonisation. 20 ans plus tard et malgré l'Intifada, le principe de l'État « ethno-démocratique » a repris le dessus. Le sionisme est une machine infernale qui ne saura pas s'arrêter d'elle-même.

Pour conclure

Logiquement, Israël se retrouve aujourd'hui gouverné par une coalition d'extrême droite. Le consensus qui a abouti à cela vient en partie d'une histoire totalement réécrite. Comme pour son livre précédent, Shlomo Sand sera sûrement très lu en Israël. Les sionistes l'injurieront. On enverra d'éminents spécialistes pour réfuter des faits pourtant indéniables. Ce livre doit nous aider à démonter les mythes meurtriers. Le jour où la « rupture du front intérieur » sera possible en Israël, ce livre, comme le précédent, aidera les Israéliens à se débarrasser d'une identité falsifiée qui contribue à détruire la société palestinienne mais qui est aussi suicidaire à terme pour les Israéliens.

Pierre STAMBUL, 5 novembre

Comment la terre d'Israël fut inventée, Shlomo Sand (Flammarion)

<https://www.paperblog.fr/7353692/comment-la-terre-d-israel-fut-inventee/amp>

URL de cet article 39080 : <https://www.legrandsoir.info/commntla-terre-d-israel-fut-inventee-shlomo-sand.html>

Ni « ensemble », ni « nous gagnerons »



Ce texte est paru le 7 novembre dans le journal israélien Ha'aretz. Son auteur souhaite garder l'anonymat, et en lisant ce qu'il écrit, on le comprend ! (ps. : le rendu en français est malheureusement très terne en comparaison avec l'original hébreu, d'où quelques précisions apportées par le traducteur E , entre parenthèses))

Le mot « **ensemble** » m'a toujours terrifié. Après tout, il vient du monde des troupes ou des soirées de chant participatives. De la monotonie dominatrice et de l'effacement de l'identité [de l'individu]. À mon avis, une voix est le contraire de celle de tout le monde [un jeu de mots entre les homophones « qol » (voix) et « kol » (tout/tous) - E.]. Et « ensemble » a parfois tendance à se glisser au point de devenir un consensus, que Dieu nous garde.

Et voilà, je dois être « ensemble ». Pour vaincre. Mais avec qui exactement ? Avec les nuées de racistes et de maccarthystes qui ont surgi des fosses septiques humaines ?

« **Ensemble** » avec la police et les procureurs qui participent avec enthousiasme et diligence à la chasse aux sorcières menée par les mouchards des réseaux sociaux ? Est-ce « ensemble » avec les Ben-[Gvir] et Smotrich [comprendre ici les deux ministres Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich, mais aussi leurs acolytes et supporteurs colons – E.], qui profitent des horreurs de la guerre pour déclencher des pogroms chez leurs voisins et spolier leurs terres ? « Ensemble » avec la bande de généraux revenus coloniser les studios [TV – E.] et y écouter leurs clichés moisis ? Sauf un champion qui insiste pour parler raisonnablement. Je ne citerai pas son nom de crainte qu'il ne soit exposé à des ennuis.

Est-ce qu'on me demande d'être « avec » le ministre de la défense en fermant le robinet d'eau pour des nouveau-nés et des bébés ? Avec un porte-parole de Tshal qui ne sait pas prononcer les simples mots « Des Palestiniens qui ne sont pas impliqués » ? Avec trois chaînes de diffusion devenues des chaînes de propagande qui marchent sur des œufs, de peur de déranger la tranquillité de leur troupeau de téléspectateurs ?

Être « **ensemble** » avec Amichai Eliyahu ? Un polymathe [ironique, je suppose – E.], qui est également bombardier nucléaire, à la fois « méchant et fils de méchant » et ministre du patrimoine. Tant que c'est lui qui est chargé de l'héritage, les enfants doivent être vaccinés contre celui-ci.

« **Ensemble** » avec l'ex-ministre de l'information et avec l'excentrique Yossian, les marchands agréés d'idées génocidaires ? Pour une raison quelconque, ils ne sont pas convoqués à une enquête policière, comme [a contrario] quiconque fait preuve d'une once de compassion pour un bébé écrasé sous les décombres de sa maison bombardée.

Est-ce pour être « avec » l'ambassadeur aux Nations Unies qui, dans un geste kitsch de survivant de la Shoah, a épinglé un patch jaune sur le revers de sa veste ? Je pense que même le patch jaune a rougi sous l'intensité de la honte. Pour la gouverne de l'ambassadeur et de tous les autres « signaleurs des nazis » [mes guillemets – E.], voici quelques lignes directrices de base pour identifier les nazis : il faut un peuple convaincu qu'il est supérieur dès la naissance. Nous avons besoin d'une série de lois sur la race et la discrimination. Et nous avons besoin d'un peuple, ou des plusieurs, qui sont considérés comme inférieurs et doivent donc être conquis, réduits en esclavage, déportés ou exterminés. C'est le nazisme. Je suis convaincu que même son

excellence l'ambassadeur sera en mesure d'identifier des modèles plus appropriés dans notre région à des fins de comparaison.

Je suis désolé, mais je ne peux pas être « ensemble » avec tout ça. Je ne l'ai jamais été et j'espère que je ne le serai jamais. Vous devrez vous débrouiller sans moi.

Et quant à la « **victoire** », il n'y aura pas de victoire cette fois non plus. Il y aura pulvérisation, déchiquetage, démolition, écrasement et vengeance. Mais il n'y aura pas de victoire. Parce qu'il semble que nous soyons destinés, ou peut-être nous sommes-nous condamnés, à ressembler à cet homme du film « Un jour sans fin », qui revit encore et encore le même jour. Nous aussi. Encore et encore, nous avons déjà « vaincu » les Palestiniens. Encore et encore et encore Et pourtant, nous nous réveillons encore et encore avec ce jour d'hier, coincés dans un cercle vicieux dont il n'y a aucune issue.

Nous ne pourrons célébrer une véritable victoire qu'après la réalisation de deux rêves irréalisables : la libération complète de l'occupation et l'établissement d'un mur d'acier entre la religion et l'État. Ce n'est qu'alors que nous pourrons peut-être permettre au peuple palestinien de se construire un foyer national. Un foyer qui lui donnera des droits humains, le goût de la vie et de l'air à respirer. Parce que ce n'est que lorsqu'il aura également un domaine [une terre à soi – E.] que nous serons tranquilles.

Ce serait une victoire. Et il n'existe aucune autre.

Michaël B., 8 novembre 2023

URL de cet article 39100 : <https://www.legrandsoir.info/ni-ensemble-ni-nous-gagnerons.html>



En Israël, la gauche anti-apartheid tient le cap malgré la peur et la douleur

Peur, peine et solitude, des militants de la gauche israélienne anti-apartheid racontent ces 12 jours d'enfer qui plongent Israël, la Palestine et le moyen Orient dans une crise sans précédent.

Israël vivait, il y a encore quelques semaines, un mouvement de contestation encore jamais vu dans son histoire. Des millions de personnes manifestaient dans les rues pour défendre la démocratie et s'opposer à la réforme judiciaire prévue par le gouvernement Benjamin Netanyahu, une coalition incluant l'extrême droite religieuse. Parmi les manifestants, une minorité d'entre eux constituait un bloc anti-apartheid, rappelant que la démocratie israélienne n'existera pas tant que le pays continuera de nier des droits des Palestiniens. À l'heure où les Israéliens enterrent leurs morts ou attendent avec fébrilité des nouvelles des otages, des millions de Gazaouis vivent sous les bombes de l'État hébreu, qui a promis « l'enfer » sur la bande de Gaza. En 12 jours, tout a changé.

Une gauche déjà minoritaire en état de choc

Malgré le deuil, la colère et les divisions d'une gauche déjà morcelée, une infime minorité d'Israéliens tentent pourtant de faire exister une voix anticoloniale dans le pays. Haggai Matar est de ceux-là. Militant des droits humains et anti-apartheid, le journaliste et directeur du site d'information +972 peine encore à trouver les mots après l'attaque du Hamas le 7 octobre dernier, durant laquelle il a perdu des proches. « *C'est difficile et très douloureux comme moment. La peur se mélange à la peine au chagrin et à la colère. J'ai des amis qui ont perdu leurs proches dans le sud, d'autres qui ont été kidnappés. Mais aussi des gens avec qui je travaille à Gaza qui se font bombarder* », détaille-t-il. Malgré la douleur, lui et les membres de sa rédaction ne perdent pas de vue le contexte d'où est née cette violence, comme ils le rappellent sous chacun de leurs articles : « *Cette escalade de violence a un contexte très clair, celui que +972 a passé 13 ans à couvrir : le racisme et le militarisme grandissant de la société israélienne, l'établissement de l'occupation et la normalisation du siège de Gaza* ».

Yasmin Eran-Vardi, militante pour les droits humains qui a refusé de servir dans l'armée en 2019 en tant qu'objectrice de conscience, se sent « *impuissante* ». Elle a vécu ces deux dernières années en Cisjordanie où elle militait avec des activistes palestiniens contre la colonisation. Si l'attaque du Hamas et les bombardements israéliens n'ont pas coupé les ponts entre militants israéliens et palestiniens, elle évoque surtout une peur que tous partagent : « *Les militants palestiniens avec lesquelles je milite ne sont pas fiers des actions du Hamas, tout comme les militants israéliens ne soutiennent pas la vengeance choquante de l'armée israélienne. Aujourd'hui, quand je parle avec des Palestiniens, je ressens surtout une peur terrible pour l'avenir. Dans une telle situation, il ne fait aucun doute que la confiance entre les deux parties puisse être endommagée* ».

Juste après l'attaque du 7 octobre, Haggai Matar a publié un article qui résume l'effroi vécu par les Israéliens et les contradictions auxquelles fait face la gauche israélienne. Son texte se termine par ces mots : « *Tout ce que je ressens maintenant et que chaque Israélien doit ressentir fait partie de la vie de millions de Palestiniens depuis bien trop longtemps. La seule solution, comme cela a toujours été le cas, est de promouvoir un avenir fondé sur la justice et l'égalité pour nous tous* ».

Ce message est-il audible en Israël ? La réponse est plus compliquée, tant la gauche anti-apartheid reste minoritaire dans ce pays, « *encore plus en ce moment* », analyse Yasmin Eran-Vardi. « *Il y a eu un grand choc, une grande peur et beaucoup de militants se sont effondrés sous le poids et sous la gravité des événements incessants en Cisjordanie et à Gaza. Dans la gauche moins radicale, ce qu'on appelle la gauche sioniste, on voit un sentiment de repli vers la droite, comme cela se produit souvent en temps de guerre* », poursuit la militante.

Une gauche divisée entre impératifs moraux et politiques

Ce repli vers la droite a par exemple été observé à la Knesset (l'Assemblée nationale israélienne) lors d'un échange entre la députée Aida Touma-Sliman, qui siège pour le parti Hadash (liste juive et musulmane non sioniste), et une députée du parti centriste d'opposition Yesh Atid, l'une des forces politiques majeures du mouvement de contestation contre le gouvernement en 2023 : « *Aucun enfant, qu'il soit juif ou palestinien, n'est coupable et aucun enfant ne devrait être victime de ce cycle de violence* », a déclaré la députée Aida Touma-Sliman. Réponse de la députée centriste : « *Les enfants de Gaza ont amené [les bombardements] sur eux* », comme pour légitimer les frappes israéliennes sur Gaza qui ont tué 3 500 personnes jusqu'à présent. « *C'est très compliqué pour la gauche en ce moment. En dehors de la gauche antiapartheid, on a vu des gens du camp moral*

ou modéré, qui étaient nos alliés sur certains sujets, qui soutiennent désormais l'attaque contre Gaza », témoigne Haggai Matar.

Mais dans le même temps, le traumatisme des attaques du 7 octobre est encore vif et même pour la gauche radicale, où les affects viennent percuter les positions politiques. « On voit aussi des gens de la gauche palestinienne qui justifient, nient, excusent ou se réjouissent des massacres de milliers d'Israéliens. C'est aussi très douloureux et on se sent très seul. On est déçu par ces deux groupes, on a l'impression qu'ils nous ont abandonnés ou qu'on doit choisir un camp », poursuit Haggai Matar. Sans nier le droit aux Palestiniens de résister, même militairement (reconnu par le droit international) il parle d'une « ligne qui a été franchie », en s'attaquant à des civils. « C'est juste au-delà de ce que je pense pouvoir être acceptable dans une lutte de libération. Il est important de suivre cette ligne en disant que la résistance palestinienne est légitime, mais qu'elle aussi a des limites », nuance-t-il.

Une coalition de chercheur et d'ONG israéliennes a d'ailleurs publié un texte dénonçant le silence d'une partie de la gauche en Israël ou à l'international : « Soyons clairs, il n'y a aucune justification pour tirer sur des civils dans leurs foyers ; aucune rationalisation pour le meurtre d'enfants devant leurs parents ; aucune raison pour la persécution et l'exécution de personnes participant à des fêtes. Légitimer ou excuser ces actions revient à trahir les principes fondamentaux de la politique de gauche. »

Cette position ne fait pourtant pas consensus. Lundi 16 octobre, la militante Orly Noy, figure du camp anti-apartheid et directrice de l'ONG B'tselem (qui n'a pas signé cette tribune), fustigeait une posture « humanitaire » de la gauche israélienne, prête à être solidaire avec les Palestiniens seulement lorsqu'ils sont victimes de l'État hébreu : « Nous ne devons pas oublier qu'il s'agit essentiellement d'une question politique et non humanitaire, et que l'analyse des relations de pouvoir et de l'oppression ne peut pas changer même si l'équation des victimes est très momentanément mise à mal. C'est le rôle d'un camp politique, et c'est plus important que jamais », écrit-elle sur X.

Après un an de contestation, un pays qui fait désormais bloc derrière l'armée

La division de la gauche quant à la posture à adopter face aux bombardements israéliens sur Gaza semble prendre racine dans les mêmes contradictions que celles qui ont émergé lors des manifestations pro-démocratie plus tôt cette année. Comment défendre la démocratie tout en interdisant les drapeaux palestiniens et en manifestant aux côtés d'une armée d'occupation ?

« L'armée prend une énorme place dans l'identité israélienne, on est éduqué très jeune aux enjeux militaires, on nous dit que c'est la seule manière de protéger notre peuple. Je ne crois pas à ça, mais c'est une opinion très controversée ici », explique Einat Gerlitz, 20 ans, militante pour les droits humains, qui a aussi refusé de s'engager dans l'armée l'année dernière, et a pour cela été emprisonnée pendant 87 jours.

Dans les heures qui ont suivi l'attaque du Hamas, des critiques ont fusé contre le gouvernement, dénonçant l'impréparation de l'armée, mais aussi le manque de soutien pour les victimes des attaques dans le sud du pays. Einat Gerlitz raconte le sentiment d'abandon qu'ont pu ressentir les Israéliens : « Beaucoup de gens sont en colère, le gouvernement n'a pas fait son travail, l'armée n'était pas préparée, ils n'ont pas pris soin des citoyens. Les gens livrent de la nourriture, des vêtements et des soins eux-mêmes aux résidents du sud », dit-elle.

Malgré tout, le pays fait désormais corps derrière l'armée. Après l'attaque du 7 octobre, l'état de guerre a été déclaré et 360 000 réservistes ont été mobilisés. « De nombreuses personnes qui manifestaient sont désormais enrôlées dans l'armée, contrôlées par le même gouvernement auquel ils s'opposaient. Nombre d'entre eux participent maintenant à commettre des crimes de guerre à Gaza », souffle la militante Yasmine-Eran-Vardi. Alors que les Palestiniens ont été qualifiés « d'animaux » par le ministre israélien de la Défense, la rhétorique vengeresse, voire génocidaire du gouvernement israélien, semble s'être propagée dans la population. Sur CNN, un soldat de Tsahal déclarait lors d'une interview que la guerre que mène actuellement Israël ne vise pas seulement contre le Hamas, mais tous les civils palestiniens.

Tenir la ligne malgré la haine et la censure

Depuis le début des bombardements israéliens sur la bande de Gaza, le média +972 tente aussi de couvrir la situation des Palestiniens et de rappeler que des crimes de guerre s'y déroulent aussi, à l'inverse de la majorité des médias mainstream israélien. « Comme d'habitude, nous voyons les médias ne pas rendre compte de la crise humanitaire, de l'ampleur des bombardements et des destructions qui se déroulent à Gaza. On voit parfois la mention d'une « attaque en cours, mais sans jamais de reportages sur place. Les Israéliens ne comprennent pas l'ampleur de la catastrophe qui se déroule à Gaza », se désole Haggai Matar. Selon le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), 17 journalistes sont morts depuis le début des bombardements israéliens.

Si la censure militaire est très forte, notamment en temps de guerre, il pointe aussi « l'autocensure » des journalistes israéliens. Jeudi, +972 rapportait un « climat grandissant de répression » en Israël à l'encontre de quiconque manifeste le moindre signe de soutien aux Palestiniens. 50 étudiants palestiniens d'Israël ont été convoqués en comité disciplinaire pour des publications sur les réseaux sociaux accusés de faire l'apologie du Hamas. Plusieurs d'entre eux ont été exclus des universités. L'enquête de +972 fait aussi état de licenciements, d'arrestations et d'emprisonnement, ainsi que d'une attaque contre le domicile du journaliste israélien Israël Frey, connu pour ses positions critiques contre l'occupation. Dans une vidéo publiée sur X mercredi soir, le journaliste, face caméra, en appel aux centristes mobilisés il y a encore quelques semaines dans les manifestations contre le gouvernement : « Si maintenant vous parlez le même langage que Ben Gvir, si la colère et la peine vous ont rendu incapable d'offrir une alternative aux politiques corrompues du gouvernement de Netanyahou et de Smotritch, il n'y aura plus de place pour vous dans ces manifestations ».

« On est accusés d'être des traîtres, de coopérer avec l'ennemi. Une des victimes de l'attaque du Hamas était un militant anti-occupation, quand nous avons annoncé sa mort, de nombreux Israéliens ont exprimé leur joie en nous souhaitant un destin similaire », décrit avec effroi Yasmin Eran-Vardi.

Les médias étrangers sont aussi pointés du doigt par Haggai Matar, qui parle « d'une disparité terrible dans la manière dont le monde perçoit les Israéliens et les Palestiniens, ce qui explique pourquoi nous en sommes là ». Pour lui, l'impasse de la situation actuelle se trouve aussi dans le déni de caractériser la colonisation et le blocus de Gaza comme des crimes de guerre, « comme la communauté internationale a pu le faire pour les crimes de guerre du Hamas ».

Simon MAUVIEUX, 19 octobre 2023

<https://rapportsdeforce.fr/pas-de-cote/en-israel-la-gauche-anti-apartheid-tient-le-cap-malgre-la-peur-et-la-douleur-101919377>

Humour de Philippe Geluck



Gideon Levy, journaliste israélien :

« L'occupation ne cessera pas tant qu'Israël n'en paiera pas le prix »



Gideon Levy.

« La paix ne viendra pas de la société israélienne. Les Israéliens ne se réveilleront pas un matin en se disant que l'occupation est trop cruelle, que l'apartheid est illégal et qu'il faut y mettre fin », déclare Gideon Levy.

Selon le journaliste et auteur israélien, Gideon Levy, l'armée israélienne commet régulièrement des « crimes de guerre » dans les territoires palestiniens occupés depuis 55 ans, et pas seulement en temps de guerre, et le seul moyen de mettre fin à l'occupation est que le gouvernement de Tel-Aviv commence à en « payer le prix ».

Levy, qui écrit pour le journal israélien *Haaretz*, est l'une des rares voix dans son pays à s'opposer à l'occupation et à décrire Israël comme un « régime raciste ».

Depuis une quarantaine d'années, Gideon Levy, qui suit personnellement les événements en Cisjordanie occupée en tant que journaliste de terrain, estime que la société et le gouvernement israéliens se trouvent actuellement dans un « état d'esprit extrêmement radical ».

Compte tenu de cette situation, Levy, qui ne pense pas qu'Israël fera des concessions pour la paix, estime que le seul espoir réside dans une intervention internationale.

Rappelant que le président américain Joe Biden se prépare pour les prochaines élections, le journaliste israélien déclare qu'il ne pense pas que cette intervention internationale soit très probable.

Décrivant l'état antérieur de la société israélienne comme « assez mauvais », Levy a déclaré à *Anadolu* qu'au cours des dernières semaines, la société a évolué encore plus vers le « racisme ».

Levy ne croit pas qu'un changement positif vers la paix viendra de la part de la société israélienne.

« Elle (la paix) ne viendra pas de la société israélienne. Les Israéliens ne se réveilleront pas un matin en disant : L'occupation est trop cruelle, l'apartheid (régime raciste) est illégal, mettons-y fin ».

« Cela ne se produira que si les Israéliens commencent à payer le prix de l'occupation, s'ils sont punis pour l'occupation qu'ils poursuivent et s'ils se rendent compte que le coût qu'ils doivent payer pour poursuivre l'occupation est trop élevé », a-t-il estimé.

Toutefois, Levy a souligné que la situation « n'en est pas encore à ce stade » et a déclaré que la communauté internationale « doit cesser de parler et agir ».

« Je ne pense pas que cela se produise dans un avenir proche. Mais je pense que le jour viendra où la communauté internationale dira « ça suffit ». J'attends ce jour, mais il ne semble pas très proche », a-t-il ajouté.

Israël commet des crimes de guerre tous les jours depuis 55 ans

L'ancien capitaine et pilote Yonatan Shapira, qui a démissionné de l'armée israélienne, a utilisé les mots « l'armée israélienne est une organisation terroriste, ses commandants sont des criminels de guerre » dans une déclaration à Anadolu en 2021.

Lorsqu'on lui demande s'il est d'accord avec les propos de Shapira en tant que journaliste qui suit de près les pratiques de l'armée israélienne depuis des décennies, Gideon Levy répond : « Tout d'abord, Shapira est mon ami, et oui, je suis d'accord avec lui ».

Et de poursuivre :

« Ce qu'Israël fait quotidiennement depuis 55 ans (depuis l'occupation de 1967) en Cisjordanie est un crime de guerre. Des colons (juifs illégaux) au transfert de prisonniers (palestiniens) en Israël, des enlèvements nocturnes de personnes à leur domicile aux punitions collectives, tout cela constitue des violations du droit international ».

Soulignant que tout cela se produit dans la vie quotidienne, et pas seulement en temps de guerre, Levy ajoute : « Il ne fait aucun doute que l'occupation est un crime qui doit cesser. Je me bats contre cela depuis près de 40 ans ».

Les médias israéliens cachent la brutalité

Selon Levy, la plupart des Israéliens ne voient pas grand-chose de la « brutalité » commise à Gaza.

Le journaliste israélien a déclaré :

« Pour être honnête, si je veux voir ce qui se passe, je dois regarder des chaînes comme Al Jazeera, TRT et CNN parce que les chaînes, les médias et les journaux israéliens essaient de ne pas montrer la plupart des brutalités. C'est seulement ainsi que je peux avoir une vue d'ensemble ».

Affirmant que l'attaque d'une zone densément peuplée comme Gaza de cette manière fait payer un lourd tribut aux civils, Levy affirme : « Mon discours reste sans voix face à ce qui se passe ».

Toutefois, selon lui, le gouvernement israélien bénéficie d'un soutien quasi unanime de la part de la société en ce qui concerne la guerre.

« Ils (les Israéliens) sont actuellement en train de se faire une idée de la situation. Ils sont actuellement unis sur deux objectifs. Le premier est la libération de tous les otages, qui est actuellement l'objectif principal. Ensuite, ils pensent pouvoir vaincre complètement le Hamas. Je pense que le gouvernement a tout le soutien nécessaire pour poursuivre la guerre ».

À la question « Israël reprendra-t-il une attaque de grande envergure après la fin de la « pause humanitaire » ? », le journaliste israélien répond :

« Je crains que oui, mais les prochains jours montreront la situation. La dynamique actuelle est positive. L'accord fonctionne ; les otages rentrent chez eux chaque jour, de même que les prisonniers palestiniens, ce qui me rend heureux. Mais cela ne peut pas durer éternellement ».

« Je ne pense pas qu'Israël cessera de faire la guerre. J'espère qu'elle ne reviendra pas avec la même intensité, car si c'est le cas, cela signifiera la destruction de la partie sud de Gaza ; il y a déjà plus de deux millions de personnes ici », a-t-il déclaré.

« Même s'ils détruisent complètement le sud de Gaza et vainquent le Hamas, le lendemain, Israël n'a aucune idée de ce qui se passera. Il n'y a pas de plan. Et s'il n'y a pas de plan, la guerre devrait s'arrêter », a-t-il ajouté.

À la question de savoir si les États-Unis voudraient arrêter la guerre ou donner à Israël le feu vert pour de nouvelles attaques, Levy a répondu :

« Je pense qu'ils prendront une position médiane. Ils ne les arrêteront pas complètement, mais ils ne permettront pas (à Israël d'attaquer) comme avant. Il reste à savoir si Israël écouterait vraiment les États-Unis et quelle sera l'intensité de la pression exercée ».

En ce qui concerne la question de savoir si la société israélienne ferait des concessions pour la paix, Levy a déclaré :

« Absolument pas pour l'instant. La société israélienne est animée d'un intense sentiment anti-arabe. Nous avons besoin de nouveaux dirigeants. Je ne vois rien (à propos de concessions) dans le leadership actuel et dans l'état d'esprit actuel du public israélien, qui est actuellement très extrême, très nationaliste et très à droite ».

« Le seul espoir est une intervention internationale, mais je ne pense pas que cela se produira. En effet, les États-Unis entrent dans une année électorale et je ne pense pas que Biden en fera plus. Je ne vois aucun espoir pour l'instant », a-t-il souligné.

Israël veut à nouveau expulser les Palestiniens, mais ce n'est pas possible

Levy a également commenté la question des déclarations répétées entre les ministres israéliens et d'autres fonctionnaires sur la relocalisation des Palestiniens en dehors de la bande de Gaza.

« Israël serait ravi de nettoyer Gaza du peuple palestinien. Le problème est que ce n'est ni éthique, ni légal, ni pratique à la fois », a-t-il déclaré.

« Personne n'acceptera 2,3 millions de personnes. Personne ne permettra à Israël de transférer 2,3 millions de personnes. Israël n'a pas le droit de décider où les habitants de Gaza vivront. Israël n'a pas le droit de prendre une telle décision ».

« Israël a commis une Nakba (grande catastrophe) et n'a pas le droit de commettre une seconde Nakba », a-t-il défendu.

Affirmant qu'Israël soulève constamment cette question parce qu'il n'a pas d'autres solutions et qu'il pense pouvoir réellement expulser les Palestiniens de Gaza, Levy a souligné l'humeur extrêmement nationaliste qui règne dans l'État d'Israël actuel.

« Vous savez, ils ont essayé cela en Cisjordanie aussi. Déjà, 16 villages de Cisjordanie ont été évacués. Ils ne pouvaient pas supporter la terreur des colons, et il n'y avait personne pour les arrêter. Ils essaieront (d'évacuer Gaza) autant que possible, mais je ne pense pas que cela se produira. Ce n'est pas possible ».

Levy a souligné qu'Israël mettait la région en danger par ses actions, même s'il ne possède pas d'armes nucléaires :

« Israël veut être un État juif, il a le droit d'être un État juif, mais il veut aussi avoir une démocratie, et cela ne fonctionne pas. Pour être un État juif, il faut une majorité juive claire ».

« Il n'y a pas de majorité juive ; il y a actuellement environ 7,5 millions de juifs et 7,5 millions de Palestiniens entre le fleuve et la mer. On ne peut pas être un État juif lorsque deux peuples vivent sous votre gouvernement, sous votre occupation, sous votre régime. C'est pourquoi Israël a fait son choix et a préféré être un État juif plutôt qu'un État démocratique », a-t-il déclaré.

Interrogé sur la liberté de critiquer Israël de la sorte s'il était Palestinien, Levy a répondu :

« La réponse à cette question est très claire. Bien sûr que non. La plupart de mes propos ne pourraient pas être tenus par un Palestinien. Cela n'arriverait pas dans la réalité d'Israël, surtout pas après une guerre. Si j'étais un Palestinien, j'aurais été en prison pour bien moins que ce que je dis aujourd'hui ».

Turgut ALP BOYRAZ

aa.com.tr

29 novembre 2023

Traduction : Tuncay Çakmak

<https://fr.sott.net/article/42915-Gideon-Levy-journaliste-israelien-L-occupation-ne-cessera-pas-tant-qu-Israel-n-en-paiera-pas-le-prix>

Pourquoi tant de Juifs dénoncent-ils la guerre d'Israël contre Gaza ?



Il existe une profonde division entre les sionistes, défenseurs d'Israël, d'une part, et, d'autre part, les Juifs, tant pratiquants que non pratiquants, qui rejettent le sionisme et donc l'idée même d'un État séparé pour les Juifs. De nos jours, la plupart des Juifs se situent quelque part entre les deux. Pendant longtemps, ils se sont plaints des actions d'Israël sans pour autant remettre en question la nature ethnocratique de l'État israélien. Pour eux, le « droit d'Israël à exister » est fondamental afin d'assurer durablement la sécurité physique des Juifs israéliens. Même si la plupart d'entre eux vivent dans des démocraties libérales, il leur est difficile de concevoir qu'Israël puisse changer de nature, comme l'a fait l'Afrique du Sud il y a quelques décennies, et devenir un État libéral avec des droits égaux pour tous sur l'ensemble du territoire, sous contrôle israélien, entre la Méditerranée et le Jourdain.

La véhémence de l'assaut d'Israël sur Gaza a conduit de nombreux Juifs dans le monde, en particulier les jeunes, à refuser toute association avec l'État d'Israël. D'autres, tout aussi nombreux, refusent de rester dans le silence et dénoncent la réponse vengeresse d'Israël à l'attaque brutale du Hamas sur son territoire le 7 octobre 2023.

Peu après le début de l'opération israélienne contre Gaza des centaines de manifestants juifs ont bloqué la gare centrale de New York pour demander un cessez-le-feu immédiat. Une semaine plus tôt, des Juifs enveloppés dans des châles de prière avaient organisé un sit-in devant le Congrès américain à Washington. Après avoir réclamé la fin des violences, ils ont ouvert leurs livres de prières et commencé à réciter les mots anciens qui ont soutenu les Juifs pendant des générations. Il y a quelques jours, des Juifs ont déployé des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « Les Palestiniens doivent être libres » au pied de la Statue de la Liberté à New York.

Des Juifs ultra-orthodoxes antisionistes ont pris une part active dans les manifestations d'appui aux Palestiniens dans le monde entier. Ils estiment que l'État sioniste n'est pas simplement une « appropriation » de leurs symboles et de leur identité juive, mais qu'il est en plus à l'origine d'un conflit sanglant dans lequel souffrent des Juifs et des Palestiniens innocents.

En effet, Israël est un État sioniste. Il incarne le nationalisme ethnique est-européen façonné à la fin du XIXe siècle, plutôt que le judaïsme qui s'est développé pendant des millénaires. Dès le départ, les sionistes ont méprisé les Juifs traditionnels et le judaïsme, car ils cherchaient à créer une nouvelle espèce : l'intrépide fermier guerrier hébreu. Ils ont réussi au-delà de leurs rêves les plus osés. Israël a construit une société mobilisée et une formidable machine de guerre de haute technologie. Au fur et à mesure que la société israélienne s'est déplacée vers la droite, elle a consolidé le soutien des extrémistes de droite, racistes et même ouvertement antisémites, dans le monde entier, comme les suprématistes blancs aux États-Unis.

Israël est la colonie de peuplement la plus récente. La Rhodésie et l'Algérie ne sont plus qu'un lointain souvenir. L'Afrique du Sud s'est libérée de l'apartheid officiel. Alors que les colons des Amériques et de l'Océanie ont perpétré un génocide contre les autochtones au XIXe siècle, Israël a entamé un nettoyage

ethnique massif assez tardivement, en 1947 seulement. Certains, comme l'historien israélien Benny Morris qui l'a documenté, ont regretté que les sionistes n'aient pas achevé le travail comme les Blancs américains, argentins ou australiens, qui se sont débarrassés de la majeure partie des populations locales. Par contre, Israël contrôle aujourd'hui un nombre à peu près égal de Palestiniens et de Juifs, mais la plupart des Palestiniens n'ont pas de droits politiques.

De nombreux Juifs, en Israël et ailleurs, ont tenté de résoudre les contradictions entre le judaïsme auquel ils prétendent adhérer et l'idéologie sioniste qui s'est emparée d'eux. Une nouvelle forme de judaïsme a pris racine en Israël : le national-judaïsme, *dati-leumi* en hébreu. Pour certains Juifs, cette nouvelle foi apaise ces contradictions et donne un sens religieux à leur engagement sioniste.

Parmi ses plus fervents adeptes, on trouve l'assassin du premier ministre Itzhak Rabin, qui avait tenté de trouver un compromis avec les Palestiniens, et des membres éminents du gouvernement israélien dont certains avaient été condamnés dans le passé pour terrorisme. Le national-judaïsme est également l'idéologie de nombreux colons membres de milices privées qui, depuis le début de la guerre contre Gaza, ont intensifié le harcèlement, la dépossession et le meurtre de Palestiniens en Cisjordanie. Ces militants armés de fusils sont fiers de compléter ce que l'armée israélienne fait avec des chars, des bombes et des roquettes à Gaza.

De nombreux Juifs se demandent maintenant si cet État séparé pour les Juifs, qui génère chroniquement de la violence, est « bon pour les Juifs ». La tardiveté de cette interrogation reflète le succès de la mascarade d'Israël en tant qu'« État juif et démocratique », un oxymore tant théorique qu'idéologique. Le bombardement de Gaza a fait éclater ce ballon de propagande et a révélé le caractère d'Israël en tant que colonie de peuplement belliqueuse, victime de sa propre pratique de l'exclusion et de l'oppression.

De nombreux Juifs déplorent cette pratique parce qu'elle contredit tout ce que le judaïsme enseigne, en particulier ses valeurs fondamentales : l'humilité, la compassion et la bienveillance. Ils se rendent compte que les Juifs – en fait, la grande majorité d'entre eux – qui ont rejeté le sionisme il y a plus d'un siècle avaient peut-être raison. D'autres Juifs se trouvent également dans une situation émotionnelle difficile. Profondément attristés par l'attaque du Hamas contre Israël et également dévastés par la réponse implacable d'Israël, ils s'inquiètent aussi de la montée du sentiment antijuif autour d'eux.

L'attaque meurtrière du Hamas du 7 octobre 2023 montre comment le déplacement et l'oppression des Palestiniens par Israël nourrissent leur haine. Par conséquent, ils mettent physiquement en danger les Juifs en Israël. Le massacre de milliers de Palestiniens à Gaza qui s'en est suivi met en péril les Juifs d'Israël et d'ailleurs. Les musulmans eux-aussi deviennent des cibles, comme le témoigne l'assassinat tragique d'un Palestinien américain de six ans.

Lorsqu'Israël prétend être l'État de tous les Juifs du monde, il les transforme en otages de ses politiques et de ses actions. Lorsque les organisations de la communauté juive déclarent « Nous soutenons Israël », elles agissent comme des mandataires d'Israël plutôt que comme des représentants des Juifs. Pour être plus précis, elles représentent les Juifs dont l'identité est devenue principalement politique : les croyants en Israël, qu'ils aient raison ou tort.

Israël et le sionisme ont longtemps polarisé les Juifs. Alors que les Juifs du monde entier sont largement divisés entre les inconditionnels d'Israël et ceux qui le dénoncent, aucun des deux camps n'influence les actions d'Israël. Ils s'apparentent à des supporters qui soutiennent l'un ou l'autre camp et observent de l'extérieur l'évolution de la situation. Blâmer et attaquer les Juifs pour les actions d'Israël est une erreur et un acte antisémite. Les récentes attaques contre les institutions juives à Montréal en sont de manifestations préoccupantes. Cela ne fait que renforcer l'affirmation sioniste fondamentale selon laquelle les Juifs ne peuvent être en sécurité qu'en Israël.

Il reste à voir si la fracture entre ceux qui s'accrochent à la tradition morale juive et les convertis au nationalisme ethnique pourra un jour être réparée. Aussi fatidique soit-elle pour les Juifs et le judaïsme, cette fracture est moins importante pour Israël, qui compte aujourd'hui beaucoup plus de chrétiens évangéliques que de Juifs parmi ses partisans inconditionnels.

Les protestations mondiales massives n'ont jusqu'à présent affecté ni la violence vengeresse des Israéliens à Gaza, ni la fourniture d'armes américaines pour la soutenir. Il y a de quoi désespérer. Mais la tradition juïque encourage les Juifs à persévérer, même dans des circonstances apparemment sans espoir : « Il n'est pas de ton devoir d'achever l'œuvre, mais tu n'as pas non plus la liberté de t'en désister... » (Pirke Avot 2 :16). Beaucoup se rendent compte que leurs protestations les ont émancipés de l'emprise émotionnelle d'Israël.

Cette émancipation a été observée dans des communautés juives très différentes, ashkénazes et sépharades, de stricte observance ou plus libérales. Ainsi, un critique ultra-orthodoxe d'Israël, habituellement hostile au judaïsme réformé, félicite un rabbin réformé d'avoir déclaré que « lorsque les partisans Juifs d'Israël à l'étranger ne s'élèvent pas contre des politiques désastreuses qui ne garantissent pas la sécurité de ses

citoyens et ne créent pas un climat propice à la recherche d'une paix juste avec les Palestiniens ... ils trahissent des valeurs juives millénaires ».

L'armement nucléaire d'Israël ne met pas seulement en danger les Palestiniens. Il menace la région d'un Armageddon et le monde de l'option Samson. Ces scénarios apocalyptiques peuvent être déclenchés si un gouvernement israélien décide que le pays ne peut pas faire face à une menace existentielle. Cela peut signifier non seulement la menace d'une destruction physique, mais aussi la fin imminente de l'ethnocratie, de la domination institutionnalisée des Juifs israéliens sur les Palestiniens.

Il y a de l'espoir. L'Angleterre a opprimé l'Irlande pendant des siècles. La France et l'Allemagne se sont livrées à de nombreuses guerres. Que faudra-t-il pour qu'Israéliens et Palestiniens vivent pacifiquement côte-à-côte ? De nombreux Juifs et d'encore plus nombreux Palestiniens sont convaincus que la structure de l'État sioniste, qui s'apparente à un apartheid et qui a vécu par l'épée depuis sa création, doit changer. Ils savent que le cycle de la mort ne s'arrêtera que lorsque tous les habitants de la Terre sainte jouiront de droits égaux et auront un intérêt dans l'accord politique qui sera conclu (un État, deux États ou quelque chose d'autre). Mais d'abord il faut arrêter la violence à Gaza.

Yakov M. RABKIN
Mondialisation.ca, 11 novembre 2023

Article en anglais :

Why So Many Jews Denounce Israel's War on Gaza

Publié initialement sur *Pressenza*.

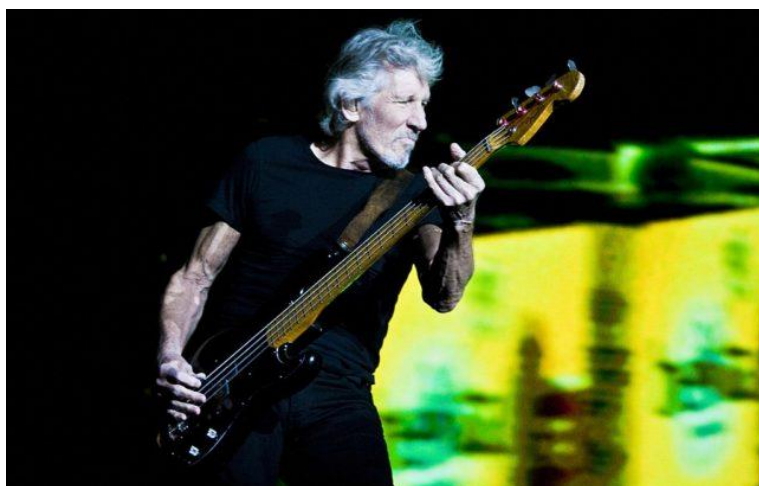
Version française : *Pressenza*

Yakov M. Rabkin, auteur de *Au nom de la Torah : une histoire de l'opposition juive au sionisme* et de *Comprendre l'État d'Israël*, est professeur émérite d'histoire et associé au Centre d'études internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM). Son adresse électronique est la suivante : yakov.rabkin@umontreal.ca

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © Yakov Rabkin, Mondialisation.ca, 2023

Roger Waters répond aux accusations d'antisémitisme dans un nouveau documentaire



Roger Waters a réagi aux accusations contre son documentaire en publiant une déclaration sur son site web et sur sa page Facebook

Il a écrit : « Au début du mois, la Campaign Against Antisemitism [CAA] m'a contacté au sujet d'un film qu'elle a réalisé. Ils m'ont donné sept jours pour répondre à de multiples questions sur des sujets remontant à 2002 et 2010. Dans un premier temps, j'ai estimé que leurs attaques contre mon personnage ne méritaient pas de réponse. Cependant, maintenant que ces attaques sont en circulation, je tiens à ce que ma réponse soit consignée.

Toute ma vie, j'ai utilisé la plateforme que ma carrière m'a offerte pour soutenir des causes auxquelles je crois. Je crois passionnément aux droits de l'homme universels. J'ai toujours œuvré pour que le monde soit meilleur, plus juste et plus équitable pour tous mes frères et sœurs, partout dans le monde, indépendamment de leur appartenance ethnique, de leur religion ou de leur nationalité, qu'il s'agisse des peuples indigènes menacés par l'industrie pétrolière américaine ou des femmes iraniennes qui protestent pour leurs droits.

C'est pourquoi je participe activement au mouvement de protestation non violent contre l'occupation illégale de la Palestine par le gouvernement israélien et le traitement flagrant qu'il inflige aux Palestiniens.

Ceux qui souhaitent faire l'amalgame entre cette position et l'antisémitisme nous rendent à tous un bien mauvais service.

Les gens doivent connaître la CAA, l'organisation qui a réalisé ce film. À la suite de plaintes déposées auprès de la Commission des organisations caritatives, la CAA fait l'objet d'un examen minutieux. Son objectif principal est de mener des campagnes politiques partisans contre les critiques de l'État d'Israël. Je savais donc que leurs questions n'étaient pas posées de bonne foi.

La vérité, c'est que je suis fréquemment mauvaise langue et enclin à l'irrévérence, je ne me souviens pas de ce que j'ai dit il y a 13 ans ou plus. Pendant de nombreuses années, j'ai travaillé en étroite collaboration avec de nombreux juifs, musiciens et autres. Si j'ai contrarié les deux personnes qui apparaissent dans le film, j'en suis désolé. Mais je peux affirmer avec certitude que je ne suis pas, et n'ai jamais été, antisémite – comme peuvent en témoigner tous ceux qui me connaissent vraiment. Je sais que le peuple juif est un groupe diversifié, intéressant et compliqué, tout comme le reste de l'humanité. Beaucoup sont des alliés dans la lutte pour l'égalité et la justice, en Israël, en Palestine et dans le monde entier.

Le film déforme et dénature totalement mes opinions sur l'État israélien et son idéologie politique, le sionisme. Il s'appuie sur une définition de l'antisémitisme qui considère que critiquer Israël est intrinsèquement antisémite et suppose que le sionisme est un élément essentiel de l'identité juive. Ces opinions, clairement partagées par le présentateur et les deux personnes interrogées, sont largement contestées par beaucoup, y compris par de nombreux Juifs.

Le film de la CAA manipule des séquences et des citations pour servir son agenda et est gravement trompeur à bien des égards. Ce qu'il dit de ma dernière tournée, *This Is Not A Drill*, répète une série de faussetés qui ont déjà été démenties à de nombreuses reprises, non seulement par moi, mais aussi par les tribunaux allemands, après qu'on a tenté de faire interdire mon show dans ce pays. Les mots offensants que j'ai cités entre guillemets dans un courriel il y a 13 ans étaient mes idées de réflexion sur la manière de rendre les maux et les horreurs du fascisme et de l'extrémisme apparents et choquants pour une génération qui n'a peut-être pas pleinement conscience de la menace omniprésente. Ils ne sont pas la manifestation d'un sectarisme sous-jacent, comme le suggère le film. C'est tout le contraire. J'ai essayé d'exposer les maux du fascisme depuis que j'ai appris que mon père était mort en combattant les fascistes pendant la Seconde Guerre mondiale.

En résumé, le film est un morceau de propagande peu convaincant, qui mélange sans discernement des choses que j'aurais dites ou faites à différentes époques et dans différents contextes, dans le but de me dépeindre comme un antisémite, sans aucune base factuelle.

Roger WATERS, 04 octobre 2023

Sources : <https://rogerwaters.com/roger-waters-answers-the-campaign-against-antisemitism/> et Investig'Action

Israël, Gaza : il faut un cessez-le-feu immédiat de toutes les parties pour mettre un terme aux souffrances de la population civile



Amnesty International lance un appel urgent à un cessez-le-feu de toutes les parties au conflit dans la bande de Gaza et en Israël afin d'éviter de nouvelles pertes en vies humaines au sein de la population civile et de permettre aux habitants de Gaza de recevoir une aide vitale, sur fond de catastrophe humanitaire sans précédent.

« Au cours des deux semaines et demie qui viennent de s'écouler, nous avons vu l'horreur se répandre à une échelle inimaginable en Israël et dans les territoires palestiniens occupés. Confrontés à une crise humanitaire catastrophique, plus de deux millions d'habitants de la bande de Gaza tentent de survivre, et le nombre de victimes civiles est sans précédent. Plus de 6 546 personnes ont été tuées à Gaza et au moins 1 400 en Israël, et des milliers d'autres ont été blessées. Plus de 200 personnes ont été prises en otage par le Hamas. Toutes les parties au conflit continuent sans relâche de commettre de graves violations du droit international humanitaire, dont des crimes de guerre. Face à cette dévastation et ces souffrances d'une ampleur inédite, l'humanité doit primer », a déclaré Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International.

« Il est urgent d'agir pour protéger la population civile et éviter que la souffrance humaine n'atteigne des niveaux encore plus affolants. Nous appelons tous les membres de la communauté internationale à s'unir pour exiger un cessez-le-feu humanitaire immédiat de la part de toutes les parties au conflit. »

Un cessez-le-feu immédiat pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire

Amnesty International se joint aux appels de la rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, des organes des Nations unies travaillant en Palestine et de nombreux experts des droits humains, représentés par une longue liste de procédures spéciales de l'ONU, qui réclament également un cessez-le-feu, de même que le secrétaire général des Nations unies et le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme [1].

Depuis les attaques effroyables menées dans le sud d'Israël le 7 octobre, lors desquelles, selon les autorités israéliennes, le Hamas et d'autres groupes armés ont tué au moins 1 400 personnes et pris plus de 200 otages, civils pour la plupart, les forces israéliennes ont procédé à des milliers de frappes aériennes et terrestres contre la bande de Gaza, tuant plus de 6 546 personnes, principalement des civils, dont au moins 2 704 enfants, d'après le ministère palestinien de la Santé de Gaza. Plus de 17 439 personnes ont été blessées et plus de 2 000 dépouilles se trouvent encore sous les décombres, tandis que le système de santé est exsangue.

L'offensive terrestre imminente des forces israéliennes à Gaza risque d'avoir des conséquences dramatiques pour la population civile de ce territoire, comme l'annoncent les menaces inquiétantes adressées par l'armée israélienne aux civils qui sont restés dans le nord de la bande de Gaza. La population civile israélienne continue également de subir des tirs de roquettes aveugles de la part du Hamas et des autres groupes armés de Gaza.

« Face à la catastrophe humanitaire sans précédent qui touche la bande de Gaza et s'aggrave de jour en jour, un cessez-le-feu immédiat de toutes parties est indispensable pour permettre aux organisations humanitaires d'acheminer suffisamment d'aide dans ce territoire et de la distribuer en toute sécurité et sans condition. Un tel cessez-le-feu permettrait aux hôpitaux de recevoir les médicaments vitaux, l'eau et les équipements dont ils ont désespérément besoin, ainsi que de réparer leurs bâtiments endommagés », a déclaré Agnès Callamard.

Éviter que le bilan humain augmente à Gaza et permettre la libération des otages israéliens

« Un cessez-le-feu immédiat serait aussi le moyen le plus efficace de protéger la population civile, dans la mesure où les parties au conflit continuent de commettre de graves violations. Il pourrait éviter que le bilan en vies civiles ne continue de s'alourdir à Gaza. Enfin, il pourrait offrir une possibilité d'obtenir la libération des otages sains et saufs. »

Amnesty International a recueilli des informations faisant état de crimes de guerre commis par les forces israéliennes et par le Hamas et d'autres groupes armés. Un cessez-le-feu pourrait également permettre que des enquêtes indépendantes sur les violations des droits humains et les crimes de guerre perpétrés par toutes les parties soient menées, notamment par la Cour pénale internationale et par la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le territoire palestinien occupé. Ce travail est essentiel, car il faut absolument mettre fin à l'impunité qui prévaut de longue date pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité et garantir justice et réparations aux victimes, afin d'empêcher que ces atrocités se reproduisent et de régler les causes profondes du conflit, comme le système d'apartheid imposé par Israël à tous les Palestiniens et Palestiniennes.

Amnesty International réitère ses appels :

- Les parties doivent mettre un terme aux attaques illégales, notamment aux attaques menées sans discrimination, aux attaques visant directement des civils et des biens de caractère civil, et aux attaques disproportionnées.
- Israël doit permettre immédiatement l'acheminement sans entraves de l'aide humanitaire à la population civile de la bande de Gaza occupée, lever son blocus illégal de ce territoire qui dure depuis 16 ans et autoriser sans délai la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le territoire palestinien occupé à se rendre sur place.
- La communauté internationale doit imposer un embargo général sur les armes à toutes les parties au conflit, compte tenu des graves violations constitutives de crimes de droit international qui sont commises.
- L'enquête en cours de la Cour pénale internationale sur la situation en Palestine doit recevoir un soutien total et tous les moyens nécessaires.
- Le Hamas et tous les autres groupes armés doivent libérer immédiatement et sans condition tous les otages civils et traiter humainement toutes les personnes qui sont retenues captives, notamment en leur fournissant des soins médicaux, en attendant qu'elles soient libérées.
- Israël doit libérer tous les Palestiniens qui sont détenus arbitrairement.
- Il faut s'attaquer aux causes profondes du conflit, notamment en démantelant le système d'apartheid imposé par Israël à tous les Palestiniens.

Complément d'information

Les recherches d'Amnesty International montrent que, le 7 octobre, le Hamas et d'autres groupes armés de la bande de Gaza occupée ont procédé à des tirs de roquettes aveugles sur Israël et envoyé sur son territoire des combattants, qui ont commis de graves violations du droit international, telles que des exécutions sommaires de civils et des prises d'otage, qui sont constitutives de crimes de guerre.

L'organisation a aussi recueilli des preuves accablantes de crimes de guerre perpétrés par les forces israéliennes dans le cadre de leur offensive contre Gaza, notamment des attaques menées sans discrimination et des sanctions collectives, qui ont fait de très nombreuses victimes parmi la population civile, décimé des familles entières et détruit des quartiers d'habitation. Ces violations doivent faire l'objet d'enquêtes en tant que crimes de guerre.

AMNESTY INTERNATIONAL

Notes

[1] <https://www.google.com/url?q=https://news.un.org/fr/story/2023/10/1139822&sa=D&source=docs&ust=1698330751699379&usg=AOvVaw2GQiWAa60ZOH8FgaXivrh7>

GAZA. Extermination au phosphore blanc



Amnesty international et Human Rights Watch ont recueilli les preuves, y compris vidéo, qu'Israël utilise contre la population de Gaza, outre les bombes larguées par leurs avions, des projectiles d'artillerie au phosphore blanc, véritable arme d'extermination.

Le phosphore blanc provoque de graves brûlures, souvent jusqu'aux os, qui sont lentes à guérir et peuvent développer des infections. Si tous les fragments de phosphore blancs ne sont pas retirés, ils peuvent aggraver les blessures et se ré-enflammer s'ils sont exposés à l'oxygène. Les brûlures au phosphore blanc même sur 10% seulement du corps sont souvent létales. Les survivants aux blessures souffrent souvent pendant tout le reste de leur vie.



« Plusieurs des photos vérifiées montrent des obus d'artillerie M825 et M825A1, portant également l'inscription D528, qui est le code d'identification utilisé par le ministère de la Défense des États-Unis pour les munitions au phosphore blanc. » (Amnesty international)

Les morts à Gaza sont jusqu'à présent environ 3 500, les blessés environ 15 000. Étant donné le manque de médicaments et matériels médicaux à cause de l'embargo israélien, la majorité des blessés est destinée à mourir. S'ajoutent à ceux-là plus de 1 300 disparus restés ensevelis sous les décombres, dont 600 enfants. Pendant que continuent les bombardements, qui ont touché même un hôpital en provoquant des centaines de victimes, le commandement israélien a ordonné à un million de Palestiniens, la moitié de la population de

Gaza, d'évacuer la partie septentrionale pour s'amasser dans le Sud. Pendant ce temps l'armée israélienne envoie de nouveaux blindés aux frontières de Gaza en vue d'une invasion à vaste échelle.

Hanif Saeed

#Israel attacked the residential neighbourhoods in #Gaza with the internationally prohibited white phosphorus bombs. 11/10/23 طوفان_الاقصى_ #IsraelPalestineWar #IsraelPalestineConflict #GazaUnderAttack #Gazagenocide حزب_الله
11:32 PM · 11 oct. 2023

Le président Biden s'est rendu en visite en Israël pour montrer à son Allié « la solidarité étasunienne face à la brutale attaque terroriste du Hamas ». De retour à Washington, Biden a fait savoir qu'il demandera au Congrès 14 nouveaux milliards de dollars en aides militaires à Israël « pour sa guerre contre le Hamas » et 60 autres milliards de dollars pour l'Ukraine « pour combattre la Russie ».

Cela constitue une ultérieure confirmation de ce qui a été documenté dans la séance 113 de *Grandangolo* : l'attaque du Hamas contre la population israélienne dans les zones limitrophes de la barrière de Gaza, qui a provoqué un millier de victimes, fait partie d'une opération organisée par les services secrets (Mossad, CIA et autres) analogue à l'attaque terroriste du 11 septembre 2001, qui servit d'amorce à la « guerre globale au terrorisme » déclenchée par les États-Unis avec l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak.

L'objectif du « 11 septembre du Moyen-Orient » n'est pas seulement celui d'anéantir les territoires palestiniens, mais d'ouvrir un front de guerre, en particulier contre l'Iran, dans un Moyen-Orient où les États-Unis et les puissances européennes sont en train de perdre du terrain, notamment avec la prochaine entrée de l'Iran et de l'Arabie Saoudite dans les BRICS avec la Chine et la Russie.

Manlio DINUCCI,
Mondialisation.ca, 21 octobre 2023
byoblu.com

[...]

Traduction : Marie-Ange Patrizio

[...]

La source originale de cet article est byoblu.com

Copyright © Manlio Dinucci, byoblu.com, 2023

[Pas mal d'informations, MN]

La censure militaire israélienne vous cache la vérité

C'était l'information la plus importante de l'opération « Déluge d'Al-Aqsa », mais elle nous avait pourtant échappé. L'attaque d'Israël n'a pas été conduite par les jihadistes du Hamas, mais par quatre groupes armés unis. C'est la première fois, depuis cinquante ans, que les Palestiniens de Gaza s'unissent.

Qu'on le veuille ou non, les longues années d'indifférence occidentale au sort des Palestiniens se terminent. Désormais, il va falloir commencer à appliquer le Droit international.



Benjamin Netanyahu vient s'assurer que ses soldats sont prêts à lui obéir, quels que soient ses ordres.

Contrairement à ce que j'ai écrit la semaine dernière sur la base des dépêches d'agences de presse occidentales et arabes filtrées par la censure militaire israélienne, l'attaque d'Israël le 7 octobre 2023 (opération « Déluge d'Al-Aqsa ») n'a pas été perpétrée par le seul Hamas. Son déclenchement a été décidé par une chambre d'opération unitaire de l'ensemble de la Résistance palestinienne. Le Hamas, qui en est de loin la principale composante, a fourni l'essentiel des troupes, mais trois autres groupes y ont participé : le Jihad islamique (sunnite et khomeyniste), le Front populaire de libération de la Palestine (marxiste) et le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG).

La presse occidentale a rendu compte des crimes barbares commis par certains des assaillants, mais pas du respect de certains autres. Vérification faite, les accusations de viols et de décapitations de bébés [1] relèvent de la propagande de guerre. Ce journalisme borgne et menteur ne doit plus nous étonner.

Cette précision modifie l'interprétation de l'évènement. Il ne s'agit plus d'une opération jihadiste des Frères musulmans, mais d'une attaque de l'ensemble des Palestiniens de Gaza. Seul le Fatah de Cisjordanie, qui se tient à l'écart des groupes précités et dont le président, Mahmoud Abbas, est gravement malade, n'y a pas participé.

Le but de cette opération n'était pas de « tuer des juifs », même si certains jihadistes du Hamas l'ont fait (les Israéliens dénombrent 2 700 morts au total), mais de faire des prisonniers, civils et militaires, pour les échanger avec les détenus arabes des prisons de haute sécurité israéliennes [2]. Ceux-ci ne sont pas nécessairement des combattants, mais aussi des civils. Les prisonniers ont été emmenés sans pouvoir se changer pour rappeler la manière dont l'armée israélienne avait traité les prisonniers égyptiens à la fin de la guerre des Six jours.

Rappelons que le conflit israélo-palestinien n'oppose pas deux États (celui d'Israël n'a toujours pas de frontières et celui de Palestine n'est toujours pas reconnu), mais deux populations. C'est une situation

particulière : les Palestiniens ne sont pas représentés par un État et les Israéliens ont des responsabilités supplémentaires en tant que puissance occupante.

Ces événements interviennent alors que, le 15 mai 2023, le Conseil de coopération du Golfe, le Groupe des 77, la Ligue des États arabes, l'Organisation de la coopération islamique et la Chine ont demandé la suspension d'Israël des Nations unies tant que Tel-Aviv ne respectera pas ses propres engagements [3]

1° L'Opération « Déluge d'Al-Aqsa » a-t-elle surpris Israël ?

Contrairement à ce qu'a prétendu le gouvernement de coalition de Benjamin Netanyahu, le « Déluge d'Al-Aqsa » n'a pas surpris Israël. Cette attaque était planifiée depuis les affrontements de mai 2021.

Selon CNN, le Hamas a formé ses combattants en vue de cette opération durant un an et demi [4]. Il a construit six camps d'entraînement à Gaza et y a réalisé des films promotionnels. Des vidéos de ces entraînements ont été publiées des semaines avant l'attaque. [5]

En mars 2023, le Hamas a envoyé une forte délégation en Russie. À cette occasion, il a prévenu le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, que sa patience était à bout et que sa colère était « en marche ». En 2023, l'Iran a organisé des discussions entre les diverses forces indépendantistes de la région, le Hezbollah, le Jihad islamique et le Hamas. Elles se sont tenues à Beyrouth (Liban) sous la présidence du général Ismaïl Qaani, commandant des brigades al-Qods des Gardiens de la Révolution iranienne. Elles avaient pour but de réconcilier ces acteurs qui s'étaient livrés une guerre féroce à Gaza, puis en Syrie. Ces réunions ont été rendues publiques, en mai 2023. À cette occasion la presse libanaise a évoqué la préparation de l'opération unitaire qui a été réalisée le 7 octobre. L'Iran est donc responsable de la réconciliation des factions palestiniennes.

Le 30 octobre, le ministre égyptien du Renseignement, Kamel Abbas, a téléphoné au Premier ministre israélien, pour le mettre en garde contre une opération majeure du Hamas contre Israël [6]. L'Égypte qui combat les Frères musulmans était inquiète de voir Israël les laisser encore se développer.

Le 5 octobre, la CIA a mis en garde le Mossad contre une opération majeure de la Résistance palestinienne unifiée. Les États-Unis étaient inquiets de son ampleur. Cependant, selon le *New York Times*, les rapports de la CIA (28 septembre et 5 octobre), toujours classifiés, ne mentionnaient pas l'usage de nouvelles techniques de combat par la Résistance palestinienne. Les services de Renseignement israéliens ont alors tenu une réunion pour évaluer la menace. Le Shin Bet (contre-espionnage) et Amman (Renseignement militaire) y ont participé.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu et son bureau ont donc menti à leurs citoyens en prétendant avoir été surpris par le Hamas.

2° Pourquoi Israël a laissé tuer les siens ?

Plusieurs hypothèses sont possibles. En voici quatre :

Les colons résidant illégalement en Cisjordanie sont omniprésents dans le gouvernement israélien de coalition. Ils étaient sourds et aveugles à ce qui se tramait à Gaza.

Benjamin Netanyahu, renouant avec l'idéologie de son père Benzion Netanyahu et du mentor de celui-ci, l'Ukrainien Vladimir Jabotinsky, entendait en finir avec la présence palestinienne aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie. C'est lui qui décrivait la Palestine géographique comme « Une terre sans Peuple, pour un Peuple sans terre ».

Benjamin Netanyahu, renouant avec un vieux projet, souhaitait créer un prétexte pour justifier d'une guerre contre l'Iran et étendre l'influence d'Israël au Moyen-Orient.

Les disciples états-uniens du fasciste allemand Leo Strauss, poursuivant ce qu'ils font déjà en Ukraine, souhaitaient créer un prétexte pour justifier d'une guerre plus large contre la Russie.

Ces quatre hypothèses ne sont ni exclusives l'une de l'autre, ni exhaustives.

3° Le parallèle du 11-Septembre

Les dirigeants israéliens ont établi un parallèle entre la version officielle de l'attaque du Hamas et la version officielle des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Il s'agit pour eux de souligner la barbarie de l'adversaire, la surprise du camp du Bien et de justifier des guerres qui suivront.

Ce parallèle se nourrit du fait que le Hamas revendique être la branche palestinienne de la Confrérie des Frères musulmans, tandis qu'Oussama Ben Laden a été formé par Mohammad Qutb, le frère de sang du penseur de la Confrérie, Sayyid Qutb.

Ce parallèle ne tient pas : il est impossible que les attentats du 11-Septembre aient été perpétrés par al-Qaëda. Jamais les autorités états-uniennes n'ont été capables de répondre à mes objections [7] à leur version.

En outre, de nouveaux éléments sont apparus depuis ces événements contredisant l'administration du président George W. Bush. Aujourd'hui, 54 % des États-Uniens ne croient pas la version de la Commission d'enquête présidentielle.

Cependant, si l'on ignore toujours précisément qui a organisé les attentats du 11-Septembre, on a identifié un groupe qui est impliqué, le Projet pour un nouveau siècle américain. Or, l'un de ses principaux membres, Elliott Abrams, est l'organisateur du changement de régime que Benjamin Netanyahu a opéré en Israël et que son opposition a qualifié de « coup d'État » [8]. Or, cet homme a un lourd passé criminel (il est notamment impliqué dans le génocide des Mayas organisé par le terroriste israélien Yitzhak Shamir et le général guatémaltèque Efraín Ríos Montt [9]. Il a été condamné aux États-Unis pour ses mensonges [10] et pour son rôle dans l'affaire Iran-Contras), on peut raisonnablement s'interroger sur son rôle éventuel dans la passivité d'Israël face à la préparation de l'attaque du Hamas.

En juillet dernier, le président Joe Biden a nommé ce Républicain controversé à la Commission consultative bipartisane des États-Unis sur la diplomatie publique, c'est-à-dire à la supervision de la propagande US dans le monde.

4° Qui a armé le Hamas ?

Une opération aussi sophistiquée suppose des moyens et des renseignements dont seul un État peut disposer. Les armes qu'il a utilisées étaient originaires des États-Unis, d'Union soviétique et de la Corée du Nord. Elles circulent au Liban et en Palestine.

Trois hypothèses ont été formulées :

- L'hypothèse d'une responsabilité iranienne doit être rejetée en raison de l'accord conclu entre Hassan el-Banna, le fondateur de la Confrérie des Frères musulmans, et Rouhollah Khomeiny, le fondateur de la République islamique d'Iran. Au demeurant, l'Iran a déjà démenti avec véhémence toute responsabilité aux Nations unies. C'est pourtant la théorie défendue par Elliott Abrams [11]. L'Iran n'est pas responsable du « Déluge d'Al-Aqsa », mais de la réconciliation des factions palestiniennes.

- L'hypothèse d'une responsabilité russe ne repose sur aucune preuve. Tout au plus peut-on noter que le conflit en Palestine absorbera des moyens des Occidentaux et donc, diminuera leur pression contre la Russie en Ukraine. De même peut-on anticiper une hausse des prix des hydrocarbures, favorable à Moscou. Cependant, la Russie n'a pas les moyens d'engager un nouveau front alors qu'elle se bat en Ukraine. En outre, Moscou n'a cessé de combattre les milices issues de la Confrérie des Frères musulmans depuis la création de la Fédération de Russie. C'est pourtant la théorie que le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a plaidé devant les 31 ministres de la Défense de l'Otan, à Bruxelles, le 11 octobre [12]. Le ministre israélien de la Défense, Yoav Galant, est intervenu, par vidéo, au cours de cette réunion, dans le même sens [13].

- L'hypothèse d'une responsabilité turque, par contre, tient toujours. Outre que le président Recep Tayyip Erdoğan a organisé le dernier congrès du Hamas à Istanbul, les principaux dirigeants du Hamas résident aujourd'hui en Türkiye, tandis que ceux de la Confrérie des Frères musulmans en tant qu'organisme international se partagent entre le Royaume-Uni, le Qatar et la Türkiye.

Or, sachant que la CIA suivait la préparation de l'opération du Hamas, le secrétaire d'État US Antony Blinken a téléphoné à son homologue turc et ancien chef des services secrets, Hakan Fidan, dans la nuit du 6 au 7 octobre [14], c'est-à-dire au moment où le Hamas lançait son attaque et avant même que l'armée israélienne ne se réveille. Par la suite, Antony Blinken a téléphoné à ses homologues en Israël et en Palestine, puis encore [15] et encore [16] en Türkiye.

Enfin, lors du sommet des ministres de la Défense de l'Otan, le secrétaire Loyd Austin a révélé que les États-Unis avaient demandé à la Türkiye d'intervenir pour faire libérer les otages US. Il n'a cependant pas précisé si cette décision avait été prise avant ou après l'envoi du groupe naval *USS Gerald Ford*.

5° Que dit le droit international à propos du différent israélo-palestinien ?

Selon les Nations unies, les Palestiniens ont droit à un État souverain dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale. Cette formule implique que :

- L'État de Palestine a le droit de disposer de sa propre armée (ce à quoi Israël s'oppose sans relâche) ;
- L'ensemble des colonies juives post-1967 et Jérusalem-Est doivent être restituées à l'État de Palestine.
- Chaque Palestinien, ou ayant-droit, aura le droit de retourner en Israël et de s'établir chez eux (droit au retour). Israël devra indemniser ceux dont les biens ont été recyclés ou détruits.

Selon les Nations unies, les Israéliens ont droit à un État souverain dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Ouest pour capitale. Cette formule implique que :

Israël a le droit de disposer de sa propre armée (ce dont elle dispose déjà).

• L'ensemble des colonies juives post-1967 et de Jérusalem-Est doivent être restituées à l'État de Palestine. Il n'est pas impossible que des Israéliens continuent à y habiter, mais ce sera en tant qu'étrangers.

• Israël devra accorder le droit de résidence à chaque Palestinien, ou ayant-droit, expulsé en 1948, qui le lui demandera. Israël devra lui restituer leurs biens ou les indemniser (droit au retour).

Initialement, ces deux États (Palestine et Israël) devaient être fédérés au sein d'un État supranational binational où chaque citoyen disposerait d'une voix égale. C'est manifestement impossible pour le moment. On peut envisager qu'une force de paix internationale vienne s'interposer entre les deux États de Palestine et d'Israël. Là encore cela semble difficile. D'une part parce que personne ne souhaitera en faire partie et d'autre part parce que ce n'est pas ce que prévoyaient les Nations unies à l'origine. Celles-ci envisageaient des observateurs du maintien de la paix, mais pas de force militaire d'interposition. Enfin, on peut envisager de démilitariser les deux États et de leur donner des garanties de non-agression par leurs voisins.

Chacun a bien compris que le Droit international impose des pertes de territoires et de biens considérables pour Israël, alors qu'il ne s'agit que de l'abandon de revendications pour la Palestine. Mais c'est le prix de la justice et de la paix.

6° Quelle est la réaction d'Israël ?

La coalition de Benjamin Netanyahu, qui comprend des suprémacistes juifs comparables aux suprématistes musulmans du Hamas, a changé en août les lois fondamentales d'Israël, État sans Constitution. De l'avis des observateurs, notamment de la presse états-unienne, le gouvernement a procédé à un « coup d'État » en supprimant l'indépendance de la Justice. Des manifestations monstres ont secoué Israël depuis plusieurs mois. Face à l'attaque qu'il subit, Israël ne peut survivre qu'en acceptant d'unifier sa classe dirigeante. L'ancien Premier ministre Yaïr Lapid a exigé que les ministres suprémacistes juifs démissionnent pour qu'il participe à un gouvernement d'union nationale. Itamar Ben-Gvir (ministre de la Sécurité intérieure) et Bezalel Smotrich (ministre des Finances) ont soutenu, depuis qu'ils sont au gouvernement, trois pogroms anti-arabes, notamment celui de Huwarrah [17]. Cependant, l'ancien ministre de la Défense, le général Benny Ganz, n'a pas posé la même condition. En définitive, le Premier ministre en exercice a décidé de les inclure tous les deux dans son gouvernement, sans révoquer les suprémacistes juifs. Mais, il a créé un conseil de guerre, dont les suprémacistes juifs sont exclus.

À ce moment-là, la censure militaire entre en jeu. Elle est si forte que la ministre de l'Information, Distel Atbaryan, démissionne en pleine guerre.

Il n'est pas possible de connaître la composition exacte du conseil de guerre, dont les délibérations sont très houleuses. On sait juste que le ministre de la Défense, le général Yoav Gallant, n'est pas du tout sur la même longueur d'onde que son prédécesseur, le général Benny Ganz. Au point que le Premier ministre a appelé à la rescousse l'ancien chef d'état-major, le général Gadi Eizenkot, partisan des bombardements massifs de civils, pour qu'il participe aux délibérations du conseil à titre d'observateur. En aucun cas, les Israéliens et le reste du monde ne doivent savoir comment les uns et les autres réagissent à la passivité de Benjamin Netanyahu face à la préparation de l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » et aux premières heures de sa réalisation. Identiquement, nul ne sait ce que le conseil de guerre a décidé. Le président Isaac Herzog lui-même a été tenu à l'écart des délibérations.

Il semble que les débats ont évoqué l'expulsion vers l'Égypte ou le massacre des deux millions d'habitants de Gaza. C'est pourquoi le secrétaire d'État US, Antony Blinken, s'est rendu en urgence à Tel-Aviv appeler au calme.

7° Comment les choses peuvent-elles évoluer ?

Le Droit international accorde le droit à Israël de se défendre face à l'attaque qu'il subit. C'est ce qu'il a fait durant cinq jours en pourchassant les assaillants qui s'étaient introduits sur son territoire. Par la suite, Israël a débuté le siège de Gaza, tandis que l'armée israélienne bombardait la ville de Gaza (mais pas le Sud de la Bande de Gaza). Cette opération viole à nouveau le droit international. Si l'on peut admettre qu'Israël dispose d'un droit de suite des combattants palestiniens à Gaza, le siège de la Bande de Gaza et le bombardement d'immeubles civils sont des crimes de guerre. Lors d'une conférence de presse, il est apparu que le président d'Israël, Isaac Herzog, ignore ce que son armée prépare.

Se référant à la position de la Ligue arabe depuis la guerre des Six jours, l'Égypte a fermé sa frontière avec Gaza. La Ligue entend soutenir les revendications palestiniennes et refuse donc tout transfert de population

et toute naturalisation. En outre, Le Caire n'entend pas assumer la responsabilité de 2 millions d'immigrés et surtout pas du Hamas, dont la maison-mère, la Confrérie des Frères musulmans, est interdite en Égypte. L'armée israélienne se tient prête à occuper à nouveau la Bande de Gaza. Elle se masse tout autour. L'occupation de Gaza constituerait une violation du Droit international, tandis qu'une guerre contre-insurrectionnelle serait, en soi, un crime de guerre.

Les États-Unis ont expédié des armes et des munitions en Israël. Ils ont déployé un groupe naval au large de Gaza (le porte avion *USS Gerald Ford*, le croiseur lance-missiles guidés *USS Normandy* et les quatre destroyers armés de missiles guidés *USS Thomas Hudner*, *USS Ramage*, *USS Carney* et *USS Roosevelt*), puis un second groupe naval (le porte-avion *USS Eisenhower*, le croiseur lance-missiles guidés *USS Philippine Sea*, et les trois destroyers de équipés de missiles guidés *USS Laboon*, *USS Mason* et *USS Gravelly*). Cependant, ils ont appelé Israël à la retenue.

Il semble impossible qu'Israël puisse mener à son terme le projet de Vladimir Jabotinsky et vider de force la Bande de Gaza de ses deux millions d'habitants, sans intervention internationale, à commencer par celle du Hezbollah. Un retrait de l'armée est plus probable.

Thierry MEYSSAN

Réseau Voltaire | Paris (France) | 17 octobre 2023

Textes de référence

Résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU (29 novembre 1947) : plan de partage de la Palestine.

Résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU (11 décembre 1948) : droit inaliénable au retour des Palestiniens.

Résolution 237 du Conseil de sécurité de l'ONU (14 juin 1967) : retour des réfugiés palestiniens.

Résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU (22 novembre 1967) : illégalité de l'occupation des territoires envahis lors de la guerre de 1967.

Résolution 2649 de l'Assemblée générale de l'ONU (30 novembre 1970) : légitimité de la lutte des peuples assujettis pour recouvrir leurs droits par tous les moyens.

Résolution 338 du Conseil de sécurité de l'ONU (22 octobre 1973) : cessez le feu à l'issue de la guerre de 1973.

Résolution 3236 de l'Assemblée générale de l'ONU (22 novembre 1974) : droits inaliénables du peuple palestinien.

Résolution 3379 de l'Assemblée générale de l'ONU (10 novembre 1975) : qualification du sionisme.

Résolution 3240/B de l'Assemblée générale de l'ONU (2 décembre 1977) : journée de solidarité avec le peuple palestinien.

Accord de Camp David (17 septembre 1978) : préparation de la paix séparée israélo-égyptienne.

Résolution 446 du Conseil de sécurité de l'ONU (22 mars 1979) : illégalité des colonies de peuplement dans les Territoires occupés.

Résolution 478 du Conseil de sécurité de l'ONU (20 août 1980) : illégalité de l'annexion de Jérusalem

Résolution 46/86 de l'Assemblée générale de l'ONU (16 décembre 1991) : retrait de la qualification du sionisme.

Accord d'Oslo (13 septembre 1993)

Rapport Mitchell (21 mai 2001)

Résolution 1397 du Conseil de sécurité (13 mars 2002) : appel à la création d'un État palestinien.

Initiative de paix arabe présentée par le prince Abdullah bin Abdul-Aziz (27-28 mars 2003) : solution à deux États.

Feuille de route du Quartet (30 avril 2003)

Les 14 réserves israéliennes à la feuille de route (25 mai 2003)

Lettre d'Ariel Sharon à George W. Bush (14 avril 2004)

Lettre de George W. Bush à Ariel Sharon (14 avril 2004) : reconnaissance des territoires conquis par Israël.

Résolution ES-10/15 de l'Assemblée générale de l'ONU (20 juillet 2004) : illégalité du Mur construit dans les Territoires occupés

Déclaration israélo-palestinienne d'Annapolis (27 novembre 2007)

Notes

[1] « Source of dubious 'beheaded babies' claim is Israeli settler leader who incited riots to 'wipe out' Palestinian village », Max Blumenthal & Alexander Rubinstein, *The Gray Zone*, October 11, 2023.

- [2] « 'Top secret' Hamas documents show that terrorists intentionally targeted elementary schools and a youth center », Anna Schechter, *NBC*, October 13, 2023.
- [3] « La participation d'Israël à l'Onu pourrait être suspendue pour non-respect de ses engagements », *Voltaire, actualité internationale* - N°41 - 19 mai 2023.
- [4] « Hamas militants trained for its deadly attack in plain sight and less than a mile from Israel's heavily fortified border » by Paul P. Murphy, Tara John, Brent Swails & Oren Liebermann, *CNN*, October 12, 2023. « Hamas propaganda videos reveal stunning details leading up to attack on Israel », Anderson Cooper 360, *CNN*, October 13, 2023.
- [5] « Hamas practiced in plain sight, posting video of mock attack weeks before border breach », *Canadian Press*, October 13, 2023.
- [6] « Egyptian General Intelligence Director supposedly warned Netanyahu about 'something fierce from Gaza' », Smadar Perry, *YNetNews*, October 10, 2023. « What went wrong? Questions emerge over Israel's intelligence prowess after Hamas attack », Tia Goldenberg, *Associated Press*, October 9, 2023.
- [7] *L'Effroyable imposture* suivi du *Pentagate*, Thierry Meyssan, Demi-Lune (2002).
- [8] « The U.S. Right-wing Group Behind a Conservative Legal Revolution in Israel », Nettanel Slyomovics, *Ha'arets*, January 30, 2023. « Le coup d'État des Straussens en Israël », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 7 mars 2023.
- [9] « Israeli Connection Not Just Guns for Guatemala », George Black, *NACLA Report on the Americas*, 17:3, pp. 43-45, DOI : 10.1080/10714839.1983.11723592
- [10] *The El Mozote Massacre : Human Rights And Global Implications*, Leigh Binford, University of Arizona Press, 2016.
- [11] « The Hamas Attack on Israel Couldn't Have Happened Without Iran », Elliott Abrams, *Newsweek*, October 12, 2023.
- [12] « In Brussels, Volodymyr Zelenskyy called on world leaders to support the people of Israel », Presidency of Ukraine, October 11, 2023.
- [13] « Déclaration du secrétaire général de l'Otan : "Israël n'est pas seul" », *Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord*, 12 octobre 2023.
- [14] « Secretary Blinken's Call with Turkish Foreign Minister Fidan », *Department of State*, October 6, 2023. NB : Il y a sept heures de décalage entre Israël et Washington. Vu des États-Unis l'opération du Hamas a débuté le 6 octobre vers 23 h.
- [15] « Secretary Blinken's Call with Turkish Foreign Minister Fidan », *Department of State*, October 7, 2023.
- [16] « Secretary Blinken's Call with Turkish Foreign Minister Fidan », *Department of State*, October 8, 2023.
- [17] « 400 colons israéliens détruisent un village palestinien », *Voltaire, actualité internationale* - N°30 - 3 mars 2023.

[Version « complotiste » ou réalité ? MN]

Le 11-Septembre du Moyen-Orient

La version officielle de l'attaque du Hamas contre Israël est impossible. Selon CNN, le Hamas a pu s'entraîner durant un an et demi dans six installations militaires à Gaza. Cette préparation était l'objet de rumeurs depuis le mois de mai au Liban. Elle a donné lieu à une bataille meurtrière entre factions palestiniennes, en septembre à Saïda. Le 30 septembre, le ministre égyptien du Renseignement, Kamel Abbas, a personnellement téléphoné au Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, pour le mettre en garde.



Les combattants du Hamas ont pu s'entraîner à piloter des ULM sans éveiller de soupçons. Une société de Sécurité privée israélienne a saisi le Shabak dans les jours suivants. La CIA a également informé le Mossad, le 5 octobre. Il est impossible qu'Israël ait été surpris. En outre, comme le souligne Manlio Dinucci, les procédures routinières de sécurité n'ont pas été appliquées. Et l'armée a mis cinq heures à intervenir. La question est donc, pourquoi Benjamin Netanyahu a laissé mourir 1 300 de ses concitoyens ?

Selon la version officielle, l'attaque du Hamas a « pris par surprise » Israël. Mais une série de faits inexplicables ne rend pas crédible la version officielle.

Comment est-il possible que la barrière de Gaza ait été enfoncée au bulldozer sans que personne ne s'en soit aperçu ? La barrière qui entoure Gaza, longue de 64 kilomètres, est formée d'un mur souterrain doté de senseurs, pour empêcher de creuser des tunnels, et d'une enceinte de 6 mètres de haut avec senseurs, radars, caméras et systèmes d'arme automatiques reliés à un centre de commandement, et surveillée par des soldats. Comment est-il possible qu'en ce même jour se tenait un festival musical, avec des milliers de jeunes, dans le désert, à quelques kilomètres de Gaza, dans une zone réputée dangereuse, car à portée des roquettes du Hamas, qui plus est sans aucune force de sécurité ?

Comment est-il possible que, quand les militants du Hamas ont attaqué plus de 20 centres d'habitation israéliens, en tuant (selon les chiffres officiels) 1 300 personnes, les forces spéciales israéliennes — considérées parmi les meilleures du monde — ne soient pas immédiatement intervenues par hélicoptères, et ne soient intervenues que des forces de police ?

Comment est-il possible que le Mossad, considéré comme un des plus efficaces services secrets du monde, ne se soit pas rendu compte que le Hamas était en train de préparer l'attaque ?

Les réponses essentielles se trouvent dans un article, publié le 8 octobre par le quotidien israélien *The Times of Israel* :

« Pendant des années, les divers gouvernements conduits par Benjamin Netanyahu ont adopté une politique qui a divisé la Bande de Gaza et la Cisjordanie entre deux pouvoirs différents, mettant à genoux le président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas et favorisant le Hamas. Celui-ci a été traité comme un partenaire

au détriment de l'Autorité Palestinienne pour empêcher Abbas d'avancer vers la création d'un État palestinien. Le Hamas a été promu de groupe terroriste à organisation avec laquelle Israël a conduit des négociations via l'Égypte, et à qui il a été permis de recevoir du Qatar, via les points de passage frontaliers de Gaza, des valises contenant des millions de dollars ».

Tous ces faits tracent un scénario semblable à celui de l'attaque terroriste à New York et Washington le 11 septembre 2001, lorsque tout le système états-unien de Renseignement et de Défense aurait été « pris par surprise » par l'attaque d'al-Qaëda. Des preuves irréfutables (officiellement ignorées ou liquidées comme « complotisme ») démontrent que ça avait été une opération conduite par des éléments de la CIA (probablement avec la participation aussi d'éléments du Mossad) pour amorcer la « guerre mondiale au terrorisme » avec l'invasion de l'Afghanistan et de l'Iraq et les guerres qui ont suivi. Quelque chose d'analogue est en train de se passer aujourd'hui en Israël, dont tout le système de Renseignement et de Défense aurait été « pris par surprise » par l'attaque du Hamas.

Le but stratégique de l'opération est, d'une part, celui d'exterminer les Palestiniens (jusqu'à présent plus de 1 500 morts, dont 500 enfants, et plus de 7 000 blessés) et de s'emparer de leurs territoires (le commandement israélien a ordonné l'évacuation de plus d'un million d'habitants, plus de la moitié de toute la population, de la moitié septentrionale de Gaza). D'autre part, le but stratégique de l'opération est d'amorcer, en ciblant l'Iran, une réaction en chaîne de guerres dans un Moyen-Orient où les États-Unis, Israël et les puissances européennes perdent du terrain.

Manlio DINUCCI
Réseau Voltaire
13 octobre 2023

<https://fr.sott.net/article/42677-Le-11-Septembre-du-Moyen-Orient>

Humour de Kroll



Un avion de chasse israélien a largué une bombe à déflagration aérienne dans la cour de l'hôpital al-Ahli - Les preuves

Il est vrai qu'Israël n'a pas « bombardé l'hôpital al-Ahli » à Gaza dans la nuit du 17 octobre 2023. Les preuves suggèrent un acte bien plus funeste encore.



Capture d'écran d'une vidéo montrant les médecins de l'hôpital al-Shifa durant leur conférence de presse au milieu des cadavres après que les blessés et les morts résultant de l'attaque israélienne sur l'hôpital baptiste Al-Ahli de Gaza y aient été transportés, le 17 octobre 2023.

Comme tous les autres hôpitaux de Gaza, l'hôpital al-Ahli était devenu un refuge pour les milliers de personnes déplacées à l'intérieur de la bande de Gaza en raison de la campagne de bombardements massifs menée par Israël depuis le 7 octobre. Dans la nuit du 17 octobre, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants palestiniens s'étaient rassemblés dans la cour de l'hôpital (l'hôpital lui-même étant déjà plein) parce qu'ils pensaient que ce lieu leur offrirait un refuge relativement protégé contre les bombardements israéliens. Le chanoine Richard Sewell, doyen du St George's College à Jérusalem, a déclaré à la BBC qu'un millier de personnes déplacées s'étaient réfugiées dans la cour lorsque le bâtiment a été frappé, et qu'environ 600 patients et membres du personnel se trouvaient alors à l'intérieur.

Non seulement l'Armée de défense israélienne [Tsayhal - NdT] avait déjà averti cet hôpital au cours des trois jours consécutifs précédant l'explosion qu'il serait attaqué, mais elle l'a effectivement attaqué le 14 octobre, frappant le service de cancérologie. Depuis le 7 octobre, l'OMS a signalé 59 attaques contre des établissements de santé dans la ville de Gaza et 137 sur l'ensemble du territoire de la bande de Gaza.

Il convient également de noter que, la semaine dernière, l'élite politique et militaire israélienne a déclaré publiquement qu'elle considérait tous les groupes de résistance palestiniens comme des « nazis au sens propre » et, par voie de conséquence, le peuple palestinien comme des « sympathisants nazis », et donc comme des « sous-hommes » qui n'ont pas les mêmes droits que les êtres humains « normaux ».

Dans un premier temps, sur la base d'affirmations du Hamas, du Jihad islamique palestinien et du personnel de l'hôpital, les médias ont rapporté qu'Israël avait bombardé l'hôpital, « tuant des centaines de personnes ». Dans la journée, cependant, l'Armée de défense israélienne a affirmé que l'explosion était en fait le résultat d'une roquette du Jihad islamique palestinien qui avait « mal fonctionné » et touché la zone, et ont fourni des données qui « le prouvent ».

Depuis lors, les chaînes britanniques Channel 4 et d'Al Jazeera (voir la vidéo du tweet ci-dessous) ont discrédité de manière convaincante cette affirmation de l'Armée de défense israélienne, en montrant que la roquette du Jihad islamique palestinien en question avait été entièrement détruite par le système de défense antimissile israélien, le Dôme de fer, environ 7 secondes avant l'explosion, et qu'elle ne pouvait donc pas avoir causé les dommages visibles dans la cour de l'hôpital ni la mort de 471 personnes.

L'enquête numérique d'Al Jazeera DÉBOÛTE l'affirmation d'Israël selon laquelle une roquette palestinienne a touché l'hôpital al-Ahli de Gaza.

Israël a bombardé l'hôpital. Un point c'est tout.

Dan Cohen

BREAKING: Al Jazeera digital investigation **DEBUNKS** Israel's claimed that a Palestinian rocket hit Gaza's al-Ahli hospital. Israel bombed the hospital. End of story.



3:13 PM · Oct 19, 2023

Il existe également des preuves vidéo du bruit d'un avion de chasse présent dans l'espace aérien environ 2 secondes avant l'explosion à l'hôpital.

La preuve en photo.

Ci-dessous, une image du cratère laissé par le missile/la bombe dans la cour de l'hôpital.



Notez la petite taille du cratère et la direction probable du missile/de la bombe (depuis l'est/le nord-est) d'après les « éjectas » de l'impact à droite du cratère (vers l'ouest). Le récit officiel israélien sur cet événement est en outre discrédité par l'affirmation selon laquelle la « roquette défailante du Jihad islamique palestinien » provenait de la direction presque opposée, à savoir le sud-ouest. Voir ici une analyse technico-scientifique suggérant que le missile/la bombe provenait du nord-est (<https://twitter.com/ForensicArchi/status/1715422493274427414>).

L'Armée de défense israélienne et d'autres ont également affirmé qu'il ne pouvait s'agir d'un missile/d'une bombe israélienne, puisqu'ils occasionnent des cratères bien plus importants. Une telle affirmation ne tient toutefois pas compte du fait que l'arsenal israélien comporte de nombreux types de bombes. Et certaines d'entre elles ont des objectifs spécifiques leur permettant de ne PAS laisser de gros cratères (plus d'informations à ce sujet dans un instant).

Regardez ensuite les images suivantes des voitures qui étaient garées à moins de 5 à 10 mètres du cratère. Notez que plusieurs des toits des véhicules ont été affaissés par une importante pression descendante. Notez également les dommages subis par l'avant-toit en tuiles à l'arrière-plan à gauche, qui semble avoir subi une « ablation » descendante plutôt qu'ascendante.







L'image suivante montre les toits en tuiles des bâtiments situés à droite (à l'ouest) du cratère d'impact et des voitures brûlées. La hauteur du toit du grand bâtiment est d'environ 8 à 10 mètres. Les dégâts semblent correspondre à l'impact d'objets se déplaçant dans une direction horizontale/descendante plutôt qu'à des débris provoqués par un souffle ascendant/extérieur provenant d'un impact au sol qui aurait causé plus de dégâts à la façade du bâtiment qu'à son toit. En outre, étant donné la petite taille du cratère, il est peu probable qu'il y ait eu suffisamment d'« éjectas » pour causer des dégâts aussi étendus tout en tuant des centaines de personnes.



L'image ci-dessous montre d'importants dégâts causés par des éclats d'obus (ou des projectiles) à l'est du cratère, ce qui suggère une dispersion à 300 degrés.



Ci-dessous figure une vue d'ensemble des lieux, avec mes ajouts indiquant le diamètre estimé de la zone immédiate de l'explosion ou « zone mortelle », qui est d'environ 40 à 50 mètres. N'oubliez pas que la présence de plus de 1 000 personnes dans cette zone la nuit de l'explosion n'est pas contestée.



Les différents groupes de résistance palestiniens disposent de roquettes dont les ogives varient de 5 à 20 kg. Voici un exemple d'une charge explosive de 20 kg lancée [par drone - NdT] à 5 mètres du lieu de détonation : <https://youtu.be/sDGPwZ1cS7c>

S'il est plausible qu'une roquette palestinienne standard frappant le sol ait pu causer le cratère et au moins une partie des dégâts causés par les éclats d'obus sur les voitures et les bâtiments observés sur le site, il est peu probable qu'elle ait également pu tuer 471 personnes, aussi serrées les unes contre les autres aient-elles pu être, tout simplement parce *qu'elle n'a pas la puissance explosive et le volume d'éclats nécessaires pour y parvenir.*

L'explication la plus plausible

Compte tenu de l'ampleur de la surveillance permanente de Gaza par Israël, le fait que jusqu'à 1 000 personnes se soient rassemblées à cet endroit était très probablement porté à la connaissance du commandement de l'armée israélienne. Il est certain qu'un groupe aussi important de personnes aurait été clairement visible pour le pilote de l'avion qui a largué la bombe ou le missile grâce à son capteur d'images thermiques FLIR.

Les bombes à déflagration aérienne explosent au-dessus du sol à une hauteur prédéfinie, dispersant des éclats d'obus ou de bombes à sous-munitions sur une large zone. Elles sont conçues pour être utilisées contre des « cibles molles », c'est-à-dire des personnes, plutôt que des bâtiments. La majeure partie de l'énergie explosive de la bombe ne touche pas le sol mais se disperse dans l'air avec les éclats d'obus.

La vidéo ci-dessous montre les effets de la détonation, à 10 mètres au-dessus du sol, d'une bombe à déflagration aérienne Mark83 de fabrication étatsunienne, puis de missiles GMLRS équipés d'une ogive M30A munie d'un déclencheur à déflagration aérienne. Remarquez qu'une petite partie de l'énergie explosive et probablement l'empennage de l'ensemble du missile se poursuivent jusque sur le sol, tandis que la grande majorité de l'énergie explosive (ainsi que le reste du corps du missile et toute arme à sous-munitions ajoutée) est dispersée selon un schéma circulaire descendant. *L'impact sur le sol directement aligné sur l'angle de la bombe/du missile serait minime, à l'image du petit cratère dans la cour de l'hôpital : <https://youtu.be/7RjULvrRcGM>*

Dans la comparaison ci-dessous entre deux bombes (l'une de configuration JDAM Mark83 provenant d'Afghanistan, l'autre de l'attaque de l'hôpital al-Ahli) - et alors que le son est le même - la première éjecte un large panache de débris dans l'air car elle a explosé lors de l'impact avec le sol. Dans le deuxième extrait, celui de l'attaque de l'hôpital al-Ahli, aucun panache de ce type n'est visible - ni aucun grand cratère - parce qu'il s'agissait très probablement d'une bombe à déflagration aérienne, dont la force explosive et les éclats ont été absorbés, en partie par les voitures et les bâtiments de la cour, *mais surtout par les corps des centaines de personnes qui s'y étaient rassemblées.*



Joe Quinn

Comparison between the sound of a US-made JDAM bomb and the sound of the Al-Ahli Hospital strike in Gaza But no, it was a Hamas rocket. And if you say anything else you're an anti-semite.



12:57 AM · Oct 18, 2023

L'explication la plus probable est donc qu'un avion de chasse de l'armée de l'air israélienne a délibérément largué une bombe Mark83 de fabrication étatsunienne, équipée d'un système de guidage JDAM et d'un déclencheur à déflagration aérienne, sur la cour de l'hôpital où un millier de Palestiniens cherchaient refuge – paradoxalement, pour échapper aux bombes israéliennes. L'intention n'était pas de viser l'hôpital lui-même car, dans ce cas, une bombe à déflagration aérienne n'aurait pas été utilisée et l'hôpital lui-même aurait été touché. Et dans le cas d'un « mauvais ciblage », le cratère dans la cour aurait été bien plus large.

L'intention probable était plutôt de viser les 1 000 personnes présentes dans la cour avec une bombe spécialement conçue pour tuer le plus grand nombre possible de cibles « molles ».

Les efforts déployés par le gouvernement et l'armée israéliens pour en nier la responsabilité constituent le seul aspect inhabituel de ce carnage. Après tout, jusqu'à présent, Israël n'a pas hésité à détruire des bâtiments entiers à Gaza quand bien même ils abritaient de nombreuses personnes. Pourquoi faire une exception avec le massacre d'al-Ahli ? Est-ce en raison du nombre exceptionnellement élevé de civils tués et du fait qu'ils étaient délibérément ciblés ? Ou bien était-ce lié à la « perception » très négative qu'aurait un massacre aussi sanglant perpétré à l'aide d'un avion étatsunien [les avions de chasse israéliens sont de marque étatsunienne, exclusivement - NdT] et d'une bombe étatsunienne, d'autant plus que Biden arrivait le lendemain ? Et l'administration Biden a-t-elle poussé les Israéliens à lancer une offensive médiatique, non pas pour s'excuser, mais pour nier qu'ils (et donc les Étatsuniens) étaient impliqués de quelque manière que ce soit dans cet affaire ?

Je suppose que les détails ne seront jamais révélés. Mais compte tenu des faits disponibles et du contexte général dans lequel le massacre s'est produit, il ne fait guère de doute que le carnage perpétré dans la cour de l'hôpital al-Ahli porte des empreintes sionistes.

Joe QUINN

Sott.net

24 octobre 2023

Auteur d'ouvrages et cyber-essayiste reconnu, Joe écrit des éditoriaux percutants pour Sott.net depuis plus de 10 ans. Ses articles sont publiés sur de nombreux sites d'actualités alternatives et il a été interviewé à de nombreuses reprises par Sputnik News et Press TV. Ses articles sont également disponibles sur son blog personnel JoeQuinn.net.

<https://fr.sott.net/article/42715-Un-avion-de-chasse-israelien-a-largue-une-bombe-a-deflagration-aerienne-dans-la-cour-de-l-hopital-al-Ahli-Les-preuves>

Guerre à Gaza : Pour un cessez-le-feu et une paix juste, contre la violence coloniale et l'apartheid



Les violences dirigées contre des civils, qu'ils soient palestiniens ou israéliens, sont injustifiables, de même que toute violation du droit international humanitaire. Pour autant, il est impossible de comprendre la présente séquence sans la remettre plus largement dans le contexte de l'oppression à laquelle sont soumis les Palestiniens. Le déchaînement de violence actuel répond en effet aux violences structurelles infligées aux Palestiniens par le régime colonial d'apartheid israélien, dénoncées par de nombreuses organisations de droits

humains, dont Amnesty International (2022). Parmi ces violences structurelles : le blocus inhumain imposé depuis 16 ans aux 2,2 millions de Gazaouis, dont la conséquence est une catastrophe humanitaire majeure ; la colonisation de la Cisjordanie et le nettoyage ethnique des zones palestiniennes, récemment accentués et accélérés par l'arrivée au pouvoir en décembre 2022 d'un gouvernement d'extrême-droite composé de l'aile la plus dure du mouvement des colons ; le refus du droit au retour que garantissent les résolutions de l'ONU aux 5 millions de réfugiés palestiniens. Rappelons, à ce propos, que la bande de Gaza est majoritairement peuplée de réfugiés, chassés de leurs terres lors de la création d'Israël en 1948.

Le bain de sang actuel est également le fruit de décennies d'absence de volonté de la communauté internationale de contraindre Israël à mettre fin aux causes profondes du conflit, singulièrement de la part des États-Unis et de l'Union européenne (UE). Les États tiers ont pourtant obligation de coopérer pour mettre fin au crime de guerre que représente la colonisation du territoire palestinien et au crime contre l'humanité que constitue l'apartheid.

Face à cette situation critique, la société civile belge engagée pour l'instauration d'une paix juste et durable en Israël/Palestine organisera un rassemblement ce mercredi de 17h à 18h30 devant le ministère belge des Affaires étrangères (15 rue des Petits Carmes, 1000 Bruxelles) autour des revendications suivantes à l'adresse de la Belgique et de l'UE :

- Mettre en œuvre tous les moyens diplomatiques pour une désescalade rapide de la violence et l'instauration d'un cessez-le-feu immédiat. La priorité absolue doit être donnée à la protection des populations civiles.
- Des actions fortes pour contraindre le gouvernement israélien à mettre fin aux causes structurelles de la violence que représentent les politiques de colonialisme de peuplement et d'apartheid contre le peuple palestinien. Il importe en particulier de mettre fin d'urgence au blocus de Gaza et aux constructions de nouvelles colonies et au nettoyage ethnique en cours en Cisjordanie.
- Réaffirmer le soutien aux droits inaliénables du peuple palestinien (garantis notamment par la résolution 3236 de l'Assemblée générale de l'ONU de 1974) et assurer sa protection, notamment en soutenant la société civile palestinienne face aux persécutions dont elle fait l'objet et en réaffirmant les engagements humanitaires à destination des populations du territoire palestinien occupé. L'accueil des demandeurs d'asile palestiniens doit également être garanti.

🙏 Les organisateurs appellent les participants à respecter ces mots d'ordre et à manifester pacifiquement.

✘ Toute manifestation d'antisémitisme ou de toute autre forme de racisme entraînera une exclusion du rassemblement.

Premiers signataires : Association belgo-palestinienne, Agir pour la Paix, CNAPD, Comac, Communauté palestinienne en Belgique et au Luxembourg, Ecolo J, Een Andere Joodse Stem (EAJS), Gauche anticapitaliste, Intal, JAC, Jeunes FGTB, FGTB (Centrale Générale), Mouvement des Jeunes Socialistes, Palestina Solidariteit, Présence et action culturelles (PAC), Pro-JeuneS, Solsoc, Union des Progressistes Juifs de Belgique (UPJB), Viva Salud, Vrede vzw.

(Source : UPJB)